

Diplôme national de master

Domaine - sciences humaines et sociales

Mention – sciences de l’information et des bibliothèques

Parcours – politique des bibliothèques et de la documentation

Bibliothèques publiques, Wikipédia et commun du savoir.

Mélanie Grondin

Sous la direction de Catherine Jackson

Chargée de projets éditoriaux - Directrice de la collection la Boîte à outils -
Référente pour la collection La Numérique – ENSSIB

Remerciements

Je souhaite remercier Catherine Jackson pour tous ses précieux conseils et son soutien apporté tout au long de son mémoire.

Mes remerciements aux personnes ayant pris le temps de répondre à mes demandes d'entretien et ayant nourris ma réflexion.

Je souhaite aussi remercier les auteurices qui ont inspiré ce mémoire : E.Ostrom, P.Dardot et C.Laval, L.Dujol.

Enfin, un grand merci à mes ami.es et Miffy pour leur soutien indéfectible.

Résumé : Depuis le XXe siècle, les bibliothèques publiques s'affirment comme des institutions essentielles dans la démocratisation de l'accès au savoir, en défendant des valeurs d'ouverture et d'universalité. Dans ce mémoire, nous avons choisi d'explorer cette mission sous l'angle spécifique de leur rapport aux communs de la connaissance, en étudiant plus particulièrement leurs collaborations avec l'encyclopédie numérique Wikipédia.

Descripteurs : Bibliothèques publiques ; Wikipédia ; bien commun ; économie du savoir ; France, Pays de (France)

Abstract : Since the 20th century, public libraries have established themselves as essential institutions in democratizing access to knowledge, defending values of openness and universality. In this thesis, we have chosen to explore this mission from the specific angle of their relationship to knowledge commons, studying in particular their collaborations with the digital encyclopedia Wikipedia.

Keywords : Public libraries; Wikipedia; common good; knowledge economy; France, Pays de (France)



Cette création est mise à disposition selon le Contrat :

Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 4.0 France disponible en ligne <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr> ou par courrier postal à Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, USA.

Sommaire

INTRODUCTION.....	7
PARTIE 1 LE CONCEPT DE COMMUN APPLIQUÉ À WIKIPÉDIA ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.....	13
1.1 Histoire et théories des communs : du bien naturel aux communs numériques.....	13
1.1.1 <i>Hardin et la tragédie des communs.....</i>	<i>13</i>
1.1.2 <i>Ostrom et la célébration des communs.....</i>	<i>15</i>
1.1.3 <i>Du commun matériel au commun immatériel.....</i>	<i>20</i>
1.2 Les communs informationnels, du savoir, de la connaissance.....	25
1.2.1 <i>Une nouvelle ressource : le savoir.....</i>	<i>25</i>
1.2.2 <i>Des nouvelles enclosures.....</i>	<i>27</i>
1.2.3 <i>Un nouvel objectif : préserver et enrichir.....</i>	<i>30</i>
1.3 Bibliothèques publiques et communs : quel rapport ?.....	33
1.3.1 <i>De l'institution patrimoniale.....</i>	<i>34</i>
1.3.2 <i>... au service public.....</i>	<i>36</i>
1.3.3 <i>... au tiers-lieux.....</i>	<i>37</i>
PARTIE 2 LES MOUVEMENTS D'OUVERTURES DE WIKIPÉDIA ET DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.....	41
2.1 Wikipédia, un commun du savoir numérique.....	41
2.1.1 <i>Histoire de l'encyclopédie.....</i>	<i>41</i>
2.1.2 <i>Éléments structurants.....</i>	<i>45</i>
2.2 La collaboration Wikipédia-bibliothèque.....	53
2.2.1 <i>De nombreux intérêts communs.....</i>	<i>54</i>
2.2.2 <i>- La création de GLAM-Wiki.....</i>	<i>58</i>
PARTIE 3 FONDER LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE COMME MAISON DES COMMUNS.....	63
3.1 La réalisation d'un désir de commun partagé.....	63
3.1.1 <i>Le partenariat bibliothèque publique-Wikipédia : pierre angulaire de la communalisation.....</i>	<i>63</i>
3.1.2 <i>Les différents niveaux d'engagement des bibliothèques : valoriser, contribuer, encapaciter.....</i>	<i>71</i>
3.1.3 <i>L'évidence du commun en bibliothèque ?.....</i>	<i>78</i>
3.2 Tensions et ajustements.....	79
3.2.1 <i>Les freins.....</i>	<i>79</i>
3.2.2 <i>Éléments indispensables à la pérennité des actions.....</i>	<i>84</i>
CONCLUSION.....	89
BIBLIOGRAPHIE.....	91
ANNEXES.....	97
GLOSSAIRE.....	99
I. Les projets Wikimedia.....	99
II. Les profils de contributeurs et d'acteurs.....	99
III. Les communautés et organisations.....	99
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	101
Classification des biens d'après Ostrom par Jean-Nicolas Fauchille.....	102

Un exemple de distribution des droits chez Ostrom.....	102
Gouvernance chez Ostrom.....	103
La communauté Wikipédia.....	103
TABLE DES MATIÈRES.....	105

INTRODUCTION

À l'heure où j'écris cette introduction, la campagne #1Lib1Ref ("un.e bibliothécaire, une référence") touche tout juste à sa fin. Organisé deux fois par an sur Wikipédia, cet événement d'un mois incite les bibliothécaires à ajouter une référence manquante dans des articles incomplets. En effet, chaque article présent sur Wikipédia doit présenter des éléments sourcés c'est-à-dire que les auteur.rices doivent indiquer d'où proviennent leurs informations, permettant aux lecteur.ices de vérifier s'ils le souhaitent la qualité de ces dernières. Sur la page dédiée à #1Lib1Ref, nous pouvons lire :

"Wikipédia est une des premières étapes dans le travail des chercheurs, alors rendons-la encore plus efficace ! Votre objectif aujourd'hui est d'ajouter une référence à n'importe quel article Wikipédia ! Toute référence à une source fiable aide les lecteurs à travers le monde."¹

Les organisateur.ices de l'événement soulignent ici un fait : qu'on le veuille ou non, l'encyclopédie est un incontournable pour toutes personnes entamant des recherches. La question de s'il est pertinent d'utiliser Wikipédia pour des recherches est ici évacuée : les chercheur.euses l'utilisent déjà, et la tendance ne s'est pas inversée depuis 2001. L'Encyclopédie n'a donc plus, ou plus autant, à justifier de l'autorité dont elle dispose dans le domaine de l'information. Par ailleurs, au travers de cette initiative Wikipédia tend la main aux bibliothécaires. La communauté wikipédienne propose une collaboration récurrente , qui bénéficie aux deux communautés. Wikipédia voit sa qualité et sa fiabilité augmenter grâce au travail des bibliothécaires, les bibliothécaires assurent à leur public un accès à de l'information de qualité.

Si elles ont pu être conflictuelles, les relations entre les bibliothèques et Wikipédia se sont au fil du temps améliorées et renforcées. De nombreuses initiatives collaboratives existent : édiathons, formations, versement de documents, cycles événementiels ou encore résidences. Une partie de ces projets sont référencés sur l'espace GLAM (Gallery, Library, Archives, Museums) de Wikipédia, dont une

¹#1Lib1Ref. (2017, January 20). Wikipedia.org; Fondation Wikimedia, Inc.
<https://fr.wikipedia.org/wiki/1Lib1Ref>

partie comme son nom l'indique est réservée aux bibliothèques (publiques, académiques, etc). Le projet GLAM porte une mission : rendre la culture et l'information accessible au plus grand nombre en combinant les forces respectives des deux institutions. Du côté des bibliothèques, des compétences professionnelles en recherche et en médiation de l'information ; du côté des wikimédien.nes des outils de diffusion grand public et des méthodes de travail souples, collaboratives et fondées sur la culture libre. Il s'agit de "participer à l'extension de la diffusion de la culture et de la connaissance en offrant aux professionnels du secteur de comprendre le mouvement wikimédien : ses acteurs, ses valeurs, ses objectifs, ses moyens, ses limites et ses réalisations. À partir de là, les professionnels peuvent identifier, accompagnés par des contributeurs wikimédiens, les projets qui peuvent être réalisés en commun." ²

Les bibliothécaires et les wikimédien.nes qui s'organisent autour de ces activités ne cherchent pas juste à produire ou diffuser des ressources en tant que tel, mais à faire émerger du commun c'est-à-dire des ressources collectives non exclusives, gérées selon des règles sociales et éthiques, et destinées à enrichir l'intelligence collective. Et, c'est sur ce désir de commun, explicité comme tel ou non, que les ponts entre Wikipédia et bibliothèques ont pu se créer. Wikipédia est identifié depuis longtemps comme un commun numérique. Cette encyclopédie repose sur un fonctionnement ouvert et collaboratif, fondé sur la contribution d'internautes qui s'organisent grâce à des principes structurants et approuvés qui traduisent une volonté de produire un savoir autonome, partagé et affranchi des logiques marchandes. Sa gouvernance repose sur des règles explicites, co-construites et ajustées par la communauté des contributeurs. Les bibliothèques publiques, qui sont celles que nous étudierons dans ce mémoire, sont des institutions reliées à l'administration publique et relevant d'une logique de service public. Bien qu'étant un service public, les bibliothèques disposent d'une certaine autonomie dans leur fonctionnement, dans l'élaboration de leur projet d'établissement, et leur réseau professionnel est porteur d'une éthique compatible à celle des communs et du libre. Pour l'Association des bibliothèques de France (ABF) par exemple "ni concurrentielles, ni privatisables, les bibliothèques sont des biens communs au

²GLAM — Wikipédia. (2022). [Wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:GLAM).
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:GLAM>

service de tous."³ Pour autant, l'utilisation du vocable commun et même la compréhension de ce que signifie faire commun n'est pas encore largement distribuée dans la communauté professionnelle des bibliothécaires publiques.

L'hypothèse que pose ce mémoire est que la bibliothèque publique porte en elle la possibilité de faire advenir du commun et que cette possibilité est particulièrement activable au travers des liens de partenariats construits entre elle et Wikipédia. Nous posons donc la question suivante : comment la collaboration des bibliothèques publiques avec Wikipédia révèle t-elle le désir de commun de cette institution publique ?

Pour répondre à cette question, nous commencerons dans la première partie par définir les termes de notre sujet, en explicitant notamment ce que signifie "commun". Cette partie s'appuie sur un état de l'art remontant des premières formulations d'Elinor Ostrom, économiste américaine spécialisée dans l'étude des ressources communes, dans les années 1990 jusqu'à la conception de la notion de commun du savoir de la connaissance et du numérique, développée vers la fin des années 1990 début 2000. Cette étude nous amènera à la seconde partie, consacrée à la présence de Wikipédia dans les bibliothèques publiques, et des bibliothèques publiques dans Wikipédia. En plus de prendre appui sur nos lectures, nous nous servons de la dizaine d'entretiens menés auprès de spécialistes de l'information travaillant de près ou de loin avec l'encyclopédie numérique.

La méthodologie adoptée pour ce mémoire repose sur une approche qualitative combinant une revue de littérature académique et la réalisation d'entretiens semi-directifs avec des professionnels des bibliothèques publiques.

Dans un premier temps, la revue de littérature a permis de constituer un cadre conceptuel et théorique autour des notions de communs, de bibliothèques publiques et de ressources libres. Cet état de l'art s'appuie sur des travaux en sciences de l'information et de la communication, en sociologie et en économie politique des communs, et permet de situer la recherche dans un champ académique existant.

Dans un second temps, des entretiens semi-directifs ont été menés avec plusieurs acteurs du monde des bibliothèques. Cette méthode a été privilégiée car elle permet de recueillir un discours nuancé, articulant expérience professionnelle et positionnement

³ABF (2025). *[Communiqué] Ni concurrentielles, ni privatisables, les bibliothèques sont des biens communs au service de tous*. Association Des Bibliothécaires de France.
<https://www.abf.asso.fr/1/217/913/ABF/-communiqu%C3%A9-ni-concurrentielles-ni-privatisables-les-biblioth%C3%A8ques-sont-des-biens-communs-au-service-de-tous->

institutionnel, tout en laissant la place à l'expression libre des personnes interrogées. Les entretiens n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive la diversité des pratiques en bibliothèque, mais ils offrent une image générale des dynamiques à l'œuvre, dans le domaine qui nous intéresse ici, et ouvrent des pistes de réflexion fécondes.

Huit entretiens ont ainsi été réalisés :

- **Lionel Dujol**, bibliothécaire formateur et maître de conférences associé à Médiat Rhône-Alpes – Université Grenoble Alpes (24 février 2025).
- **Marion Jonget**, chargée de valorisation, et **Hortense Longequeue**, responsable du service de la bibliothèque numérique et de l'ouverture des données culturelles à Rennes (16 mai 2025).
- **Malik Diallo**, directeur des bibliothèques de Rennes, dans le cadre d'un entretien mené par Antoine Henry, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication (2 mai 2025).
- **Pierre Moison**, responsable de l'espace numérique à la Bibliothèque Municipale de Lyon (le 22 puis le 25 avril 2025).
- **Patrick Hernebring**, responsable de la bibliothèque numérique Rosalis (6 mars 2025).
- **Sylvie**, wikipédienne de Brest (5 juin 2025).
- **Yvan Hochet**, responsable du département numérique de la bibliothèque des Capucins à Brest (14 mai 2025).

Ces entretiens ont été analysés de manière thématique, afin d'identifier les représentations et les pratiques liées aux communs et aux ressources libres des bibliothécaires. L'articulation entre la littérature académique et les propos recueillis permet de croiser les approches : d'un côté une réflexion théorique sur le rôle des bibliothèques publiques dans la gestion et la valorisation des communs, de l'autre des retours d'expériences qui mettent en évidence la manière dont ces enjeux se traduisent (ou non) dans les missions quotidiennes des établissements. Comme tout travail de recherche, cette démarche comporte certaines limites méthodologiques. Tout d'abord, les entretiens ne permettent pas d'accéder

directement à la réalité des pratiques professionnelles : ils donnent à entendre des discours situés, qui peuvent être influencés par le contexte institutionnel, par la posture des enquêtés ou encore par leurs engagements personnels et professionnels. Ensuite, mon choix d'interlocuteurs, tous et toutes fortement impliqués.es dans des projets numériques ou liés aux ressources ouvertes, peut induire un biais de sélection. Leurs propos mettent en lumière des expériences pionnières et des pratiques innovantes, mais ne reflètent pas nécessairement la diversité des réalités rencontrées dans l'ensemble des bibliothèques publiques françaises. Enfin, l'absence d'observation directe sur le terrain (par exemple via des visites d'établissement ou des observations de médiation auprès des publics) limite la compréhension de la réception des initiatives par les usagers. Cette restriction méthodologique a été compensée, je l'espère, par un croisement constant entre littérature académique et discours professionnel, afin de donner une image aussi équilibrée que possible.

PARTIE 1 LE CONCEPT DE COMMUN APPLIQUÉ À WIKIPÉDIA ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

1.1 HISTOIRE ET THÉORIES DES COMMUNS : DU BIEN NATUREL AUX COMMUNS NUMÉRIQUES

La notion de commun bénéficie d'une longue histoire pratique et théorique. L'origine étymologique et conceptuelle des communs est polémique, d'autant qu'elle s'accompagne d'une multitude de substantifs proches syntaxiquement et pourtant éloignés épistémologiquement (biens communs, commun, communs, bien commun de l'humanité,...) Dans ce mémoire, nous avons choisi d'utiliser la conception du commun d'Elinor Ostrom, politologue et professeur universitaire états-unienne, comme paradigme. Ce choix se justifie de plusieurs manières. Elle reçoit au cours de sa carrière de nombreuses distinctions, dont le "Prix Nobel d'économie" en 2009⁴ pour son travail sur les biens communs. C'est donc elle et l'école fondée dans son sillage (l'école de Bloomington) qui constituent les références centrales sur le sujet. Par ailleurs, c'est en partant de sa pensée que nous pourrions comprendre comment une théorie portant à l'origine sur des ressources naturelles a pu progressivement inclure des objets culturels comme les bibliothèques.

1.1.1 Hardin et la tragédie des communs

Le titre de son article⁵ fard est explicite : pour Garrett Hardin, les communs sont des tragédies. Si ce texte porte à l'origine sur l'échec de la technique pour résoudre les problèmes humains, il sera surtout retenu pour sa critique des communs comme mode de gestion des ressources naturelles. Hardin est un écologue américain défavorable aux communs. L'article que nous présentons a marqué un moment important pour notre objet d'étude : c'est à partir de ce texte qu'Ostrom a formulé sa propre conception des communs.

Hardin définit les biens communs comme des biens utilisés par toutes et tous. Or, dans une anthropologie d'économie classique, l'humain est un être rationnel qui cherche à maximiser son profit. Sur un bien commun, exploiter N+1 du commun

⁴Elinor Ostrom. , 2019. Retrieved June 28, 2025, from [economie.gouv.fr](https://www.economie.gouv.fr/facileco/elinor-ostrom) website:
<https://www.economie.gouv.fr/facileco/elinor-ostrom>

⁵HARDIN, Garrett, 1962. The Tragedy of the Commons. Science, New Series. décembre 1962. Vol. 162, n° 3859.

(où N correspond à une extraction sur la ressource) se calcule sur la base : mon profit augmente de N+1 tandis que mon déficit (l'exploitation et l'épuisement de la ressource engendrée) est divisé à l'échelle du commun tout entier. Pour un individu donc, la part du profit est bien plus importante que le déficit. Chaque personne ayant cette réflexion, la ressource commune sera inexorablement épuisée. En économie, on parle de rivalité⁶ pour désigner le lien entre soustraction de la ressource et déplétion de celle-ci. Selon lui, la société doit donc supprimer les communs et s'appuyer non pas sur la responsabilisation mais sur la coercition mutuelle. Nous retenons de lui deux citations importantes : "I believe it was Hegel who said, « Freedom is the recognition of necessity. »" ⁷ Ici, Hardin pose que la coercition n'est pas une négation de la liberté, puisque celle-ci s'exerce dans le cadre que la nécessité impose. Il en déduit ceci : "injustice is preferable to total ruin. (L'injustice est préférable à la ruine totale.)" ⁸ Hardin reconnaît que la privatisation des ressources naturelles sera la cause d'injustices. Ce choix de gestion des ressources est un choix politique non-nécessaire mais souhaitable si on souhaite préserver ces ressources et le bien-être collectif.

Il faut surtout remettre le propos de Hardin dans son contexte, à savoir qu'il discute en premier lieu de la question démographique et de son impact sur la nature. Ainsi, s'il critique les communs, il ne considère pas qu'ils seraient en eux-mêmes non efficaces et ce en toutes circonstances. Les communs sont un danger dans le contexte d'une population humaine toujours croissante : "perhaps the simplest summary of this analysis of man's population problems is this: the commons, if justifiable at all, is justifiable only under conditions of low-population density. (Le résumé le plus simple de cette analyse des problèmes démographiques de l'humanité est peut-être le suivant : le bien commun, s'il est justifiable, ne l'est que dans des conditions de faible densité démographique.)" ⁹ La propriété n'est pas une fin en soi, ou un mode de gestion des ressources nécessairement meilleur. Pour

⁶OSTROM, Elinor et OSTROM, Vincent, 1979. Public Goods and Public Choices. In *Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance*. In : *Alternatives For Delivering Public Services: Toward Improved Performance*. New York : 1979. pp. 43-59. *Performance*. (pp. 43-59). 1979.

⁷HARDIN, G. (1962). The Tragedy of the Commons. *Science, New Series*, 162(3859), p.35.

⁸Ibidem.

⁹ibidem, p.28

Hardin, c'est un régime de gestion dont l'efficacité émerge dans des circonstances historiques et sociales particulières.

1.1.2 Ostrom et la célébration des communs

Et c'est pour répondre directement à Hardin qu'Elinor Ostrom construit sa propre théorie des communs. Pour Ostrom, Hardin a mal défini ce que sont les communs. Contrairement à la description faite par Hardin dans son article, les communs ne sont pas des espaces laissés à l'abandon, ouverts à toutes et tous et où aucune règle ne s'applique. Les communs sont, pour elle, des ressources gérées collectivement.

Elle part d'exemples concrets pour appuyer son argumentation. Il existe des communs qui perdurent. On dit de ces communs qu'ils sont robustes¹⁰ : "la robustesse désigne le maintien des caractéristiques désirées d'un système malgré les fluctuations de comportement de ses composants ou de l'environnement"¹¹. Par exemple, Fikret Berkes¹² étudie comment les Crees vivant dans la Baie James gèrent efficacement leurs ressources maritimes. Cette gestion s'appuie sur une connaissance ancienne et locale que possèdent ces populations sur leurs ressources. Il y a par ailleurs dans le propos de Hardin un recouvrement non justifié entre gestion capitaliste et gestion efficace des ressources.

A partir de cette critique initiale, Ostrom va élaborer une nouvelle façon de penser le commun et de façon plus générale les biens et la propriété. L'économie classique s'appuie sur la distinction posée par Samuelson¹³ pour comprendre les différents types de biens. Il existe des biens collectifs, non-rivaux et non-exclusifs et des biens privatifs qui sont eux rivaux et exclusifs. Ostrom part de cette dichotomie pour la complexifier. Elle identifie des CPR soit des common pool resources¹⁴. Ils sont définis comme des biens rivaux, dont il est difficile d'exclure des bénéficiaires de son usage : "il s'agit de

¹⁰SHEPSLE, Kenneth A., 1989. Studying Institutions. Journal of Theoretical Politics. 1 avril 1989. Vol. 1, n° 2, pp. 131-147. DOI 10.1177/0951692889001002002.

¹¹CARLSON, J. M. et DOYLE, John, 2002. Complexity and robustness. Proceedings of the National Academy of Sciences. 19 février 2002. Vol. 99, n° suppl_1, pp. 2538-2545. DOI 10.1073/pnas.012582499.

¹²BERKES, Fikret, 2017. Sacred Ecology. Routledge. ISBN 978-1-315-11464-4.

¹³SAMUELSON, Paul A. The Pure Theory of Public Expenditure. The Review of Economics and Statistics [en ligne]. 1954, 36(4), 387 [consulté le 28 août 2025]. ISSN 0034-6535. Disponible sur : doi:10.2307/1925895

¹⁴OSTROM, Elinor, GARDNER, Roy et WALKER, Jimmy, 1994. Rules, Games, and Common-Pool Resources. Ann Arbor, MI : University of Michigan Press. ISBN 978-0-472-06546-2.

acheter une étoile)¹⁸. Aussi, ils naturalisent et donc déshistorisent le fait que le droit est social et politique. Autrement dit, une chose n'a pas de statut juridique indépendant des relations humaines qui la définissent. En s'appuyant sur une idée "naturelle" d'inappropriabilité, on part d'une conception erronée de la justice qui ne ferait que formaliser ce que les lois naturelles nous imposeraient sans qu'on puisse les accepter ou les rejeter.

A l'inverse chez Ostrom le commun est le résultat d'une activité pratique : " le commun est à penser comme co-activité, et non comme coappartenance, co-propriété ou co-possession"¹⁹. Plus précisément, il y a du commun si et seulement si des individus s'obligent entre eux en participant à la même tâche sur une même ressource²⁰. Cette obligation naît de l'activité même et pas d'une propriété externe à l'action elle-même comme un statut par exemple. Ainsi vivre et agir en commun ne signifie pas vivre les uns à côté des autres mais d'agir ensemble en produisant des règles, des normes et des lois en vue d'une finalité partagée. Autrement dit, un commun est constitué de trois éléments : une ressource, une communauté, des règles partagées²¹.

Ainsi, bien que les caractéristiques naturelles des ressources soient importantes, elles ne sont pas suffisantes pour caractériser les communs. Les communs se comprennent à partir du "statut et [du] régime juridique"²² qui sont les leurs, et qui dépendent du "bundle of rights"²³ ou faisceaux de droits en français qui est distribué.

Chez Ostrom, ces droits sont au nombre de cinq, divisés en deux classes. La première classe correspond au niveau le plus bas et est attribuée aux usagers de la ressource. Ce sont des droits opérationnels : le droit d'accès et le droit de prélèvement. Ces droits peuvent être attribués par la loi, la règle ou la coutume ou une combinaison de ces éléments. Ils sont évolutifs et peuvent être modifiés en fonction de changements qui affectent l'écologie de la ressource. La seconde classe est un niveau supérieur et contient

¹⁸ibidem.

¹⁹ibidem.

²⁰La chose commune (cum munus) latine implique donc toujours une certaine obligation de réciprocité liée à l'exercice de responsabilités publiques. Voir DARDOT, P., & LAVAL, C. (2014). *Commun. La Découverte*, p.28-32

²¹ČUKIC, I. (2020). *Evolution of Libraries as Commons : Key Characteristics and Elements for the Evolution of Libraries as Democratic Infrastructures*, p.9

²²CORIAT, Benjamin, 2013. Des communs " fonciers " aux communs informationnels. Traits communs et différences. In : *Propriété et Communs. Les nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée*., Paris. 2013. pp. 1-29.

²³SCHLAGER E. and OSTROM E. , 1992 "Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis", *Land Economics*, Vol. 68, No. 3, , University of Wisconsin Press, 249-262

des droits administratifs : le droit de management, d'exclusion et d'aliénation (vente ou cession). Par exemple, un particulier peut décider de communaliser son potager à l'échelle de son quartier. Il devra établir avec cette communauté des règles de gouvernance partagée. A partir de là, les riverains ont la possibilité au minimum de récolter des fruits et des légumes, ainsi que de pouvoir fréquenter les lieux. En revanche, seul le propriétaire du terrain a la possibilité de le revendre s'il le souhaite. Ces droits sont indépendants les uns des autres, et peuvent ne pas être distribués à tous et toutes.

	Authorized			
	Owner	Proprietor	Claimant	User
Access and Withdrawal	X	X	X	X
Management	X	X	X	
Exclusion	X	X		
Alienation	X			

Un exemple de distribution des droits dans un commun (Pêcherie)
Bundle of Rights Associated with Positions (source Schlager et Ostrom 1992)

La distribution de ces faisceaux de droits permet à B. Coriat de distinguer trois types de communs.

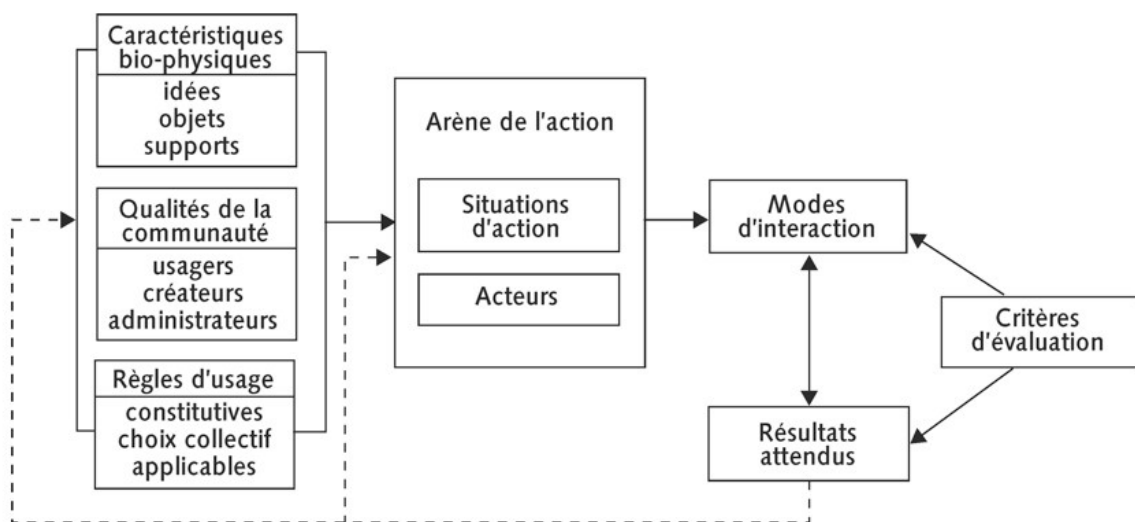
Les biens privatifs ou biens de type 1 sont des « pools » de biens privés, où les ressources sont partagées entre plusieurs détenteurs de droits exclusifs. C'est un bien dont les droits administratifs sont détenus par un propriétaire et les droits opérationnels à des usagers.

Le domaine public ou bien de type 3 peut être administré par des droits et géré par la puissance publique. En général, leur accès est libre et gratuit. Cela comprend aussi les biens publics mondiaux.

Les communs gérés par des communautés restreintes sont les biens de type 2. Ils sont gérés à l'échelle de cette communauté. L'ensemble des commoners n'ont pas les mêmes intérêts. Les règles et la gouvernance ont pour objectifs " la mise en

compatibilité des intérêts de ces acteurs distincts "²⁴. Les communs peuvent donc faire l'objet de conflits d'usage, qui peuvent à terme mener à leur disparition. La structure de gouvernance doit permettre de résoudre efficacement les conflits pour permettre la pérennité de son commun : être robuste. On jugera donc de la qualité de la gouvernance à sa capacité à rendre ses règles effectives, que ces règles soient efficaces pour faire fonctionner le commun et régler le conflit. Pour cela, la gouvernance doit inclure :

- des règles régissant l'usage des biens collectifs qui répondent aux besoins et aux spécificités locales ;
- la capacité des individus concernés à modifier ces règles ;
- le respect de ces règles par les autorités extérieures ;
- le contrôle du respect des règles par la communauté ;
- un système de sanctions graduées ;
- l'accès à des mécanismes de résolution des conflits peu coûteux ;
- la résolution des conflits et les activités de gouvernance organisées en strates différentes et imbriquées.²⁵



²⁴OSTROM, Elinor et OSTROM, Vincent, 1979. Public Goods and Public Choices. In Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance. In : Alternatives For Delivering Public Services: Toward Improved Performance. New York : 1979. pp. 43-59. *Performance.*, p.12.

²⁵CORIAT, Benjamin, 2013. Des communs " fonciers " aux communs informationnels. Traits communs et différences. In : Propriété et Communs. Les nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée.,. Paris. 2013. pp. 1-29.

En résumé, nous retenons de la définition de B. Coriat que les communs sont "des ensemble de ressources collectivement gouvernés, au moyen d'une structure de gouvernance assurant une distribution des droits entre les partenaires participant au commun (commoners) et visant à l'exploitation ordonnée de la ressource, permettant sa reproduction dans le long terme." ²⁶

1.1.3 Du commun matériel au commun immatériel

Cependant, les objets qui nous intéressent dans ce mémoire sont bien différents de ceux étudiés par Ostrom dans ces premiers travaux. En effet, dans les bibliothèques publiques nous retrouvons très peu de ressources naturelles et foncières (à l'exception des grainothèques ou des jardins partagés, lorsque ceux-ci sont présents). L'institution propose plutôt deux grands types de ressources. Des ressources matérielles comme des livres, du mobilier ou du matériel informatique. Cependant, bien que matérielles, ces ressources ont peu à voir avec celles décrites dans notre précédent sous-chapitre car elles ne sont pas rivales, et sont pour beaucoup des biens publics. On retrouve aussi en bibliothèque publique des ressources "immatérielles" ²⁷ comme des logiciels, des documents numériques, des échanges de savoir-faire, de savoir-être. Ces ressources échappent complètement au cadre initial décrit. Il se pose alors la question de savoir s'il est possible de transposer la théorie des communs aux ressources présentes au sein des bibliothèques publiques.

Pour Sébastien Shultz²⁸, la transposition de la théorie des communs des ressources naturelles aux ressources immatérielles et de la connaissance s'est opérée par le biais d'un rapprochement social et intellectuel entre plusieurs théoriciens. Il part

²⁶Ibidem., p.14.

²⁷Nous utilisons le terme d'immatériel ici pour faciliter la distinction entre des ressources avec des propriétés différentes : par exemple, la multiplication et la diffusion d'un logiciel ou d'un document numérique est bien plus aisée que celle d'un livre imprimé ou d'une affiche papier.

²⁸SHULZ, Sébastien, 2024. Des forêts suisses à Wikipédia. Genèses. 16 février 2024. Vol. n° 133, n° 4, pp. 71-93. DOI 10.3917/gen.133.0071.

d'un double concept de Max Weber pour argumenter son propos. Pour comprendre cette transposition, il nous faut retracer " l'affinité de sens "²⁹ entre ces deux mondes culturels, c'est-à-dire décrire " des traits culturels analogues " entre les deux ainsi que " l'affinité élective " entre ces deux types de communs c'est-à-dire la mise en relation de ces deux cultures par le biais d'acteurs nommés " passeurs multipositionnés "³⁰.

Au départ, il existe deux espaces académiques. Le premier est représenté par Elinor Ostrom et Charlotte Hess. Nous considérons à titre personnel que la rencontre entre ces deux penseuses représente un premier rapprochement entre le monde de la culture et du savoir et celui des communs. En effet, Charlotte Hesse est diplômée en littérature comparée et en philosophie et s'est engagée dans une carrière de bibliothécaire universitaire. Elle est engagée en 1989 par Ostrom afin de diriger la Digital Library of the Commons (DLC) qui recense les publications au sujet des communs. Elle s'intéresse par ailleurs à l'émergence et la démocratisation d'Internet, qu'elle liera aux réflexions d'Ostrom. Elle entre donc dans le champ académique des communs avant tout en tant que spécialiste de l'information et des bibliothèques, spécialisation qui nourrit sa réflexion.

Trois autres auteurs sont identifiés comme passeurs multipositionnés par Shultz³¹. Howard Rheingold, diplômé en littérature, qui s'intéresse dès les années 80 à l'informatique, plus spécifiquement la micro-informatique. Il côtoie les milieux hackers, et se méfie des premières législations passées par l'Etat sur le web. Pour lui, " ces réglementations de l'État fédéral font l'objet de critiques réactives des porte-parole du monde Internet américain qui participent à forger la représentation du « cyberspace » comme celle d'un territoire indépendant où les internautes devraient s'auto-organiser sans instance coercitive centrale. Toute intervention extérieure, et en particulier l'intervention étatique, y est perçue comme illégitime"³². Marc Smith a été étudiant en sociologie et étudie la théorie des communs d'Ostrom. Il s'intéresse en parallèle à Internet. Il réalise son mémoire sur les espaces de discussion WELL, sur lesquels il rencontre H.Rheingold. Enfin, Charles Schweik qui est diplômé en informatique, mais reprend des études en administration publique afin de mettre à disposition ses

²⁹WEBER, Max, 2017. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Paris : Flammarion.

³⁰JOBARD, F., GEERAERT, J., LAUMOND, B., MÜTZELBERG, I., & ZEIGERMANN, U. (2020). Sociologie politique des passeurs. *Revue Française de Science Politique*, Vol. 70(5), 557–573. <https://doi.org/10.3917/rfsp.705.0557>

³¹ SHULZ, Sébastien, 2024. Des forêts suisses à Wikipédia. Genèses. 16 février 2024. Vol. n° 133, n° 4, pp. 71-93. DOI 10.3917/gen.133.0071.

³²ibidem.

compétences techniques au profit de la société civile. Il rejoint Ostrom dans le cadre de ces recherches, et réalise une thèse sous sa direction. Il devient par la suite enseignant-chercheur et prend pour objets d'étude principaux le commun et le libre.

L'affinité de sens entre l'école de Bloomington et le monde d'Internet peut s'établir à partir de deux éléments : une critique de la centralisation étatique, une valorisation de l'auto-gestion en communauté.

L'école de Bloomington se concentre sur les modes d'organisations collectives communautaires c'est-à-dire les institutions créées par les membres d'une communauté pour s'organiser elle-même, sans l'État. Fabien Locher³³ comprend que cette critique de l'Etat a un lien avec le contexte politique et historique de David et Eleanor Ostrom. Les années 70 et 80 sont des années contre la centralisation, en faveur de la construction de la démocratie à l'échelle locale. Cette décentralisation est défendue largement dans le monde politique, et fait l'objet d'un suivi dans chez les académiques de la *public administration* dont les Ostrom font partis. « Ces derniers [le contexte politique et les liens tissés avec les gouvernements locaux] deviennent à la fois leurs principaux objets d'étude (Bish 2014 ; Ostrom et al. 1961), une source importante de financement (Locher 2018) et un lieu de diffusion de leur expertise. »³⁴ Il est aussi lié à un positionnement académique des Ostrom en administration publique d'abord, puis en microéconomie contre une vision majoritaire où la capacité des individus à s'auto-organiser et s'auto-gouverner est absente. Dans le cas de l'administration publique, cela est liée à l'hyper focalisation sur ce qu'est l'Etat, au détriment d'autres agents, comme les citoyens qui sont pourtant partie prenante de la construction de l'administration. Du côté de la micro-économie, l'anthropologie classique de l'individu raisonné et égoïste est dominante. Elinor Ostrom se positionne ainsi : " Mon but, en abordant les théories de l'État et de l'entreprise, n'est pas de les explorer, mais de pointer l'absence d'une théorie acceptée sur la manière dont les individus s'auto-organisent sans un dirigeant "externe" [...]. Tant qu'un centre unique possède un monopole sur l'utilisation de la contrainte, le résultat en est un

³³LOCHER, Fabien, 2013. Les pâturages de la Guerre froide : Garrett Hardin et la « Tragédie des communs ». Revue d'histoire moderne & contemporaine. 1 avril 2013. Vol. n° 60-1, n° 1, pp. 7-36. DOI 10.3917/rhmc.601.0007.

³⁴SHULZ, Sébastien, 2024. Des forêts suisses à Wikipédia. Genèses. 16 février 2024. Vol. n° 133, n° 4, pp. 71-93. DOI 10.3917/gen.133.0071.

État plutôt qu'une société auto gouvernée" (traduit depuis l'anglais par Mélanie Grondin).³⁵

Du côté du monde numérique, un focus similaire se réalise. On étudie les capacités d'auto-organisation des forums et d'Internet, et on se méfie des volontés de régulation de l'Etat. Avec l'augmentation de la fréquentation des forums de discussion, un nouveau problème émerge : celui des spammeurs. Ces individus publient en grande quantité des messages dans les espaces d'échanges, rendant illisibles ces derniers et bloquant ainsi la communication entre les usagers. Le cas des spammeurs est étudié par Rheingold et Smith de façon similaire. Rheingold réalise un parallèle entre la situation des forums pollués par les spams et les communs surexploités de Hardin dans un billet intitulé « The Tragedy of the Electronic Communs ». Sur Internet comme dans les espaces naturels, nous observons des espaces ouverts à tous, utilisés par un grand nombre, soit des biens communs non régulés et menacés par des usages destructeurs. Cependant, si Rheingold partage l'inquiétude de Hardin sur la pérennité de ces ressources et des communautés liées à elles, il n'en accepte pas pour autant sa conclusion. Pour lui, les biens communs peuvent être pérennes à condition d'y introduire une gouvernance, et cette gouvernance peut être tenue par la communauté sans nécessairement une autorité centrale. Smith développe une théorie similaire en réalisant une étude sur les règles mises en place par les usagers de forums afin de prévenir les dégradations des spammeurs et rédige à ce sujet un chapitre de livre *Managing the Virtual Commons: Cooperation and Conflict in Computer Communities*. Il analyse en détail la gouvernance de ces forums qui prend la forme d'une auto-organisation. On peut ainsi trouver deux types de règles. Des règles informelles incarnées par la netiquette, et des règles formelles comme les FAQ, les directives aux nouveaux arrivants, la présence de modérateurs ainsi que sanctions graduées. Rheingold et Smith traduisent enfin l'expérience des utilisateurs d'Internet, ou plus précisément ici des espaces web, à travers la théorie des communs d'Ostrom dans leur ouvrage *Communities in Cyberspace*. C'est notamment à partir de cet écrit que le pont entre Internet et la théorie des communs va se construire. Le chapitre de Smith est envoyé à Ostrom, puis à Hess. En 1995, Ostrom réalise à partir de cette lecture une communication à l'IASCP (International Association for the Study of Common Proprety) matérialisant cette jonction : " c'est la première fois que cette rencontre [l'IASCP] accueille des communications sur des communs qui ne sont pas des

³⁵OSTROM, Elinor, 1990. *Governing the commons : the evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.

ressources naturelles. Le journal local norvégien publie dans ses pages un portrait du « Nobel d'économie » Douglass North, qui est l'invité d'honneur de la conférence. Mais il rédige le gros titre de l'article en référence à l'intervention de C. Hess : « Internet est aussi un commun ! »³⁶.

Dans la reconstitution du contexte historique de l'évolution de la notion de commun, il faut aussi évoquer l'extension des droits de la propriété intellectuelle sur les œuvres numériques. Cette extension est critiquée par certains professionnels de l'information et des bibliothèques, dont fait partie Hess. Hess et Ostrom collaborent pour écrire une communication visant à appliquer la théorie des communs sur les ressources d'Internet. David Bollier identifie cette communication comme une « date clé » où « les juristes étudiant les communs ouverts immatériels et les politistes analysant les communs auto gouvernés matériels » convergent. Cette convergence est matérialisée dans l'ouvrage collectif « Understanding Knowledge as a Common ». Les réflexions des autrices prennent la forme d'une critique des premiers écrits des juristes, qui selon elles utiliseraient une définition tronquée de ce que sont les communs. Elles définissent les communs informationnels de cette façon : un "système de réciprocité informelle, [dont] les pratiques de partage, la collaboration entre participants et les institutions nécessaires [permettent de] construire cette base de données et l'institue en tant que ressource informationnelle ouverte et partagée".

C'est en retraçant ces jonctions sociales et théorique que nous pouvons expliquer comme " le cadre théorique des communs autogouvernés, élaboré dans le champ de la science politique américaine pour étudier la gestion de forêts en Suisse, avait pu circuler jusqu'au monde Internet au point d'être revendiqué par d'importantes communautés d'internautes à l'instar du projet Wikipédia "³⁷.

³⁶ OSTROM, E. (1990). *Governing the commons : the evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.

³⁷SHULZ, Sébastien, 2024. Des forêts suisses à Wikipédia. Genèses. 16 février 2024. Vol. n° 133, n° 4, pp. 71-93. DOI 10.3917/gen.133.0071.

1.2 LES COMMUNS INFORMATIONNELS, DU SAVOIR, DE LA CONNAISSANCE

La théorie ostromienne des communs est donc applicable à des ressources culturelles et de la connaissance. Il nous faut à présent définir les spécificités des communs du savoir et les biens communs du savoir. Cette définition est nécessaire car Wikipédia est bien souvent désigné comme un commun du savoir, et c'est en tant que commun qu'il fait l'objet d'un intérêt pour la bibliothèque publique.

1.2.1 Une nouvelle ressource : le savoir

Comme du côté des ressources naturelles, il existe une terminologie riche des communs liés au savoir, souvent utilisée sans définition explicite et parfois de manière interchangeable : commun de la connaissance, commun informationnel, commun numérique, etc... Pour défricher ce champ large des communs, partons de ce qu'ils ont en partage.

Qu'ils soient de la connaissance ou informationnel, ces communs sont avant tout... des communs. Ils répondent donc nécessairement à ces trois critères³⁸ :

- Une ressource mise en partage ;
- Une communauté qui existe autour et au travers cette ressource, et qui utilise et gère cette ressource sur du long terme. La taille de cette communauté varie en fonction des contextes, et peut être plus ou moins ouverte ou fermée ;
- Une gouvernance partagée afin de réguler la ressource, les usages sur celle-ci, ainsi que des interactions et droits distribués aux différents membres de la communauté adjacente à la ressource.

Par ailleurs, ces communs ont en partage le fait d'être des ressources portant sur des données à différentes étapes de leur interprétation, mise en forme et mise en circulation dans divers réseaux de communication et de socialisation. La distinction donnée, information et connaissance est un classique des sciences de l'information³⁹ que nous résumons rapidement ici : les données sont conçues comme des symboles ou des signes bruts, l'information est une interprétation de ces données rendues utiles pour l'action et

³⁸CORNU, Marie, ORSI, Fabienne et ROCHFELD, Judith, 2021. Dictionnaire des biens communs. Paris : PUF.

³⁹WALLACE, Danny P., 2007. Knowledge Management: Historical and Cross-Disciplinary Themes. London : Bloomsbury Publishing.

les décisions, tandis que la connaissance est un traitement, une organisation et une structuration de différentes informations. Les communs que nous étudions ici traitent " les activités spécifiques qui relèvent de la mise en forme des réflexions, sur la production documentaire "⁴⁰ et sont donc désignés tantôt comme communs informationnels, communs de la connaissance ou communs du savoir. Ce qui nous intéresse dans ce mémoire, c'est moins la différence qui existe entre ces différents communs mais plutôt ce qui les rassemble, à savoir que ces communs sont fondés à partir des éléments qui fondent le savoir et la culture humaine et revêtent donc à la fois un enjeu technique, économique et politique. Comme le formule Hervé Le Crosnier, enseignant-chercheur en informatique et sciences de l'information et de la communication, il importe de saisir leur importance pour répondre " aux objectifs de la société : la transmission (école, livre, bibliothèque...), la production de nouveaux savoirs (science ouverte et participative...) et l'innovation (outils techniques, logiciels, fab labs...)." ⁴¹ Par commodité, nous parlerons majoritairement de communs du savoir⁴², à l'exception des citations et des emprunts auprès de certains auteur.ices utilisant un autre vocabulaire. Nous les traiterons cependant comme des synonymes, car nous considérons que la distinctions sémantiques de ces termes débordent du cadre de ce mémoire.

Comme pour leurs homologues naturels, les communs du savoir peuvent prendre des formes multiples, et en faire une typologie dépasserait là aussi le cadre de ce mémoire. Toujours du point de vue formel, il est à noter que bien que ne se limitant pas à eux, ce sont souvent les communs numériques qui sont étudiés : ils représentent un cadre paradigmatique. C'est notamment l'aspect "viral" des communs numériques, tant dans leur rapidité de diffusion que d'enrichissement, qui en font des objets d'études idéals. Cependant, au-delà de leurs formes variées un élément central les rassemble : la lutte contre des nouvelles formes d'enclosures de l'anglais *enclose*, « enclore, entourer de clôtures »). A l'origine, la notion d'enclosure est utilisée dans le cadre des communs fonciers. Plus précisément, elle fait référence à un épisode historique où au 16^e siècle des espaces auparavant

⁴⁰CROSNIER, Hervé LE, 2018b. Une introduction aux communs de la connaissance. *Tic & société*. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 13-41. DOI 10.4000/ticetsociete.2481.

⁴¹*ibidem*.

⁴²En référence au livre *Communs du savoir et bibliothèques* qui est l'ouvrage français de référence sur la question.

communalisés comme des champs, des forêts sont progressivement privatisés. On dresse autour des espaces des clôtures qui ferment l'accès et la possibilité de l'usage par les communautés avoisinantes. Ainsi, des ressources jusqu'alors partagées et gérées collectivement sont sous-traitées pour faire l'objet d'une exploitation privée. Cette notion se voit par la suite transposée au début des années 2000 par James Boyle, juriste américain, sur une ressource nouvellement transformée en marchandise : l'information. Il utilise les termes de "seconde enclosure"⁴³ pour faire référence à ce mouvement de privatisation par l'économie néolibérale. On retrouve dans ce mouvement d'enclosure un accaparement des ressources à l'échelle mondiale sur des ressources qui sont tout autant le génome, la biodiversité, l'éducation, la connaissance,... Pour lui, cette expropriation amène à une spoliation et des désastres environnementaux où les anciens usagers deviennent des clients, s'ils en ont les moyens. Lionel Dujol définit lui l'enclosure, dans le cadre des communs du savoir, comme une "série de stratégies technique, économique ou juridique, visant à limiter la circulation et le partage de l'information et du savoir."⁴⁴ Le commun est pensé à l'inverse comme une résistance active contre ces enclosures et les effets négatifs qu'elles peuvent produire.

1.2.2 Des nouvelles enclosures

L'étude des communs à partir des ressources d'Internet se réalise dans un contexte similaire, celui de la critique de l'extension des droits de propriété sur la production intellectuelle. Contextualisons le débat en présentant un récapitulatif succinct de l'évolution de la recherche académique liées avec les évolutions des politiques publiques et du monde de l'édition académique. Au 20^e siècle, les pratiques courantes sont à l'échange des avancées et des réflexions entre pairs et à l'expérience de l'interdisciplinarité. Puis, avec le début de la scientométrie (1960) et des brevets universitaires (1980) aux Etats-Unis comme en France les échanges se recomposent, l'individualisme étant préféré pour garantir ses subventions. Cependant en 1990, des contestations appuyées par des changements législatifs bousculent cette extension toujours croissante de l'exclusivité sur le savoir. En 1990 on retrouve l'ouverture de ArXiv, puis l'Initiative de Budapest pour l'accès ouvert (BOAI, 2002) et enfin la Loi

⁴³BOYLE, James, 2003. The Second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain. Law and Contemporary Problems. 2003. Vol. 68, n° 1/2, pp. 33-74.

⁴⁴DUJOL, Lionel, 2017. Communs du savoir et bibliothèques. Paris : Editions du Cercle de La Librairie.

pour une République numérique (2016) en France, qui correspond à un partenariat public-commun où la recherche financée par l'argent public (et donc pas les investissements des habitant.es du pays) doit pouvoir être rendue accessible à la communauté. Ce changement de contexte législatif s'accompagne d'une réflexion académique critique qui mobilise la notion de commun pour penser une alternative au tout privé. Les enclosures sont particulièrement critiquées, car, contrairement aux ressources foncières, la limitation de l'accès aux biens informationnels ne peut pas être fondée sur leur rivalité.

Ainsi, ces ressources informationnelles sont non-rivales⁴⁵. Cette non-rivalité a des conséquences importantes. Deux grands arguments sont mobilisés en défense des communs du savoir : un argument épistémologique et un argument politique.

Dans un premier temps, la non-rivalité est une propriété même de ces ressources. Les idées, les informations et les connaissances ne se trouvent pas diminuées ou appauvries du fait de leur partage. Mieux encore, c'est le contraire qui se produit : pour être de qualité, une information doit être utilisée et circuler autant que possible. Cette thèse est adossée à un argument épistémologique : puisque la qualité de l'information dépend de sa diffusion, il faut défendre le savoir comme un commun, c'est-à-dire contre des enclosures " visant à limiter la circulation et le partage de l'information et du savoir. "⁴⁶ Plusieurs exemples peuvent être mobilisés pour justifier cette thèse. La scientificité d'une information nécessite la possibilité de sa falsification⁴⁷, la falsification possède une dimension sociale : elle implique d'avoir accès (au moins en théorie) à l'information en question. De plus, la circulation et le partage des informations améliorent la connaissance⁴⁸, et ce de plusieurs manières. Le partage d'un set de données dans une étude permet à d'autres de reproduire l'expérience, améliorant donc sa fiabilité. Ce partage permet aux chercheur.euses de ne pas réinventer des concepts ou des thèses déjà existantes et de défricher à la place des nouveaux pans de la connaissance non-explorés. Ou

⁴⁵ OSTROM, Elinor et OSTROM, Vincent, 1979. *Public Goods and Public Choices. In Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance. In : Alternatives For Delivering Public Services: Toward Improved Performance. New York : 1979. pp. 43-59.* Performance. (pp. 43–59). 1979.

⁴⁶ DUJOL, Lionel, 2017. *Communs du savoir et bibliothèques*. Paris : Editions du Cercle de La Librairie.

⁴⁷ POPPER, Karl, 2007. *La logique de la découverte scientifique*. Paris.

⁴⁸ Voir l'introduction de DUJOL, Lionel, 2017. *Communs du savoir et bibliothèques*. Paris : Editions du Cercle de La Librairie.

encore, cette circulation permet à d'autres de combiner plusieurs résultats, afin d'approfondir la compréhension d'un phénomène. Rappelons que l'argument central porté par Hardin contre les communs est celui de la surexploitation des ressources et donc de leur appauvrissement sur le long terme. Cette surexploitation est virtuellement impossible dans le cas des communs du savoir, pis encore l'imposition d'enclosures sur le savoir se transforme une tragédie des "anti-communs"⁴⁹. Plus précisément, Michael Heller, professeur en droit de la propriété, établit que dans la production de la connaissance on a vu se développer de nombreux régimes de propriétés intellectuelles, avec des règles distinctes et complexes qui rendent leur appropriation difficile aux usagers. Il n'est pas évident, face à cette complexité juridique des brevets et des droits de propriété, de savoir précisément ce qu'on peut faire ou non d'une œuvre ou d'un document. Alors, par peur de représailles, et parce que nul n'est censé ignorer la loi, cela conduit à une sous-utilisation et une sous-diffusion de ces objets. De même, les restrictions portées sur la réutilisation du domaine public empêchent de nombreux travaux d'être réédités ou portés à la connaissance de nouveaux publics. Pour Le Crosnier, les communs de la connaissance permettent d'interroger la notion d'extension au sens d' "une extension du savoir lui-même, mais également une extension du nombre de personnes susceptibles d'avoir accès à ce savoir (droit de rediffusion et de réédition)".

Un second argument, cette fois-ci politique, peut-être mobilisé. L'accès à l'information fiable, de qualité et en quantité suffisante est indispensable pour permettre à chacun et chacune d'exercer ses fonctions citoyennes et développer son agentivité. Ce lien tiré entre l'accès à l'information et l'accès à l'autonomie (*auto nomos*) politique est particulièrement développé chez les penseurs des Lumières. Les deux exemples les plus connus et discutés sont sans doute le dialogue établi par Kant entre liberté d'expression et l'*Aufklärung* (équivalent Allemand des Lumières) et celui de Habermas entre publicité et espace public. Chez Kant, la liberté d'expression est indispensable pour un accès à l'autonomie et donc à la participation politique. C'est par la discussion avec autrui qu'on accède à une multiplicité de point de vues, et c'est elle qui permet à un individu en exprimant publiquement son opinion de l'offrir à la libre critique des autres. "Il est donc difficile pour chaque individu séparément de sortir de la minorité qui est presque devenue pour lui, nature. [...] Mais qu'un public s'éclaire lui-même, rentre davantage

⁴⁹HELLER, Michael A., 1998. The Tragedy of the Anticommons: Property in the Transition from Marx to Markets. Harvard Law Review. janvier 1998. Vol. 111, n° 3, pp. 621. DOI 10.2307/1342203.

dans le domaine du possible, c'est même pour peu qu'on lui en laisse la liberté, à peu près inévitable."⁵⁰ La pensée autonome chez Kant est nécessairement sociale, elle est une affaire publique. Nous retrouvons des idées similaires chez Habermas⁵¹ qui reprend de façon critique les concepts kantien. L'aspect social prend une dimension encore plus centrale chez lui lorsqu'il fait passer la construction de la morale et de l'entendement de la monologie à la dialogique, c'est-à-dire sortir du "solipsisme transcendantal"⁵² pour aller vers une véritable construction intellectuelle intersubjective. Ces deux philosophes ont donc posé comme fondamental l'accès à la discussion, et mis en lumière l'aspect social de la formation de la pensée intellectuelle et politique. Cependant, en prenant comme référentiel l'homme bourgeois, ces auteurs négligent de poser une question, que nous souhaitons placer au cœur de notre mémoire, à savoir celle de l'accès à la pensée critique : il n'existe pas d'usage sans accès. Or, dans un contexte d'enclosure numérique, l'accès à l'information et donc la possibilité d'échanger, critiquer et ultimement s'autonomiser devient un problème politique majeur dans nos sociétés démocratiques contemporaines.

Dans le cadre des communs du savoir, les enclosures apparaissent donc au mieux comme étant des limitations artificielles qui diminuent la qualité de l'information, au pire, si elles ne sont pas contenues comme un danger démocratique et scientifique potentiel.

1.2.3 Un nouvel objectif : préserver et enrichir

Ces arguments épistémiques et politiques nous amènent à penser un nouvel objectif pour ces communs du savoir. Si comme les communs fonciers, les communautés s'organisent autour de ces communs pour les préserver sur le long terme, elles cherchent aussi dans le même temps à les enrichir :

⁵⁰IMMANUEL, K. , 2020. *Qu'est-ce que les Lumières ?* Flammarion.

⁵¹Habermas, J., *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978

⁵²DUJOL, Lionel, 2017. *Communs du savoir et bibliothèques*. Paris : Editions du Cercle de La Librairie.

" Pour forcer les choses on dira que dans la typologie de Ostrom, à côté des règles qui régissent le prélèvement de ressources, le commun informationnel se distingue par le fait qu'il comporte des séries de règles qui ont trait aux conditions de l'enrichissement du commun en information et connaissances nouvelles obtenues à partir de celles déposées dans le commun "⁵³

Cet objectif d'enrichissement part là encore des communs numériques en tant que paradigme. Les objets numériques peuvent être pensés comme plus ouverts (à condition qu'il n'y ait pas d'enclosure) et plus instables que les objets physiques, et cette instabilité est source d'enrichissement. Prenons ici quelques exemples. La diffusion d'un document numérique et son accessibilité sont plus grandes qu'un document papier : en quelques clics ce document numérique peut être diffusé par mail ou publié sur un réseau social, le rendant visible à des dizaines, des centaines voire des millions d'utilisateurs en fonction de sa visibilité. Aussi, si ce document est partagé en accès ouvert, il peut faire l'objet de modifications et d'éditions qui ne nécessitent pas de le corriger puis de le réimprimer afin de diffuser l'œuvre dans sa nouvelle version. Les changements, en fonction des outils utilisés, peuvent être immédiats et visibles par tous.

Coriat souhaite donc ajouter une nouvelle règle de gouvernance, aux côtés de celles déjà formulées par Ostrom qu'il nomme " règle d'additionnalité " :

" le commun informationnel se distingue par le fait qu'il comporte des séries de règles qui ont trait aux conditions de l'enrichissement du commun en information et connaissances nouvelles obtenues à partir de celles déposées dans le commun et pour lequel (comme dans le commun foncier) on a cédé au « authorized user » un droit d'accès et de prélèvement. "⁵⁴

Si on prend l'exemple du fonctionnement de Wikipédia pour illustrer ce propos, nous pouvons dire que les utilisateurs de l'encyclopédie sont invités à participer à l'enrichissement des articles par différents moyens de communication et d'édition : les onglets " modification " et " modification du code " ou encore les en-têtes d'articles à

⁵³CORIAT, Benjamin, 2013. Des communs " fonciers " aux communs informationnels. Traits communs et différences. In : Propriété et Communs. Les nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée., Paris. 2013. pp. 1-29.

⁵⁴ibidem.

améliorer qui suggèrent par le biais d'hyperlien des modifications spécifiques à réaliser. Les usagers ont un droit d'enrichissement qui est supervisé par celles et ceux qui ont un statut administrateur.ice.

Comme le souligne Coriat cette possibilité d'enrichissement autorisée de la nature des ressources et l'arrangement social communal est un mode de production "formidablement puissant"⁵⁵. Cette puissance est particulièrement bien investie dans les milieux des défenseurs de la culture libre, aussi appelés libristes. Les libristes ont vécu de leur vivant ce que certains nomment le second mouvement d'enclosure (Boyle, 2003) qui concerne l'information, les savoirs et les logiciels. En effet, jusqu'aux années 90 seul le matériel informatique était payant. Les logiciels et les codes sources étaient distribués gratuitement soit par les distributeurs de machine, soit par les universités qui concentrent par ailleurs un grand nombre de codeurs qui s'échangent entre elles et eux leurs ressources. Cependant, avec le Sherman Act, le Software Copyright Act ainsi que la démocratisation du micro-ordinateur, les logiciels jusque-là libres sont désormais protégés par des droits et donc pris dans des logiques propriétaires. Or, pour les penseurs du libre " l'idée de posséder l'information est nocive ", car elle a des conséquences très dommageables : perte de temps, obstacle à l'avancée de la science, corruption de l'*ethos* de la recherche. Les programmeurs libristes considèrent ainsi qu'un logiciel n'est jamais fini. Il doit s'adapter à de nouveaux environnements, ajouter de nouvelles fonctionnalités ou encore "patcher" des failles de sécurité et de problèmes techniques. Son ouverture permet, en théorie, à une multitude de personnes de le mettre à jour régulièrement et donc de le rendre plus robuste par son enrichissement.

Dans le cadre du libre, la garantie de cet enrichissement est garantie par un investissement et un retournement de la notion de propriété. Il s'agit de se demander comment la propriété peut « permettre » l'inclusion » de différents individus et communautés au droit d'accéder au bien, d'en user, d'en tirer parti et bénéficier, voire de le modifier et de l'enrichir »⁵⁶ plutôt que de la penser à partir de l'exclusion et de la restriction du droit d'usage et de circulation. Ainsi, Stallman ne considère pas le libre comme une négation de la propriété, bien au contraire, il

⁵⁵ibidem.

⁵⁶Ibidem.

investit la notion pour la faire exister sous une autre forme : " to copyleft a program we first state that it is copyrighted ; then we add distribution terms which are a legal instrument that gives everyone the rights to use, modify, and redistribute the programs code or any program delivered from it, but only if the distribution terms are unchanged "⁵⁷ (Pour appliquer le copyleft à un programme, nous déclarons d'abord qu'il est protégé par le droit d'auteur ; ensuite, nous ajoutons des conditions de distribution qui constituent un instrument juridique donnant à chacun le droit d'utiliser, de modifier et de redistribuer le code du programme ou tout programme dérivé de celui-ci, mais uniquement si les conditions de distribution restent inchangées.). Le libre s'appuie sur des licences publiques générales (GPL), qui sont des licences de propriété et qui définissent les faisceaux de droits qui entourent la ressource. De ce fait, il existe des règles (« niveau » d'ouverture permise par la licence) ainsi qu'un mode de gouvernance (la licence et la Free Software Foundation) qui garantissent que la ressource soit protégée en tant que ressource libre, collective et non appropriable par des contrats d'exclusivité. Ce double renversement peut être retrouvé dans d'autres formes de licences comme les Creative Commons pour ne citer qu'elles. Le Crosnier souligne par ailleurs que ces licences n'ont pas qu'une fonction juridique, elles témoignent aussi d'une position politique: " indiquer volontairement qu'un travail intellectuel est sous licence Creative Commons symbolise une volonté de construire un espace de partage en dehors de la sphère commerciale."⁵⁸

1.3 BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES ET COMMUNS : QUEL RAPPORT ?

Les bibliothèques publiques sont emplies de ressources informationnelles et culturelles que ce soit dans ses collections physiques, numériques. En effet, si on se fie aux définitions en vigueur, la bibliothèque peut se concevoir comme une collection organisée de livres et de publications périodiques sous forme imprimée ou électronique ou tout autre matériel graphique ou audiovisuel (UNESCO, 1970). Ces caractéristiques de base n'excluent pas les ressources et les services annexes à sa vocation (ISO, 2006) qui sont tout aussi centraux, et constituent eux aussi des ressources informationnelles. Ainsi, dans sa version de 2022 l'AFNOR définit la bibliothèque comme une " organisation ou partie d'organisation, dont le but principal est de faciliter l'utilisation des

⁵⁷STALLMAN, Richard M., 2009. Free Software, Free Society: Selected Essays of Richard M. Stallman. CreateSpace Independent Publishing Platform.

⁵⁸ CROSNIER, Hervé LE, 2018b. Une introduction aux communs de la connaissance. Tic & société. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 13-41. DOI 10.4000/ticetsociete.2481.

ressources documentaires, *des services* et des équipements adaptés aux besoins d'information, de recherche, d'éducation, de culture et de loisirs de ses usagers.". Une des caractéristiques importante de la bibliothèque publique est sans doute que les ressources qu'elles proposent qui, bien qu'étant légalement des biens publics, sont offertes à un usage collectif.

L'hypothèse que nous posons dans ce mémoire, et en accord avec Lionel Dujol, est que la bibliothèque publique a trait au commun, en particulier au commun du savoir.

1.3.1 De l'institution patrimoniale...

Si nous étudions l'évolution des bibliothèques publiques en France, nous pouvons observer un mouvement d'ouverture progressif. Nous précisons que le développement historique que nous allons exposer ne relève pas d'un développement téléologique venant réaliser une véritable mission des bibliothèques publiques, missions qui auraient été découvertes au fur et à mesure du temps. Ces changements sont le résultat de **choix** institutionnels, économiques et de positionnements professionnels qui ont fait l'objet de discussion voire de conflits avant de s'imposer progressivement, pour l'heure actuelle.

Nous nous appuierons principalement sur deux documents pour retracer cette évolution historique en France, à savoir *Histoire de la lecture publique en France* et *Les bibliothèques* (Que sais-je?). Au XVII, les premières bibliothèques sont ouvertes au public, gratuites et ouvertes à heures fixes. Quelques-unes sont créées par initiative municipale mais la majorité sont le résultat de don de collections privées et religieuses et des réquisitions des biens émigrés et des suspects. Il s'agit donc de collections savantes. Mais, on observe pourtant dans les discours de l'époque l'idée que la bibliothèque publique peut porter un projet éducatif :

"considérant qu'il importe d'accélérer les mesures propres à favoriser, par l'établissement et le complément des bibliothèques, la propagation des lumières et de faire cesser les dépenses inutiles pour la conservation des

livres qui doivent être, soit répartis entre les bibliothèques, soit aliénés par vente ou échange au profit de la République "⁵⁹

Il est donc intéressant de noter ici une première tension entre une volonté universelle issue des Lumières d'offrir à toutes et tous sans distinction de classe l'accès aux ressources culturelles et savantes et une réalité matérielle renforcée par une attitude professionnelle majoritaire qui ignore les besoins spécifiques des classes moins aisées et se focalise sur le patrimoine, la conservation et ses collections. Les conservateurs chargés de ces fonds sont plus attachés à la préservation du patrimoine qu'à l'éducation citoyenne. Cela se manifeste dans leur statut (refus d'être fonctionnaire) et dans les services proposés : horaires adaptés aux publics universitaires, refus du prêt... Les bibliothèques ne sont que peu fréquentées et sont d'une pauvre diversité sociologique.

Un premier mouvement d'ouverture s'opère au 19^e siècle. Cette ouverture est liée à la révolution industrielle, où les usines et industries ont besoin d'ouvriers disciplinés et qualifiés. Cela est à associer à l'idéologie hygiéniste de l'époque qui craint la foule incontrôlée et son manque de morale.

Il ne s'agissait pas en effet de faire participer la masse populaire à l'héritage intellectuel et culturel contenu dans les bibliothèques traditionnelles, mais de l'encadrer, de la moraliser et de lui donner des connaissances pratiques et techniques élémentaires. Tous les projets élaborés sous la Restauration et la Monarchie de Juillet sont marqués par l'esprit philanthropique et moralisateur, et la bibliothèque populaire apparaît comme un moyen positif dans la lutte contre la littérature de colportage suspecte au pouvoir politique.⁶⁰

La bibliothèque populaire est peu pensée comme un outil d'autonomisation, de partage et de création culturelle. Cette conception est particulièrement visible dans un des services qui fonde aujourd'hui la bibliothèque publique : le prêt. Les services de prêt commencent seulement en 1872 et se généralisent en 1879. Avant cela, les bibliothèques publiques ne sont que des salles de lecture. Ce sont le public et des associations d'entraides, et non les bibliothécaires, qui pressent les mairies de permettre ces services.

⁵⁹RICHTER, Noë, 1977. Histoire de la lecture publique en France. Bulletin des bibliothèques de France (BBF). 1977. Vol. 1, pp. 1-24.

⁶⁰Ibidem.

Mais même une fois en place, les documents prêtés sont souvent des documents avec une faible valeur marchande, les livres déjà abîmés, les doublons. Les conservateurs ont peur de la perte ou de la dégradation des collections. La raison principale de l'échec de cette ouverture tient au fait de leur conception morale et politique : les bibliothèques sont des lieux de dressage et de discipline du peuple. La bourgeoisie ne souhaite pas y introduire de littérature, notamment de divertissement, qui pourraient l'agiter. Elles sont par ailleurs souvent construites par et pour la bourgeoisie, selon ses normes intellectuelles, culturelles et morales, sans concertation et participation des classes populaires, qui de fait, ne se retrouvent pas dans ces collections et donc ne le fréquentent pas.

1.3.2 ... au service public...

Entre 1910 et 1913 Eugène Morel et L'Association des bibliothécaires français (ABF) organisent un cycle de conférences pour réfléchir sur l'état dégradé des bibliothèques et propulser des initiatives pour redynamiser la profession et son ancrage dans le pays⁶¹. En parallèle le Comité américain d'aide aux régions dévastées (CARDS), très actif dans le nord de la France pendant et après la guerre, est à l'origine de différentes expérimentations sur le territoire comme la création d'un bibliobus en 1933 inspiré de la bibliothèque itinérante, créée pendant la guerre et de la première bibliothèque pour les enfants nommée l'Heure joyeuse, à Paris. Le modèle américain amène avec lui les éléments suivants : gratuité, accès libre aux collections, formation des professionnelles, desserte des zones rurales, prise en compte des enfants comme public. Morel quant à lui milite auprès de sa profession et de l'Etat en faveur d'une loi sur les bibliothèques, de la création de réseaux départementaux, la création d'un service ministériel et un programme structuré de formation soit prévu pour les bibliothécaires. Il fixe par ailleurs ces objectifs aux bibliothèques : enseigner, renseigner, distraire.

⁶¹RICHTER, Noë, 1977. Histoire de la lecture publique en France. Bulletin des bibliothèques de France (BBF). 1977. Vol. 1, pp. 1-24.

L'influence de Morel et du modèle de la *public library* des Etats-Unis nous intéressent particulièrement, car ils dessinent les contours de ce qui deviendra la bibliothèque publique en tant que service public. Or, cette qualité d'être un service public est un pas dans la direction des communs. Pour Jacques Chevallier, le service public a une vocation sociale et politique : il "répond au souci de mettre un certain nombre de biens essentiels (sociaux, économiques, culturels) à la portée de tous en les soustrayant au jeu du marché". Le service public se distingue du privé par sa "finalité extravertie" c'est-à-dire qu'il cherche à satisfaire en priorité les besoins de ses usagers et non les siens. Cela est par ailleurs supporté par ces trois valeurs fondamentales à savoir l'égalité, l'adaptabilité et la continuité qui permettent de mettre tous et tout.es les usager.es, au centre du service. Cette finalité implique des valeurs et des modes de fonctionnement distincts du marché privé comme l'absence de concurrence notamment. La bibliothèque répond à une mission d'intérêt générale : offrir à la communauté locale dans laquelle elle est ancrée les ressources informationnelles nécessaires à leur éducation, leur participation à la vie citoyenne et politique, ainsi qu'à leur épanouissement personnel. En entrant dans cette logique, on comprend donc que la bibliothèque a tout intérêt à penser les **moyens d'accès et d'emprunt** (soit les règles opérationnelles de base à un commun) à ces ressources ainsi que les freins ou enclosures auxquels les usagers peuvent faire face.

1.3.3 ... au tiers-lieux.

Un autre changement observé en bibliothèque mérite notre attention : le passage de la conception d'un usager.e passif ou passive à un usager.e participant.e. Nous prenons le cadre du tiers-lieu pour illustrer ce changement car il nous semble paradigmatique. La notion de tiers-lieu en bibliothéconomie arrive pendant une période de tension dans les années 2000. Plusieurs éléments sont identifiés comme ayant provoqués une crise du modèle de la bibliothèque publique : l'arrivée d'Internet, la baisse de fréquentation des établissements, ... La notion de tiers-lieux à commencer à être appliquée aux bibliothèques pour penser un renouveau de l'institution et sa légitimité de continuer à exister.

Pour Marie D. Martel⁶², professeure agrégée de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, il y aurait eu depuis le début des années 2000 quatre générations de tiers-lieux.

- **Génération 1** : est inspiré du café. L'espace doit favoriser les conversations, le débat et la sociabilité. La bibliothèque est un vecteur de liens sociaux et de démocratie (par la discussion).
- **Génération 2** : correspond au rapprochement entre les centres communautaires et sociaux, qui sont des organisations qui offrent des services sociaux, des activités et des informations à une communauté locale, et des bibliothèques. À la bibliothèque, on vient autant pour lire, que pour jouer, discuter, remplir et être accompagné dans sa déclaration fiscale ou pour l'ouverture de ses droits. Les fonctions démocratiques et communautaires se voient encore renforcées grâce à des services ou des espaces dédiés (café discussion, salle de collaboration par exemple).
- **Génération 3** : marque l'intégration des laboratoires qui permettent l'acquisition et le renforcement des cultures numériques et de la créativité. Les bibliothèques essaient d'établir des relations plus horizontales avec les usager.es où le ou la médiatrice n'est pas un.e "sachant.e" mais un.e accompagnant.e et parfois même un.e apprenant.e. Parallèlement, l'usager ou l'usagère est "active" et non "passive" dans sa relation aux ressources et aux autres (y compris les professionnel.les).
- **Génération 4** : la bibliothèque participative. La participation ici est conçue sous l'angle de la coopération bibliothécaire/usagers, où cette coopération est plus horizontale ainsi que des "relations plus égalitaires, équitables et inclusives avec les citoyens".

Nous comprenons que Martel fait l'hypothèse que les laboratoires de fabrication numérique favorisent une nouvelle relation entre bibliothécaires et usagers sous la forme d'une coproduction. Cela redéfinit à la fois les usages, et la profession des bibliothécaires :

⁶²MARTEL, Marie D., 2019. Modéliser la maison des communs : l'évaluation de l'impact des fab labs en bibliothèque. Documentation et bibliothèques. 23 avril 2019. Vol. 64, n° 2, pp. 23-30. DOI 10.7202/1059158ar.

"Ces développements en bibliothèque entraînent le renouvellement du discours sur la culture professionnelle, et même celui qui fonde essentiellement le concept de tiers lieu lui-même, en le déplaçant vers des enjeux qui sont liés au thème des communs."⁶³

Dans certaines institutions, le *makerspace* n'est pas un service au sein de la bibliothèque, mais une caractéristique de l'identité de la bibliothèque : "la bibliothèque est un *maker-space*". Cela implique donc que les règles de gouvernance des laboratoires deviennent aussi celles de l'institution culturelle : il faut impliquer les usagers dans la gestion et la définition de la bibliothèque et de ses services, donc, ouvrir sa gouvernance.

Enfin, ce modèle nous permet aussi de penser que si la bibliothèque publique fait l'objet d'usage, c'est parce qu'elle existe par et pour une communauté, deuxième élément nécessaire à l'existence du commun aux côtés d'une ressource et d'une gouvernance. David Lankes, professeur de bibliothéconomie à l'Université du Texas à Austin, pose ainsi « *bad libraries only build collections. Good libraries build services... Great libraries build communities.* » Il dégage quatre objectifs pour l'institution : "donner accès, développer des apprentissages, fournir un espace sécuritaire, soutenir la motivation pour apprendre"⁶⁴. La bibliothèque publique joue alors un rôle de "facilitation" c'est-à-dire qu'elle doit permettre aux personnes de construire des compétences ou des littératies afin de se réaliser. Un aspect de la facilitation est la motivation. Or, Lankes a identifié qu'une des sources les plus puissantes de motivation est la participation dans les modes de gouvernances. Il faut que la bibliothèque concède à "céder du pouvoir, du contrôle et de l'autorité pour les confier à la communauté par l'entremise d'une forme de copropriété"⁶⁵. Nous retrouvons donc ici un des aspects fondamental du commun. Pour M. D. Martel, on n'entend pas co-propriété au sens d'une répartition foncière de la propriété mais plutôt comme "un ensemble de parties prenantes [qui] produisent de nouvelles connaissances sur la bibliothèque à venir et lui donne une signification contextualisée, située en termes de projet de communauté où elles définissent des relations nouvelles plus égalitaires entre elles"⁶⁶.

⁶³Ibidem.

⁶⁴ MARTEL, Marie D., 2019. Modéliser la maison des communs : l'évaluation de l'impact des fab labs en bibliothèque. Documentation et bibliothèques. 23 avril 2019. Vol. 64, n° 2, pp. 23-30. DOI 10.7202/1059158ar.

⁶⁵ Ibidem.

⁶⁶ Ibidem.

Sa définition permettrait peut-être d'envisager la bibliothèque publique comme un forme de commun, à partir du moment où elle intégrerait cette dimension ou en tout cas de la penser sous la forme d'un partenariat ou d'un embryon de commun. Et, dans tous les cas, ces changements ouvrent de nouvelles perspectives en bibliothèque, notamment en termes de gouvernance et de droits distribués entre les bibliothécaires et leurs usager.es.

PARTIE 2 LES MOUVEMENTS D'OUVERTURES DE WIKIPÉDIA ET DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

La partie 1 l'illustre, le champ des communs, y compris des communs du savoir est vaste. Puisqu'il n'est pas possible d'étudier ici chacune de ses incarnations, nous resserrons ce mémoire sur un objet d'étude spécifique : Wikipédia. Le choix de cet objet n'a pas été fait au hasard. Comme nous l'avons évoqué, les communs numériques représentent un cas paradigmatique pour les communs du savoir, et les ressources Wiki sont parmi les plus cités dans ce domaine de recherche. Nous disposons d'une littérature dense sur la question. Aussi, il nous fallait un objet qui soit à la fois étudié par les chercheur.euses des communs, par celles et ceux en sciences de l'information et des bibliothèques mais aussi utilisé par les professionnel.les des bibliothèques.

2.1 WIKIPÉDIA, UN COMMUN DU SAVOIR NUMÉRIQUE

Avant d'étudier les relations entre Wikipédia et les bibliothèques publiques, il nous faut présenter l'encyclopédie numérique. Plus précisément, nous souhaitons expliquer pourquoi elle est considérée comme un commun du savoir et un commun numérique.

2.1.1 Histoire de l'encyclopédie

Comme pour la plupart des objets étudiés ici, la genèse de Wikipédia démarre dans les années 1990. Sa création s'inscrit dans un contexte où la pensée libriste, du hacking et du commun prennent leur essor. Nul doute que cet élément contextuel a informé la construction de Wiki. Elle naît par ailleurs à un moment où de multiples encyclopédies en ligne tentent de voir le jour. Voulant profiter des nouvelles possibilités offertes par le web et les outils informatiques pour créer et diffuser du savoir, des collectifs et personnalités souhaitent remettre à jour cet objet symbolique de la connaissance. Parmi les initiatives les plus marquantes nous pouvons en citer trois : l'Interpedia de Rick Gates en 1993, la Distributed Encyclopedia de Ulrich Fuchs en 1997 et la GNUPedia de Stallman en 1999.

Toutes sont des échecs, en ce qu'elles n'ont pas pu fédérer sur le long terme des volontaires pour nourrir les encyclopédies. Cependant, elles posent déjà des éléments importants qui se retrouveront dans Wikipédia : une production du savoir décentralisée portée par des volontaires, des systèmes de validation de l'information, la mise à profit de l'architexte du web et des logiciels utilisés, la production d'articles multilingues dans le cas de la GNUPédia, et enfin une volonté de produire et diffuser du savoir au plus grand nombre, contre des enclosures du savoir⁶⁷, par le choix de licence adaptée notamment.

Wikipédia est construite quant à elle dans le début des années 2000. À l'origine, elle n'a pas été pensée pour être une entité autonome. Elle devait être le "brouillon"⁶⁸ d'une encyclopédie professionnelle et académique nommée Nupedia. Créée par Jimmy Wales et Larry Sanger, Nupedia fonctionnait à partir d'une chaîne éditoriale traditionnelle comme pour les journaux scientifiques. Les contributeur.ices devaient justifier d'un doctorat ou d'une expérience professionnelle significative dans leur domaine de rédaction. Puis, lorsque des articles étaient soumis, ceux-ci passaient par de multiples étapes de vérification (sur un modèle similaire au *peer-review*) et étaient ultimement validés par Sanger, alors rédacteur en chef. Ces choix se justifient par l'idée qu'un contenu fiable et scientifique doit être produit par un.e expert.e soumis.e à la critique de ses pairs. Or, cette double rigidité dans le choix du modèle éditorial et du profil des contributeur.ices conduisent à un rythme de production lent. Afin de dynamiser la production d'articles, il est décidé de créer une seconde plateforme sous un format wiki soit une application web qui permet la création, la modification et l'illustration collaborative de pages à l'intérieur d'un site web. Le wiki présente plusieurs avantages : sa facilité de prise en main par les éditeur.ices, sa souplesse et son ouverture. Sur le wiki de Nupedia, tout le monde est invité à produire des articles encyclopédiques. Il est convenu que, si un article atteint un niveau de qualité suffisamment élevé, il pourra après vérification et validation, être intégrée

⁶⁷"Nous ne pouvons pas empêcher que l'industrie impose des restrictions sur l'information qu'elle rend disponible ; ce que nous pouvons faire, c'est de proposer une alternative. Nous avons besoin de lancer un mouvement pour développer une encyclopédie universelle libre". STALLMAN, R. (2000). Encyclopédie universelle et ressources pédagogiques libres. In T. GODEFROY (Trans.), *Gnu.org*. <https://www.gnu.org/encyclopedia/free-encyclopedia.html>

⁶⁸SAHUT, Gilles, 2015. Wikipédia, une encyclopédie collaborative en quête de crédibilité : le référencement en questions. Toulouse : Université Toulouse Jean Jaurès.

sur Nupedia l'encyclopédie "officielle". L'idée de ce wiki provoque des tensions, précisément parce qu'on associe cette ouverture complète à une baisse de qualité. Au sujet de la proposition de ce Wiki, Sanger écrit dans un message envoyé à l'ensemble de Nupedia :

"No, this is not an indecent proposal. It's an idea to add a little feature to Nupedia. Jimmy Wales thinks that many people might find the idea objectionable, but I think not."⁶⁹ (Non, ce n'est pas une proposition indécente. C'est une idée visant à ajouter une petite fonctionnalité à Nupedia. Jimmy Wales pense que beaucoup de gens pourraient trouver cette idée choquante, mais je ne suis pas d'accord.)

Mais, bien que Sanger soit porteur du projet, la position annexe du Wiki et le maintien du système éditorial originel de Nupedia trahit que l'idée qu'une gouvernance partagée à grande échelle demeure une source de réticence.

Wikipédia est officialisée le 15 janvier 2001. Elle comptabilise 20.000 entrées à la fin de sa première année, contre 24 pour Nupedia. La différence de production est flagrante, et conduit à l'abandon de Nupedia assez rapidement, au profit de son Wiki. L'histoire de sa création révèle des tensions et des conflits qui ont été résolus en partie par des choix formels et de gouvernance. Nous rappelons encore une fois que les modalités de gouvernance ne sont pas le résultat d'une trajectoire linéaire et téléologique, mais sont le produit de conflits inscrits dans l'histoire, et au travers de rapport de force :

"In early 2002, the kind of stability that makes it difficult to see the contingency of things, had not settled on Wikipedia. People still had very different ideas about what Wikipedia was and what it might become. Sometimes these competing visions produced conflicts, which, like Wikipedia itself, manifest in ways not reducible to historical precedent.(Au début de l'année 2002, le type de stabilité qui rend difficile d'appréhender le caractère contingent des choses ne s'était pas encore installé sur Wikipédia. Les gens avaient encore des idées très différentes sur ce qu'était Wikipédia et ce qu'elle pourrait devenir. Parfois, ces visions

⁶⁹SANGER, L. (n.d.). *Let's make a wiki!* Nupedia. Retrieved July 23, 2025, from <https://web.archive.org/web/20030425173249/http://www.nupedia.com/pipermail/nupedia-l/2001-January/000675.html>

concurrentes donnaient lieu à des conflits qui, à l'instar de Wikipédia elle-même, se manifestaient d'une manière qui ne pouvait être réduite à aucun précédent historique.)"⁷⁰

Deux de ces conflits nous intéressent ici. Un premier conflit émerge quant au choix du modèle économique de Wikipédia. S'il est convenu que l'encyclopédie est ouverte gratuitement à toutes et tous, Wales soulève en 2002 la possibilité de placer des publicités afin de générer des revenus pour son entreprise, Bomis, alors en charge du Wiki. Cette monétisation est en accord avec les principes politiques libertariennes de Wales : s'il rejoint les libristes et les libertaires sur un idéal de décentralisation, il ne s'oppose pas à la possibilité de capitaliser sur le savoir. Cependant, cette possibilité rencontre de vives critiques, notamment portées par la communauté hispanophone qui menace de se désolidariser et de créer son propre wiki. Finalement, c'est un autre modèle qui émerge, qui s'éloigne en partie de la sphère marchande. Wikipédia se dote d'une fondation à but non-lucratif la Wikimedia Foundation qui gère l'infrastructure. Elle dégage des fonds par le biais de dons faits par des particuliers lors de collecte notamment, ou par des "bienfaiteurs" pouvant verser des sommes substantielles. Par ce choix, Wikipédia se rapproche un peu plus du *free* pensée par Stallman.

Si la menace de scission s'est cristallisée autour du choix du modèle économique, elle a été en amont nourrie par des crispations quant à une décentralisation non aboutie⁷¹. Les figures prépondérantes de Wales, propriétaire majoritaire de Bomis (avant la création de la Foundation), et de Sanger en tant que rédacteur en chef et co-fondateur n'étaient pas toujours vues d'un bon œil, en ce qu'elles créent une forte hiérarchie au sein du wiki. Aussi, les instances non-anglophones sont pendant plusieurs années laissées à la périphérie de Wikipédia. Plutôt que d'être pensées comme des projets autonomes, elles sont traitées comme de simple traduction du Wikipédia anglophone. Cela se reflète notamment dans leurs conditions matérielles : les Wikis fonctionnaient souvent sur des versions plus anciennes et moins fonctionnelles que la version américaine. Plusieurs crises et conflits amènent à une décentralisation plus profonde, où les différentes communautés linguistiques se

⁷⁰GEERT, L., & TKACZ, N. (Eds.). (2011). *Critical point of view: a Wikipedia reader*. Institute of Network Cultures, p.111.

⁷¹Ibidem.

dotent de leurs propres Wikimedia qui gèrent ses événements, ses projets et créent d'une identité visuelle propre (tout en étant cohérente avec celle de Wikipédia). Wikipédia va même jusqu'à remplacer son logo par le biais d'un concours. Le logo retenu est une sphère constituée de pièces de puzzle sur lesquelles sont inscrites différents alphabets. Plus qu'un geste symbolique, l'illustration entérine de nouvelles relations entre les Wikimédias rassemblés en une même communauté tout en conservant leur autonomie locale.

2.1.2 Éléments structurants

Wikipédia est constituée de trois éléments qui fondent un commun : des ressources informationnelles, une communauté, des règles de gouvernance.

2.1.2.1 Ressources informationnelles

Wikipédia contient essentiellement des ressources informationnelles. En tant qu'encyclopédie, elle rassemble des articles couvrant les différents champs de la connaissance et de la culture humaine. Elle offre une information dite de premier niveau : elle ne produit pas de la connaissance mais synthétise ce qui est déjà établi.

Pour qu'un article puisse être créé, il faut qu'il aborde un sujet non traité sur Wikipédia, et qu'il soit de "notoriété". Quoique peu subjectif, ce critère vise surtout à s'assurer qu'il existe une littérature suffisamment abondante pour documenter son article. Une encyclopédie se doit de présenter un sujet clairement et objectivement. Un article documente des faits qui doivent pouvoir être sourcés. Ces dernières garantissent la qualité d'un article, facilitent la vérification de son contenu, tout en permettant aux lecteurs et lectrices d'aller plus loin dans le sujet. La lisibilité est fondée sur l'utilisation d'un vocabulaire courant, et l'article doit fournir des définitions des concepts et doit pouvoir être lu et compris par des non-spécialistes. Pour améliorer sa clarté, l'article respecte une structure qui est la suivante : une introduction, un corps de texte composé de titres et de sous-titres, une bibliographie ainsi qu'au moins une photo d'illustration. À ce sujet, nous faisons remarquer que Wikimedia **Commons**, un projet frère de Wikipédia, constitue une ressource importante pour l'encyclopédie en lui fournissant des

supports visuels ; inversement Wikimedia Commons se lie régulièrement à des articles de Wikipédia pour documenter ses objets. Enfin, les articles ne sont pas simplement déposés sur la plateforme, ils sont indexés par le biais de tags et les articles sont classés dans différents portails thématiques. Comme en bibliothèque, les ressources sont ordonnées les unes par rapport aux autres autant pour en permettre l'accès que pour contextualiser ces informations.

Autre élément que nous considérons faire partie des ressources de Wikipédia : les différents espaces de discussion comme le Community Portal, ou la Tea House. Bien qu'étant surtout fréquentés par les contributeur.ices de Wikipédia, ils demeurent ouvert à toutes et tous et sont l'occasion d'informer sur le déroulé de projets et d'événements sur l'encyclopédie et sont des espaces où s'échange des savoirs et des connaissances techniques ou culturelles de façon plus ou moins formelle. On retrouve notamment des guides à destination des contributeur.ices expliquant l'aspect technique de l'application, mais aussi ces règles d'usage dont nous reparlerons plus tard.

Nous pouvons ainsi établir que Wikipédia contribue à la création et la diffusion de ressources informationnelles.

2.1.2.2 Communauté et profils (visiteurs, contributeurs, admin, Wikimedia)

Wikipédia est une plateforme web ouverte. Elle est particulièrement bien référencée et génère un trafic quotidien important. De ce fait, elle dispose d'une communauté bien plus large que n'importe quel commun foncier. Il est possible de présenter la communauté wikipédienne à partir des faisceaux de droits qui existent autour de la ressource. Nous choisissons de présenter trois profils au sein de la communauté française afin d'illustrer la distribution de ces droits.

Le profil visiteur.ice est le plus largement répandu au sein de Wikipédia : en juin 2025, on a comptabilisé 112 112 295 connexions à partir d'un unique appareil⁷².

⁷²GRIGAS, Aislinn, [sans date]. Statistiques de Wikimedia. [en ligne]. Disponible à l'adresse : [https://stats.wikimedia.org/#/fr.wikipedia.org/reading/unique-devices/normal|line|2-year|\(access-](https://stats.wikimedia.org/#/fr.wikipedia.org/reading/unique-devices/normal|line|2-year|(access-)

Un.e visiteur.ice est simplement une personne fréquentant l'encyclopédie, elle est identifié.e à partir de l'adresse IP de sa connexion internet. Avec ce profil, on dispose de droits opérationnels. Un.e visiteur.ice est un.e usager.e de l'encyclopédie en ligne et peut lire l'ensemble des articles écrits sur la plateforme. Il lui est aussi possible de faire certaines modifications, intervenir dans des discussions ou créer des pages. On dispose aussi d'un droit de prélèvement, autorisé par l'application de la licence CC BY-SA 4.0 sur l'ensemble de Wikipédia. Cette licence permet le partage et l'adaptation des articles sous conditions de crédits et de conservation des conditions de partage.

Les contributeur.ices sont des personnes inscrites sur Wikipédia et identifiées par un nom ou un pseudo. Elles possèdent l'ensemble des droits déjà cités pour les visiteur.ices, avec un droit d'usage un peu plus complet en ce qu'elles peuvent renommer les pages des articles et copier des fichiers d'illustration. On peut distinguer les contributeur.ices actifs ou actives des contributeur.ices occasionnel.les, les premières personnes apportant de façon régulière des contributions à l'encyclopédie. Le seuil de cette régularité est fixé par les communautés. En France les critères sont les suivants : avoir un compte créé depuis au moins 90 jours ; avoir effectué au moins 500 modifications. Cette distinction nous importe : avoir une contribution régulière permet d'avoir des droits de gestion. Ce profil donne la possibilité de faire partie des consultations de gestion et des élections.

Enfin, les profils administrateur.ices possèdent les droits de gestion suivants : supprimer une page, supprimer des versions intermédiaires d'une page, filtrer automatiquement l'édition de pages problématiques. Ces personnes disposent par ailleurs d'un droit d'exclusion : il leur est possible de restreindre des comptes et de bloquer un.e utilisateur.ice.

Cette présentation résume à grands traits l'organisation de la communauté de Wikipédia France, et qu'il existe entre les administrateur.ices et les contributeur.ices d'autres statuts permettant d'exécuter différents droits de gestion. Ces différents profils sont illustrés sur le schéma ci-dessous.

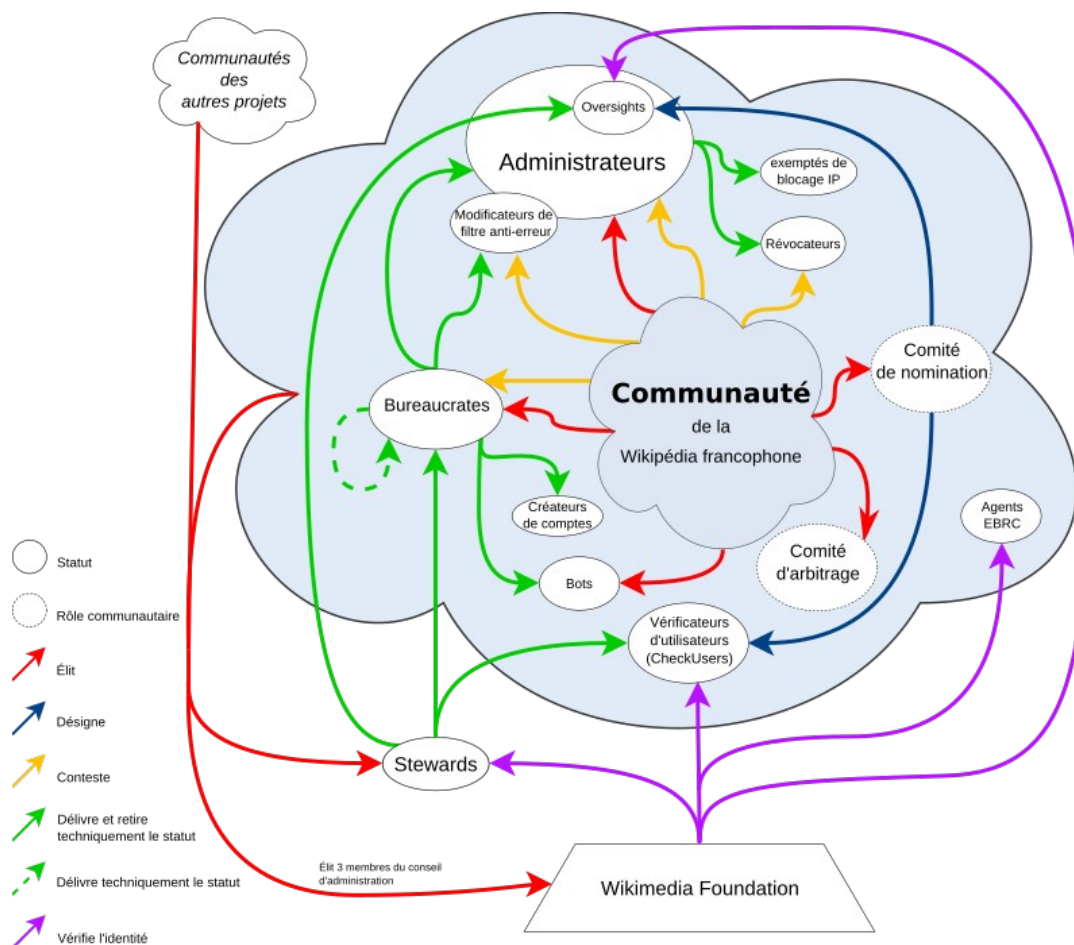


Schéma représentant les interactions entre les différents groupes sur Wikipédia francophone. By Ash_Crow, Jules and 0x010C*

Nous soulignons aussi que, bien que l'exécution de certains droits soit réservée à un type de profil particulier, l'ensemble des décisions prises peuvent faire l'objet de discussions, de négociations par l'ensemble de la communauté.

2.1.2.3 Principes fondateurs

La robustesse d'un commun est en grande partie dépendante de la qualité de sa gouvernance :

" le facteur clé de la réussite de Wikipédia réside dans son mode de gouvernance, lequel emprunte un certain nombre de traits à la gestion des biens communs naturels étudiés par Elinor Ostrom "⁷³.

Depuis 2001, Wikipédia s'est dotée de différentes règles encadrant l'usage, le respect des règles et des ressources et la gestion des conflits. Nous souhaitons montrer ici qu'elle respecte même l'ensemble des règles de gouvernance d'Ostrom⁷⁴.

1. La production de règles doit se faire en relation étroite avec la nature de la ressource à réguler

En ce qui concerne la production des articles, on retrouve un ensemble de règles présentées dans la catégorie "Règles et recommandations" (qui contient aussi des règles à propos des conflits que nous étudierons plus tard). Les règles de gouvernance sont découpées en trois catégories, et semblent suivre une gradation d'importance : principes fondateurs, règles et recommandations. Les principes fondateurs paraissent donc être le cœur de la gouvernance au sein de la communauté wikipédienne et prennent en compte le fait que Wikipédia est une encyclopédie numérique libre et un wiki. Les règles sont au nombre de quatre. Premièrement, la pertinence encyclopédique : un article est écrit sur un sujet pertinent où il est fait une synthèse de l'état de l'art sur la question. Deuxièmement, la neutralité de point de vue qui consiste pour l'encyclopédie à présenter tous les points de vue considérés comme pertinents sur le sujet, en les contextualisant et en les sourçant. Troisièmement, tout article écrit est sous licence CC BY-SA 4.0. Quatrièmement, et parce que l'encyclopédie est d'abord un wiki c'est-à-dire un site web de création collaborative, les wikipédiens sont tenus de rester courtois les uns avec les autres afin de permettre l'existence sur le long terme des espaces de discussion et la possibilité de la co-construction. Ces règles garantissent la production sur le long terme d'articles d'un niveau encyclopédique. Elles sont donc en relation avec la nature de la ressource à réguler : les règles sont formulées pour que l'information produite et diffusée soit qualitative et fiable et qu'elle puisse être diffusée librement sur le web.

⁷³SAHUT, Gilles, 2018. La gouvernance de Wikipédia : élaboration de règles et théorie d'Ostrom. Tic & société. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 167-200. DOI 10.4000/ticetsociete.2426.

⁷⁴CORIAT, Benjamin, 2013. Des communs " fonciers " aux communs informationnels. Traits communs et différences. In : Propriété et Communs. Les nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée., Paris. 2013. pp. 1-29.

2. Les sanctions doivent obéir à un principe de subsidiarité privilégiant le respect des règles locales

En dehors des règles précédentes, Wikipédia ne dispose pas d'autres règles fixes. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'autres règles, mais celles-ci sont bien plus que les premières soumises à l'interprétation, à la discussion et surtout sont plus contextuelles et adaptables en fonction des besoins locaux. Les règles du Wiki américains ne sont pas exactement les mêmes que celles du Wiki français . Aussi, les projets en tant que communauté au sein de la plus large communauté Wiki peuvent implanter des règles propres à la gestion de leurs ressources : "Ostrom's principles 7 and 8 can be recognized in the organization of WikiProjects as nested enterprises within the whole of Wikipedia. They have the authority to devise their own local stylistic conventions.(Les principes 7 et 8 d'Ostrom peuvent être reconnus dans l'organisation des projets wiki en tant qu'entreprises imbriquées au sein de l'ensemble de Wikipédia. Ils ont le pouvoir d'élaborer leurs propres conventions stylistiques locales.)"⁷⁵ Ces différences s'expliquent en raison de contextes culturels variés, de modes d'organisations distincts, mais aussi de besoins différents en fonction des projets menés par la communauté locale.

3. Le respect de ces règles par les autorités extérieures :

Les communautés wikipédiennes fonctionnent en relation avec les différentes instances de Wikimédias et de la Foundation. Ces dernières disposent d'un statut juridique : Wikimédia France est une association de loi 1901 et Wikimedia Foundation une ONG 501(c)(3) selon le droit américain. Bien que gérant l'hébergement et la maintenance des wiki, et assurant occasionnellement de la communication et des événements pour les wiki, les instances locales restent autonomes dans leur gestion par rapport à la Foundation et ne se voient pas imposer un mode de gouvernance depuis l'extérieur. Celle-ci est exercée par et pour la communauté.

⁷⁵FORTE, A., LARCO, V., & BRUCKMAN, A. (2009). Decentralization in Wikipedia Governance. *Journal of Management Information Systems*, 26(1), 49–72.
<https://doi.org/10.2753/MIS0742-1222260103>

4. La capacité des individus concernés à modifier ces règles à moindre coûts

Forte, Larco, et Bruckman (2009) posent dans un premier temps que les règles de gouvernance sont, du fait de la nature même du logiciel wiki, potentiellement toujours modifiables par n'importe qui, n'importe quand : "even though they're written down, anybody can edit a policy page even, because it's a wiki. That includes every single policy that exists. (Même si elles sont écrites, n'importe qui peut modifier une page de politique, car il s'agit d'un wiki. Cela inclut toutes les politiques existantes.)" Dans les faits, tout comme les articles, ces règles ne sont pas changées du jour au lendemain et font l'objet de négociations. L'outil principal utilisé est celui du consensus : les usager.es se rassemblent dans des espaces publics ou privés afin d'échanger leurs arguments autour de ces changements. Lorsqu'une proposition est jugée acceptable par une majorité dans la communauté, celle-ci peut être déposée. Forte, Larco, et Bruckman qualifient ce processus de modification de "composite" en ce que la règle fait l'objet de nombreuses éditions jusqu'à créer suffisamment de consensus dans la communauté pour être adoptée : "policymaking has, in one sense, always been highly decentralized because it requires consensus of the community to stick. (L'élaboration des politiques à, dans un certain sens, toujours été très décentralisée, car elle nécessite le consensus de la communauté pour être respectée.)"⁷⁶ Bien que la prise de décision n'est pas exempte de jeu de pouvoir et de notoriété entre les contributeur.ices, elle reste ouverte à l'ensemble de la communauté, qui participe activement à ces débats.

Il est en revanche plus difficile de déterminer si cette contribution à un moindre coût pour la communauté. En effet, si on parle de coût au sens pécuniaire alors en effet ce dernier est nul. Mais, le coût matériel dans un sens plus large dépend aussi de la complexité des procédures (faut-il une connaissance fine du fonctionnement de Wiki ? De la communauté concernée ?), ou encore du temps disponible à accorder à ces discussions⁷⁷. Certaines de ces discussions peuvent durer de nombreuses semaines et aborder des sujets d'une complexité importante laissant de côté les personnes novices, disposant de peu de temps ou encore ne se sentant pas légitime de participer aux discussions.

⁷⁶Ibidem.

⁷⁷SAHUT, G., 2018. La gouvernance de Wikipédia : élaboration de règles et théorie d'Ostrom. *Tic & Société*, Vol. 12, N° 1, 167–200. <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.2426>.

5. Le contrôle du respect des règles par la communauté par des individus choisis par la communauté

La prise de décision par consensus facilite le respect des règles par la communauté. Il existe en plus d'autres outils mis à disposition à cette fin. Wikipédia est une plateforme plutôt transparente dans sa prise de décision. Les différentes modifications apportées aux pages sont visibles dans les onglets "voir l'historique", qui peuvent être filtrées mais aussi discutées directement sur la page. Lors des modifications, les contributeur.ices sont invité.es à détailler les changements faits et les raisons qui ont motivé ces actions. Il existe aussi des "acteurs sociaux" ⁷⁸ qui se partagent cette surveillance comme les patrouilleur.euses ainsi que les bots. Les patrouilleur.euses sont chargé.es de la surveillance des modifications récentes des pages. Ils ont à disposition différents outils et logiciels pour effectuer leur tâche. Ce travail ne donne pas accès à un statut particulier : n'importe qui peut l'effectuer. Un autre outil de contrôle est le bot qui réalise des tâches répétitives comme la résolution des homonymes dans les articles, les annulations de vandalismes.

6. Un système de sanctions graduées

Les fautes sur Wikipédia sont catégorisées en fonction de leur gravité. Cette gravité est définie à partir de l'ampleur des dégâts et de l'intentionnalité derrière l'action. Sont associées à cela des mesures graduées ⁷⁹ allant de l'avertissement au blocage en passant par le bannissement lorsqu'aucune autre solution intermédiaire n'a pu aboutir à une résolution du conflit. Et, tout au long de la procédure de résolution de conflit, une médiation est mise en place pour tenter de pacifier les tensions, maintenir le contact entre les parties prenantes. De la même façon, les sanctions sont prises en faisant appel à des procédures centralisées comme le vote ou l'application de la décision par un ou une administrateur.ice.

7. La communauté est constituée d'un enchevêtrement de niches locales.

⁷⁸Ibidem.

⁷⁹CARDON, D., 2015. Surveiller sans punir. La gouvernance de Wikipédia. In *Wikipédia, objet scientifique non identifié* (pp. 15–39). Presses universitaires de Paris Nanterre. <https://doi.org/10.4000/books.pupo.4092>

Mais avant même d'arriver à l'application de sanctions, le dialogue est considéré comme un premier outil. Les sanctions, d'autant plus les plus sévères, ne sont utilisées qu'en dernier recours, la discussion étant privilégiée : "les wikipédiens font leur possible pour que le règlement des conflits se résolve par la seule vertu de la discussion locale entre utilisateurs."⁸⁰ À la place, la mise en place d'espaces d'échanges décentralisés et localisés au niveau des communautés concernées est favorisée. Ces communautés se retrouvent principalement dans des pages projets ou des catégories thématiques aux frontières définies. Sur Wikipédia, la "communauté est constituée d'un enchevêtrement de niches locales." Il faut reconnaître qu'en dehors de ces nœuds, la définition de la frontière communauté/extérieur est plus difficile. Aussi, l'application des règles au niveau local peut être parfois difficile si celle-ci est trop facturée ou s'il manque d'autorité en son sein⁸¹.

8. Les relations entre les membres et les non-membres de la communauté doivent être clairement définies

C'est sans doute le principe auquel l'encyclopédie en ligne a le plus de mal à répondre. Dans les faits, il est possible de circonscrire ce qui compose le noyau dur de la communauté de Wikipédia. Elle contient l'ensemble des contributeurs, qui sont ensuite répartis dans différents groupes thématiques. Cependant, établir qui n'est pas membre de Wikipédia dans un sens plus large reste plus compliqué : certaines personnes sont des lecteur.ices ou contributeur.es ponctuel.les qui ne prennent pas toujours part aux décisions collectives (lorsqu'ils et elles ont connaissance de l'existence de celles-ci). Ce problème n'est pas propre à Wikipédia mais à l'ensemble des instances ouvertes sur le web, qui peuvent être fréquentées par des milliers voir des millions d'internautes régulièrement.

2.2 LA COLLABORATION WIKIPÉDIA-BIBLIOTHÈQUE

Wikipédia peut donc être considéré comme un commun. Et, c'est un commun qui, depuis au moins une décennie, a su tisser des liens avec les bibliothèques publiques, et

⁸⁰Ibidem.

⁸¹FORTE, A., LARCO, V., & BRUCKMAN, A. (2009). Decentralization in Wikipedia Governance. *Journal of Management Information Systems*, 26(1), 49–72. <https://doi.org/10.2753/MIS0742-1222260103>

récioproquement. Avant de présenter concrètement la collaboration entre Wikipédia et les bibliothèques publiques, nous souhaitons exposer comment les ponts entre les institutions se sont créés, d'abord du côté des valeurs et des compétences métiers, puis à partir des relations sociales qui se sont forgées entre wikipédien.nes et bibliothécaires.

2.2.1 De nombreux intérêts communs

Nous pouvons trouver des points communs entre Wikipédia et les bibliothèques à de nombreux endroits: " both communities sharing overlapping values and practices related to public access to knowledge, a desire for openness [...], and broad shared interest in reliable factual information and citations. (Les deux communautés partagent des valeurs et des pratiques communes en matière d'accès public à la connaissance, un désir d'ouverture [...], et un intérêt commun pour des informations factuelles fiables et des citations.)"⁸² Des liens se tissent autant au niveau des ressources proposées, qu'au niveau des valeurs défendues et à la communauté desservie.

Il est possible de faire émerger d'abord une volonté de mettre à disposition des connaissances et de la culture au plus grand nombre :

"The vision statement of the Wikimedia Foundation states, «Imagine a world in which every single human being can freely share in the sum of all knowledge.» If libraries had a shared mission statement, it would be something similar (La déclaration de mission de la Fondation Wikimedia stipule : « Imaginez un monde dans lequel chaque être humain peut librement partager la somme de toutes les connaissances. » Si les bibliothèques avaient une déclaration de mission commune, elle serait similaire.)"⁸³

⁸²D. STINSON, Alexander, FAUCONNIER, Sandra et WYATT, Liam, 2018. Stepping Beyond Libraries: The Changing Orientation in Global GLAM-Wiki. JLIS.it. juillet 2018. Vol. 9, n° 3, pp. 16-34.

⁸³PROFFITT, Merrile, 2021. Wikimedia and Libraries: From Vision to Practice. 2021. Dublin : OCLC Research.

Bien qu'il n'existe pas une devise partagée par l'ensemble des bibliothèques publiques de France, plusieurs documents attestent de cette volonté partagée par l'institution. On peut citer ainsi le manifeste de l'IFLA et de l'UNESCO qui fonde la bibliothèque comme "local gateway to knowledge, provides a basic condition for lifelong learning (Passerelle locale vers le savoir, elle offre une condition fondamentale pour l'apprentissage tout au long de la vie)"⁸⁴, ou encore la loi Robert, soit le document le plus autoritatif en France qui, dans son article L.310-1 A, indique que les "bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ont pour missions de garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ainsi que de favoriser le développement de la lecture."⁸⁵ Les bibliothèques sont instituées en tant que des services publics : leur entrée est gratuite, accessible à tous et toutes sans distinction. Elles se doivent de présenter des services portant sur la culture, la science et les loisirs. La bibliothèque est au service de ses publics, essentiellement composés des communautés locales, et doit donc prendre cela en compte en s'adaptant à tous les niveaux. Cette ouverture est donc garantie par un principe d'égalité et d'universalité du fait de son statut de service public, mais aussi par une tendance forte à rendre gratuit l'accès à ses services⁸⁶. Plus encore, l'IFLA et l'UNESCO attachent les missions des bibliothèques à un droit récent : le droit culturel. Le droit culturel peut être défini comme le droit pour chacun et chacune d'avoir accès, à produire et à participer à la culture dans son ensemble. L'accès à la culture est jugé essentiel car indispensable à l'exercice de nombreuses capacités (lecture, écriture,...) et est prépondérant pour la réussite sociale, économique et personnelle. Pour l'UNESCO "garantir le droit à la culture est un impératif éthique, social et économique"⁸⁷ qu'elle inscrit dans sa déclaration universelle sur la diversité culturelle elle-même rattachée à la déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen. Ainsi "la bibliothèque publique, clé du savoir à l'échelon local" porte la responsabilité de rendre effectif ce droit, qui ne doit pas être entravé par des enclosures.

Il est également intéressant de constater que les bibliothèques tout comme Wikipédia se pensent comme des portes d'entrées vers le savoir. Cette mission d'accès, que les

⁸⁴UNESCO et IFLA, 2022. Manifeste IFLA-UNESCO sur la bibliothèque publique. juin 2022.

⁸⁵LOI n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (1)

⁸⁶*La bibliothèque gratuite, on a tout à y gagner !* (n.d.). ABF. Retrieved August 7, 2025, from <https://www.abf.asso.fr/4/212/930/ABF/la-bibliotheque-gratuite-on-a-tout-a-y-gagner->

⁸⁷UNESCO, [sans date]. Les droits culturels. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.unesco.org/fr/mondiacult/cultural-rights> [Consulté le 10 août 2025].

bibliothèques représentent, a été exposée. Dans le cas de Wikipédia, cela se traduit autant dans la façon dont les wikipédien.nes conçoivent la finalité de leur action, que dans la position qu'occupe l'encyclopédie dans la recherche en ligne. De nombreux élèves et étudiant.es utilisent Wikipédia au cours de leurs études : dans l'étude de Remmick and al.⁸⁸ sur 1658 étudiant.es sondé.es, 87.5% rapportent utiliser Wikipédia pour leurs études, et l'utiliser au moins une fois par semaine. Wikipédia est essentiellement utilisée comme une entrée en matière dans un nouveau sujet, et pour trouver des sources primaires. Cet usage ne se limite pas aux recherches académiques, mais aussi aux recherches quotidiennes, notamment au sujet de loisirs, de recherches sur des personnalités publiques et des contenus culturels. L'excellent référencement de Wikipédia lui permet d'apparaître bien souvent dans les premiers résultats affichés par les moteurs de recherche. Ainsi, autant par la garantie de fiabilité à laquelle tend Wikipédia par son organisation des rédactions qui l'animent, que de par la mission de service publique des bibliothèques, sans visées marchandes de part et d'autre, elles incarnent une position d'autorité en matière d'accès à l'information.

Enfin, rappelons qu'il s'agit pour nos deux acteurs de présenter des informations fiables, de qualités et accessibles. Les bibliothèques publiques produisent rarement de l'information directement. La majorité de cette information trouve ses sources dans les collections, et se construit grâce aux compétences documentaires des personnels. La fiabilité et la qualité des informations fournies reposent essentiellement sur une évaluation de la qualité et de la pertinence de ces sources (recherches sur les auteur.ices des documents, connaissance des et les maisons d'édition notamment). Les bibliothèques sont tenues de rédiger la politique documentaire de leur établissement (pratique rendue contraignante par la loi Robert), politique documentaire explicitant leur intention générale documentaire, comprenant des éléments sur leurs méthodes d'acquisition, et aussi leur politique d'accessibilité (en termes de classement, d'indexation, de ressources électronique par exemple).

⁸⁸REMMIK, Marvi, SIIMAN, Ann et REINSALU, Riina, 2024. Using Wikipedia to Develop 21st Century Skills: Perspectives from General Education Students. Education Sciences. 17 janvier 2024. Vol. 14, n° 1, pp. 101. DOI 10.3390/educsci14010101.

Pour Wikipédia, toute information présentée doit être issue d'une recherche, être sourcée. Les résultats sur la fiabilité des articles sont mitigés⁸⁹. Les articles écrits par des communautés actives et plurielles tendent à être fiables du fait du respect des piliers de Wikipédia et du travail de référencement et de correction collectif. A l'inverse, les thématiques "de niches", rassemblent de plus petites communautés. Or, la fiabilité de Wikipédia est grandement dérivée du nombre de contributeur.ices impliquées dans l'édition des articles. Plus les communautés sont importantes (et capables de s'auto-organiser) et plus il leur est possible de rédiger des articles détaillés, sourcés ainsi que la possibilité de mettre en place des systèmes de *peer-review*. Il est donc important de ne pas utiliser la fiabilité comme seul critère de jugement d'une encyclopédie. Ou plutôt, il est plus pertinent d'utiliser une granularité plus fine pour juger de la fiabilité de Wikipédia et donc d'étudier quelles sections de Wikipédia sont plus ou moins fiables, à savoir en majorité celles qui parviennent peu à mobiliser. Les facteurs qui influencent la qualité du contenu comprennent les caractéristiques du groupe, telles que sa taille, la diversité du site, le niveau de participation, etc. Il faut aussi noter que Wikipédia dispose d'un système d'évaluation de ces articles, qui signalent aux communautés quels textes doivent être repris et améliorés. À cela s'ajoutent différents systèmes d'alertes permettant d'aviser les lecteur.ices dans leur lecture. Par exemple, certains articles comportent la mention "Cet article ne cite pas suffisamment ses sources" invitant les lecteur.ices à lire avec prudence les textes. Enfin, comme pour les bibliothèques l'accessibilité est garantie par de l'indexation, du classement et des technologies d'assistance pour les publics handicapés. (encore très peu présentes dans les bibliothèques).

Malgré ces points communs, en termes de positionnement et de missions, il peut encore exister certains préjugés envers Wikipédia. Au début des années 2000, il pouvait exister une certaine méfiance des bibliothécaires à l'égard de Wikipédia, notamment quant à la fiabilité de ces articles. Cette méfiance s'est cependant graduellement estompée, et dès 2010 il devient rare de trouver des professionnel.les complètement réticent face à la plateforme ou ne disposant pas d'un minimum de connaissance sur son fonctionnement. Ce changement est à mettre en lien avec l'acculturation des professions culturelles et éducatives aux ressources web, mais est aussi à mettre en lien avec la responsabilité que

⁸⁹MESGARI, Mostafa, OKOLI, Chitu et MEHDI, Mohamad, 2015. "The sum of all human knowledge": A systematic review of scholarly research on the content of <scp>W</scp> ikipedia. Journal of the Association for Information Science and Technology. 2 février 2015. Vol. 66, n° 2, pp. 219-245. DOI 10.1002/asi.23172.

ces professionnel.les se donnent d'être des formateur.ices en littératie numérique et informationnelle : il faut aller là où le public se trouve. Un autre point de tension possible est la peur que Wikipédia remplace l'activité de la bibliothèque sur le long terme : "I think you can think of it as a threat: it's so accessible. I mean if I'm a patron, I don't need to talk to people. Part of our job scope is to provide reference and enquiry service and they will bypass us. (Je pense que vous pouvez considérer cela comme une menace : c'est tellement accessible. Je veux dire, si je suis un client, je n'ai pas besoin de parler à quelqu'un. Une partie de notre travail consiste à fournir des services de référence et de renseignements, mais ils nous contourneront.)"⁹⁰ Cependant, cette position est minoritaire. En fait, il semble en réalité que peu de bibliothécaires perçoivent Wikipédia comme une menace pour la recherche d'information ou pour la profession et perçoivent la plateforme bien plus comme une opportunité. Une opportunité pour accompagner les usager.es dans leur recherche d'information en leur proposant des informations complémentaires à partir de leur recherche Wikipédia, la possibilité de les former sur la littératie numérique, ou encore de créer des collaborations entre les deux institutions.

2.2.2 - La création de GLAM-Wiki

Les liens de coopération entre Wiki et bibliothèques publiques se sont tissés progressivement et de diverses façons. Wikipédia a l'habitude d'œuvrer de façon collaborative pas seulement en intra-communautaire mais aussi avec l'extérieur. Elle repère en particulier les institutions qui représentent traditionnellement une autorité dans l'évaluation, la sélection et la diffusion du savoir et qui partagent un objectif de médiation des connaissances. Avant 2008, il existait déjà des collaborations entre les bibliothèques et Wiki. Cependant, ce sont des événements locaux et isolés. En 2008, une conférence est organisée par et pour les communautés Wiki en Égypte. Elle est accompagnée de visites à la bibliothèque d'Alexandrie et auprès de professionnel.les des bibliothèques. Cette rencontre permet aux personnes sur place de prendre conscience des nombreuses similarités partagées entre les institutions. Cet événement donne lieu à la création d'une autre conférence, portée notamment par Liam Wyatt, en 2009 en Australie intitulée «

⁹⁰LUYT, Brendan, 2010. Librarian Perception of Wikipedia: Threats or Opportunities for Librarianship? Libri. janvier 2010. Vol. 60, n° 1. DOI 10.1515/libr.2010.005.

GLAM-Wiki Conference". La conférence débouche sur un rapport compilant des recommandations afin de créer et de faire durer les relations entre l'encyclopédie et les GLAM soit les galeries, les bibliothèques, les archives et les musées. La conférence est résumée ainsi par D. Stinsson : " We are doing the same thing, for the same reason, for the same people, in the same medium. Let's do it together. (Nous faisons la même chose, pour la même raison, pour les mêmes personnes, dans le même média. Faisons-le ensemble.)"⁹¹ Par la suite, en 2010, Liam Wyatt propose un projet de résidence au British Museum, qui accepte le défi. Son projet est de démontrer le bénéfice mutuel de ce type de partenariat. Le résultat de son travail permettra de concevoir positivement cette collaboration :

"There, Wyatt demonstrated how increasing the quality of the Wikipedia content related to the museum's collections increased the pageviews of those items on Wikipedia, leading to a direct increase in the quantity of visitors the museum's own website, leading to an increase in broad public awareness about the collection. (Wyatt a démontré comment l'amélioration de la qualité du contenu Wikipédia relatif aux collections du musée avait entraîné une augmentation du nombre de pages vues sur Wikipédia, ce qui s'était traduit par une augmentation directe du nombre de visiteurs sur le site web du musée et, par conséquent, par une meilleure sensibilisation du grand public à la collection.)"⁹²

Le travail de Wyatt, de ses collaborateurs et de GLAM-Wiki crée une impulsion qui permet aux un.es et autres de concevoir de véritables partenariats. Wyatt prouve notamment que ces échanges ne reviennent pas à travailler pour quelqu'un d'autre, que ce soit pour les wikipédiens ou pour les bibliothécaires. Il s'agit de mettre en place des projets véritablement collaboratifs fondés sur l'échange mutuel de compétences, d'informations, de contenus et d'élargissement des publics. De plus, Wyatt construit une feuille de route qui permet aux personnes les plus réticentes ou dubitatives, ou simplement désireuses de monter ce type d'action, de concevoir, étape par étape, la forme de ces partenariats. Il préconise de créer des groupes de travail, notamment des binômes entre un.e expert.e et un.e wikipédien.ne afin de faciliter la formation mutuelle et profiter des complémentarités de chacun.e ; créer des événements interinstitutionnels

⁹¹D. STINSON, Alexander, FAUCONNIER, Sandra et WYATT, Liam, 2018. Stepping Beyond Libraries: The Changing Orientation in Global GLAM-Wiki. JLIS.it. juillet 2018. Vol. 9, n° 3, pp. 16-34.

⁹²Ibidem.

qui renforcent les relations entre les institutions et permettent de se réunir autour de thématiques partagées ; ou encore s'occuper spécifiquement du champ d'expertise de l'institution, soit ce qu'elle a à valoriser qui est parfois unique mais cloisonné. Trois grands types de collaboration sont créés. La résidence où un.e wikipédien.e est accueilli.e par une GLAM pour renforcer les capacités de l'institution en formant le personnel et en fluidifiant les interactions entre les deux communautés de pratique ; des téléchargements groupés sur Wikimedia Commons pour obtenir l'adhésion institutionnelle grâce aux statistiques de consultation des pages et un bénéfice clair pour le contenu ouvert ; des événements de révision pour impliquer la communauté locale de bénévoles, le personnel de l'institution et d'autres partenaires dans cette initiative. Les projets GLAM ne se confinent pas au monde anglo-saxon. Il existe désormais des projets sur les cinq continents, et la France en compte un certain nombre. Parmi les premières institutions à ouvrir la voie à ce type de collaboration, nous retrouvons le Château de Versailles et les Archives Nationales de France. En 2011⁹³, le Château décide de recevoir en résidence un wikimédien pendant six mois. L'institution souhaite bénéficier de l'expertise du résident afin de numériser et de téléverser des images, des vidéos mais aussi quelques livres sur Wikicommons et Wikisource. Au total 2305 documents font l'objet d'un versement. Elles permettent ainsi d'enrichir les plateformes Wiki, d'offrir plus de visibilité à des documents patrimoniaux et améliorent de nombreux articles Wikipédia relatifs à ce monument historique. En 2013, ce sont les Archives Nationales de France qui décide de se tourner vers des wikipédien.nes français. Cette fois, la collaboration ne s'effectue pas sous la forme de résidence. Une convention entre Wikimedia France et les Archives est signée : c'est un lien institutionnel fort qui relie les deux établissements. Cette convention convient de réaliser en collaboration les actions suivantes :

- L'enrichissement régulier de la médiathèque Wikimedia Commons avec des téléversements de documents conservés par l'institution ;
- Des contributions à l'encyclopédie collaborative Wikipédia pour améliorer, illustrer voire créer des notices en lien avec les fonds d'archives conservés ;

⁹³YOAKIM, William. Wikipédia, Wikimedia Commons et Wikisource, un eldorado de visibilité. Archives [en ligne]. 2019, 48(2), 41 [consulté le 28 août 2025]. ISSN 2369-9256. Disponible sur : doi:10.7202/1067524ar

- Des actions sur d'autres projets comme Wikisource et Wikidata.⁹⁴

Ce travail partagé est particulièrement fructueux. Il s'établit entre les années 2013 et 2023, au cours desquelles 13 000 fichiers (images, PDF) issus des fonds des Archives Nationales sont déposés sur Wikimedia Commons, 3880 reproductions de documents sont téléversés par les Archives (soit 70% des contenus mis en ligne par des wikimédiens), 10 millions de vues sont comptabilisés sur Wikipédia, 12 000 pages Wikipédia dans 176 langues utilisent au moins une de ces images (dont 2 745 pages en français), ... Ce travail est une belle illustration d'un travail véritablement collaboratif où archivistes et wikimédien.nes se sont échangé.es leurs compétences respectives pour les mettre au service de l'économie des communs. Cette collaboration entre les GLAM et Wiki "is not only mutually beneficial, but potentially transformative (n'est pas seulement mutuellement bénéfique, mais potentiellement transformateur.)"⁹⁵. Pour nous, cette transformation est notamment opérée par l'entrée des bibliothèques publiques dans la chaîne des communs. « La bibliothèque wikipédienne : Quand l'IFLA invite les bibliothèques publiques à s'engager davantage dans le projet de Wikipédia » met en lumière une stratégie institutionnelle similaire, mais à une échelle internationale. L'IFLA (International Federation of Library Associations and Institutions) a publié une étude intitulée *Opportunities for Public Libraries and Wikipedia* (2019) dans le cadre de la campagne internationale de contribution. Elle invite les bibliothèques publiques à devenir des institutions actives dans Wikipédia, au service d'une gouvernance partagée du savoir. Pour l'IFLA, Wikipédia peut compléter les ressources des bibliothèques, orienter les usager.es vers elles, servir d'outil de médiation documentaire, et promouvoir la création et la préservation des savoirs locaux non pris en compte par les circuits traditionnels. Cette approche actée par l'IFLA formalise l'idée que bibliothèques et Wikipédia partagent des valeurs communes d'ouverture, d'accès à tous et toutes de production collective du savoir. Elle reflète également une stratégie claire visant à renforcer les capacités des bibliothèques dans un monde numérique en transformation, où la collaboration avec des communs du savoir devient un levier de médiation et d'expertise partagé.

Enfin, et c'est l'hypothèse de ce mémoire, il nous a semblé au cours de nos lectures et entretiens qu'en analysant des collaborations effectives entre Wikipédia et les

⁹⁴<https://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/partenariats/wikimedia-france>

⁹⁵Ibidem.

bibliothèques publiques que des partenariats s'établissent en raison d'un désir de commun partagé.

PARTIE 3 FONDER LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE COMME MAISON DES COMMUNS

3.1 LA RÉALISATION D'UN DÉSIR DE COMMUN PARTAGÉ

3.1.1 Le partenariat bibliothèque publique-Wikipédia : pierre angulaire de la communalisation

Puisque nous étudions la manière dont la collaboration bibliothèque publique-Wikipédia fait émerger du commun, il nous semble indispensable de mettre en lumière comment elle s'incarne entre les deux institutions. Cette relation est capitale en ce qu'elle permet aux bibliothèques publiques de collaborer avec un acteur central des communs tout en mettant à disposition des ressources. Elle amène aussi les publics de la bibliothèque, qui ne sont pas toujours des usager.es de l'encyclopédie, à s'intéresser à Wikipédia et inversement. Et, comme dit précédemment lorsque cette collaboration est pleinement réalisée, elle opère une transformation de la bibliothèque en la fondant ou comme une vitrine des communs ou comme une « maison des communs » selon l'expression de Lionel Dujol. Il existe plusieurs formes de collaboration possibles, qui entérinent des liens plus ou moins resserrés entre les deux organisations. Au cours de nos entretiens, deux types de collaborations ont été présentés, des partenariats pour des actions ponctuelles, et des projets de résidences de wikipédien-nes, ainsi que le processus de labellisation de Wikimedia France pour ses partenaires, un label spécialement dédié à l'open content et aux projets collaboratifs.

Les partenariats d'actions ponctuelles :

Par partenariats ponctuels, nous entendons ici l'accord entre un groupe (thématique, ou régional) lié à Wikipédia et une bibliothèque (ou un réseau) publique sur la réalisation d'une ou plusieurs actions, programmées dans l'agenda événementiel de l'institution. Ces partenariats peuvent autant être des prestations fournies par des wikipédien-nes qui ont carte blanche quant à l'action menée, que la co-construction d'un événement qui sera le produit d'un travail partagé entre Wikipédia et la bibliothèque.

Parmi ces partenariats ponctuels, deux types d'événements sont revenus régulièrement lors de nos entretiens. D'abord, des ateliers de présentation de Wikipédia. Ces ateliers

s'adressent avant tout à des personnes peu familières de l'encyclopédie et qui n'ont jamais contribué. L'atelier consiste à leur décrire le fonctionnement de Wikipédia, des règles qui la régissent ainsi que les différentes possibilités d'y participer. Ce type d'action peut être menée par un.e bibliothécaire compétent.e en la matière, ou par un.e wikipédien.ne. Malik Diallo, aujourd'hui responsable du réseau des bibliothèques publiques de Rennes, est revenu sur un format d'action qui marchait bien dans son ancienne bibliothèque : il organisait dans le réseau des médiathèques Nancy "les ateliers du numérique"⁹⁶ dédiés à la présentation de l'offre numérique libre et ouverte. L'objectif consistait à faire contribuer les participant.es à la co-construction d'une ressource informationnelle à partir d'un objet numérique dont le nom est connu de tous et toutes. Le programme s'adressait d'abord aux personnes possédant les bases du numérique (une autre programmation existe en parallèle pour les néophytes) et était composé d'actions variées. On retrouve par exemple des découvertes de bases de données ou moteurs de recherche ainsi que de logiciels libres, mais aussi des ateliers d'initiation à la contribution sur Wikipédia. Ces ateliers comprenaient une partie de présentation mais aussi une partie pratique où les participant.es s'essayaient à la contribution. L'atelier était aussi l'occasion d'échanger sur l'*open content*, le libre, et de déconstruire les prénotions parfois erronées des participant.es envers Wikipédia. Ces actions ne sont pas menées uniquement en direction des usage.res des bibliothèques, mais peuvent aussi s'adresser aux bibliothécaires : par exemple, l'invitation d'un wikipédien ou d'une wikipédienne aux Champs Libres a permis de former en interne plusieurs collègues aux bases de la contribution notamment. Cette formation peut ensuite être mobilisée par les bibliothécaires dans leurs activités de professionnel.le de l'information, mais aussi en tant qu'utilisateur.ice d'outils numériques.

Un autre type d'événement cité au cours des entretiens menés est l'édiathon. Un édiathon, contraction d'édition et de marathon, est une action organisée sur Wikipédia ou OpenStreetMap⁹⁷ où des personnes mobilisées créent, modifient et améliorent des articles sur un thème, un sujet ou un type spécifique de contenu. Le format de l'édiathon présente plusieurs avantages. C'est une action qui est

⁹⁶On peut retrouver le bilan ici : <https://epitome.hypotheses.org/5585>

⁹⁷ Projet collaboratif de cartographie en ligne qui vise à constituer une base de données géographiques libre du monde.

pratiquée depuis plusieurs années déjà, y compris en bibliothèque, et dont les itérations déjà documentées peuvent faire office de modèle pour les bibliothèques voulant créer leur première édition. Par ailleurs, pour Pierre Moison, responsable du service numérique à la BML, l'édiathon permet à la bibliothèque de bénéficier de la dynamique des grandes dates événementielles du calendrier du libre/commun : les différents groupes Wikipédia organisent eux-mêmes des édiathons, parfois à dates régulières, ce qui donne l'occasion aux bibliothèques de rejoindre leur agenda et de faire participer son propre public. Ce format crée par lui-même un événement, et s'appuie sur un mode d'action et une thématique déjà construits. Il existe une telle variété d'édiathons, qu'au-delà de la promotion en tant que telle du commun, il est assez facile aux bibliothèques publiques d'y rattacher de façon cohérente leur programmation culturelle, scientifique ou artistique, selon leurs orientations. En guise d'exemple, nous pouvons citer le dernier édiathon en date de Numelyo, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque municipale de Lyon, autour de la thématique « Femmes et sciences ». Cet édiathon a rassemblé pour moitié des contributeur.ices expérimenté.es et des novices, permettant des échanges et des passations de connaissance. En plus de faire découvrir la contribution sur Wikipédia, l'action a permis de sensibiliser sur les biais de genre qui existent dans la production de savoir, biais auxquels Wikipédia n'échappe pas.

Enfin, une action récurrente et qui mobilise cette fois les bibliothécaires en tant que participant.e est **#1Lib1Ref**. La campagne **#1Lib1Ref** (One Librarian, One Reference) constitue l'un des exemples les plus emblématiques de la convergence entre les bibliothèques publiques et Wikipédia dans la construction d'un commun du savoir. Lancée officiellement en 2016, cette initiative invite les bibliothécaires à effectuer au minimum une contribution sous forme d'ajout de référence sur Wikipédia, soulignant ainsi l'importance de la fiabilité et de la vérifiabilité des informations dans l'encyclopédie libre (Wikimédia France, 2020). Cette campagne se renouvelle chaque année, typiquement entre les périodes du 15 janvier au 5 février et/ou du 15 mai au 5 juin, et permet aux professionnels de l'information d'apporter leur expertise documentaire pour enrichir les articles francophones (FIL'ABES, 2025). Les éditions précédentes ont rencontré un vif succès : en 2018, la double édition (janvier et mai) a généré plus de 7 440 modifications réalisées par 956 contributeurs dans 22 langues, dont 1 207 modifications par 118 participants sur la version française (Actualitté, 2019). À chaque modification, les participant.es sont encouragé.es à utiliser le hashtag

#1Lib1Ref, ce qui valorise leur engagement dans la lutte collective contre la désinformation, en s'appuyant sur leur position de professionnels du repérage des sources fiables (Wikimédia France, 2020). Cette initiative se situe clairement à l'intersection des missions des bibliothèques (diffusion, médiation et vérification de l'information) et du modèle de Wikipédia comme commun contributif.

Les résidences :

D'autres formes de collaboration peuvent s'établir, sur du plus long terme : les résidences Wikipédia en font partie. Nous avons évoqué une première fois ce concept de résidence dans la deuxième partie de ce mémoire : le rôle premier d'un.e wikipédien.ne en résidence est de permettre à l'organisation et à ses membres de nouer une relation productive et pérenne avec l'encyclopédie, les projets Wikimedia et leurs communautés. La bibliothèque accueille la ou le résident.e dans ses murs autour d'un projet élaboré (projet documentaire, projet de formations, projets de propositions diverses aux publics et aux équipes...). Si ces résidences sont de plus en plus courantes en bibliothèques universitaires du fait de l'intérêt important des URFIST⁹⁸ (Unité régionale de formation à l'information scientifique et technique) pour l'encyclopédie numérique, il existe un certain nombre d'initiatives en bibliothèque publique. Par exemple, Delphine Montagne est wikimédienne en résidence à l'URFIST de Lyon depuis janvier 2025. Dans le cadre de ses fonctions, elle anime de nombreuses actions de formation s'adressant aux professionnel.les de la recherche et des bibliothèques. Parmi celles-ci, les wikicafés, ateliers mensuels programmés dans le cadre du projet « Wikifier la science »⁹⁹, témoignent de son engagement : à chaque session, des intervenant.es partagent leurs expériences autour des projets Wikimedia, production de savoir ouvert, outils collaboratifs, et enjeux de science ouverte. Un des objectifs de son travail est de dresser des ponts entre les institutions en faisant valoir les compétences techniques et les ressources informationnelles dans disposent l'académie pour Wiki, tout en montrant comment les activités des projets wikis

⁹⁸ Les résidences wikimédiennes URFIST se sont déroulées sur deux éditions 2023-2024 et 2024-2025, et ont pris place au sein de six universités (Bordeau, Toulouse et Rennes pour la première édition, et Lyon, Strasbourg et Nice pour la seconde). Le bilan de l'édition 2023-2024 a été rédigé : https://commons.wikimedia.org/w/index.php?title=File:Bilan_r%C3%A9sidences_wikim%C3%A9diennes_en_URFIST_2023-2024.pdf&page=4

⁹⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Wikifier_la_science/Lyon

s'inscrivent dans la continuité de l'open science. Les actions de Delphine Montagne à l'URFIST ne restent pas confinées au monde universitaire : elle interagit régulièrement avec les bibliothèques publiques. Elle collabore ainsi avec les équipes de Numelyo pour le 8 mars 2025 sur un atelier "Atelier de contribution sur Wikipédia : Donnons une meilleure visibilité aux femmes scientifiques !" ¹⁰⁰ . La vocation de cet atelier est double : sensibiliser les publics aux thématiques des biais de genre dans l'information et contribuer activement à limiter ce biais auquel Wikipédia n'échappe pas.

Sur les quatre bibliothèques municipales interrogées, deux ont accueilli en résidence des wikipédien.nes (Les Champs Libre à Rennes et les Capucins à Brest), les deux autres (Rosalis à Toulouse et la Part Dieu à Lyon) ont bénéficié de la présence de wikipédien.ne dans leur ville pour co-organiser des actions dans leur établissement. Curieusement, l'origine de la création des deux résidences en BM est similaire. À Brest, comme à Rennes, c'est la rencontre entre des besoins et des ressources partagées qui a fait naître cette collaboration. Dans les deux cas, le groupe de travail de Wikipédia de la ville ne dispose pas de locaux pour organiser convenablement ses sessions de travail et ses réunions, ce qui impacte négativement leur travail. Sylvie ¹⁰¹, une wikipédienne de Brest, raconte ainsi qu'avant leur résidence, son groupe se retrouvait une fois par un an dans un restaurant pour faire le point : cela représente assez peu de temps de partage, et c'est un lieu dont la disposition les invitait peut-être à échanger des moments conviviaux plutôt que de labeur. Aux Capucins et aux Champs Libres, c'est une personne de l'institution, intéressée par les projets et les valeurs portés par Wikipédia qui invite des groupes de travail wikipédiens, avec l'accord de la direction, à utiliser des locaux dans la bibliothèque.

Les résidences permettent plusieurs choses pour les bibliothèques accueillantes : une plus grande facilité pour mener des actions collaboratives sûres du long terme, et des projets ambitieux.

En dehors des actions déjà mentionnées, les bibliothèques publiques peuvent organiser avec les wikipédien.nes des actions sur le long court et plus « personnalisées » (par rapport à leur ancrage local notamment). À Brest, le groupe Wikipédia brestois et la bibliothèque se sont engagés dans un projet ¹⁰² sur les rues de Brest dont l'objectif est de

¹⁰⁰<https://www.bm-lyon.fr/les-rendez-vous-des-bibliotheques-municipales-de-lyon/#/animation/3332/date/8170>

¹⁰¹Qui souhaite être nommée ainsi dans ce mémoire.

¹⁰²On peut retrouver ce travail ici : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_voies_de_Brest

mettre en valeur des lieux brestois mal connus, afin d'en faire connaître l'histoire et le patrimoine, en retraçant l'histoire des noms de voies de la ville. Le projet inclut par ailleurs l'utilisation OpenStreetMap (un autre commun numérique) afin d'utiliser différents fonds de carte, ce qui prolonge l'initiative de Wikipédia, mais sur un autre support. Treize personnes sont engagées sur le projet : des habitant.es brestois.es disposant d'une expertise dans l'histoire de leur ville, une personne du service historique de la Défense¹⁰³, des wikipédien.nes et des bibliothécaires, dont Yvan Hochet responsable du département numérique de la bibliothèque des Capucins à Brest. Cette collaboration a de nombreux avantages pour les différents partis. Les bibliothécaires et les résident.es bénéficient d'une formation voire d'un tutorat aux différents outils numériques et aux méthodes communales employées par Wikipédia grâce à la proximité que leur confère la résidence. Les wikipédien.nes quant à eux disposent de l'expertise de professionnel.les en sciences de l'information, des biens communs dont disposent les bibliothèques publiques comme leurs livres, leurs cartes ou leur matériel informatique. Sylvie dit ainsi apprécier fréquenter la bibliothèque, car avec son groupe, ils disposent de l'aide d'un.e médiathécaire, professionnel.le de l'information, ce qu'ils ne sont pas. Elle évoque par exemple qu'une fois ou deux, Hochet est venu les aider avec une pile de livres sur Brest, car la bibliothèque dispose d'un fond documentaire sur la ville.

Cette présence régulière permet par ailleurs aux wikipédien.nes d'être en contact avec les communautés qui fréquentent les bibliothèques, et qui peuvent être différentes de la communauté contributrice de Wikipédia. Cette prise de contact a été pensée par les bibliothécaires et l'équipe wiki. Toujours aux Capucins, cette mise en relation est pensée d'abord au niveau des actions communes. Pour le projet des rues de Brest, l'équipe travaille sur les manières de mettre à contribution les usager.es de la médiathèque une fois le projet plus rodé : la démarche participative et la gestion co-partagée des actions s'étendent de Wikipédia, à la bibliothèque, vers les usager.es. En dehors du projet, la mise à disposition d'un local aux wikipédien.nes ainsi que son aménagement ont été pensés pour être accueillants.

¹⁰³"Le SHD de Brest a pour mission de collecter, de classer, de conserver, de communiquer au public et de valoriser les archives produites par les services de la région maritime atlantique (2e Région maritime), les forces navales et aéronavales et les bâtiments implantés sur le périmètre de la région maritime Atlantique." <https://archives.finistere.fr/le-reseau-des-archives-en-finistere/annuaire-des-services/le-service-historique-de-la-defense>

Le groupe dispose d'une salle ouverte, visible par le public, avec des kakemonos signalant leur présence et leur identité. Ils et elles sont aussi présent.es dans cette salle sur les horaires d'ouverture de la médiathèque. Cette disposition de l'espace permet à des usager.es qui n'auraient pas forcément le temps ou l'envie de s'engager dans des ateliers, de passer, d'échanger le temps de quelques minutes avec les personnes sur place. Elle invite aussi à des discussions plus informelles, plus libres et sans doute moins impressionnantes pour les novices. Pour Sylvie et Yvan, les gens peuvent passer comme ils veulent, décider de rester et de participer comme ils le souhaitent, sans obligations. Ces discussions sont aussi l'occasion pour les bénévoles de Wikipédia de décroiser leurs pratiques qui peuvent parfois créer un sentiment d'isolement. La communauté de Wikipédia peut donc en côtoyer une autre physiquement et tisser des relations sociales localement.

La labellisation

La labellisation est le dernier type de partenariat que nous avons repéré. Sa présentation sera plus succincte, car il s'agit avant tout d'un statut institutionnel et non d'un type d'action collaboratif en soi. Wikimedia France décerne depuis 2023 un Label Culture Libre aux GLAM. Ce label vise à la « reconnaissance de l'engagement de l'institution culturelle dans une politique de contenus libres et ouverts et d'intégration du numérique collaboratif. »¹⁰⁴ Trois titres peuvent être attribués en fonction du niveau d'investissement estimé par Wikimedia. Le plus haut titre, le Label d'Or récompense ainsi les institutions répondant aux critères suivants :

- Inscription de ces pratiques de contribution [adoption de licences libres compatibles avec les projets Wikimedia pour les numérisations d'œuvres et documents ; communication auprès du public sur la politique d'open content de l'institution ; versement des contenus sur Wikimedia Commons et Wikidata ; ...] dans les missions régulières de l'institution.
- Avoir une stratégie de développement à moyen terme : intégration formelle de la contribution dans un programme de plan d'action ou mise en place d'une résidence Wikimedia (contrat avec une durée minimum de 6 mois).
- Diversité des projets Wikimedia impliqués dans les actions.

¹⁰⁴Wikimedia France. (n.d.). *Un label pour le numérique collaboratif*. Retrieved August 18, 2025, from <https://www.wikimedia.fr/label-culture-libre/>

- Participer régulièrement à des colloques et interventions en faveur des projets Wikimedia : devenir ambassadeur.

Les Champs Libres, Rosalis ainsi que la BML sont toutes les trois des institutions labellisées par Wikimedia (d'or pour les Champs Libres, d'argent pour Rosalis et la BML). Ces labellisations témoignent des investissements fournis par ces institutions à rendre visibles des initiatives autour des communs numériques, mais aussi de leur capacité à se constituer en actrices active dans ces champs. Dans le cas de Rosalis, cette labellisation a été décernée en 2024, car la bibliothèque répondait aux quatre caractéristiques exigées :

- Qualité de l'accessibilité de ses contenus.
- Qualité des images en haute définition.
- Intégration de la contribution aux projets Wikimedia dans les pratiques professionnelles.
- Communication externe sur les actions.

La bibliothèque a réalisé un important travail de versement de ces documents numérisés sur Wikicommons : on peut retrouver ainsi plusieurs milliers de documents, disponibles sous licence libre et en haute définition sur la plateforme. Un processus de versement systématique de Rosalis vers Commons est par ailleurs en cours de réflexion. La bibliothèque numérique renforce par ce moyen la visibilité de biens communs dont elle dispose. Patrick Hernebring, responsable de la bibliothèque numérique Rosalis, estime que ces dépôts ont six ou sept fois plus de visibilité que sur leur plateforme numérique, et qu'elle touche un public différent de celui de la bibliothèque qui est pour cette dernière un public qui se sent autorisé à consulter des documents patrimoniaux. Le bénéfice de cette action est triple. Il améliore la visibilité des collections de la bibliothèque, en les décroissant et en les plaçant dans des espaces ouverts, fortement fréquentés. La bibliothèque enrichit ses propres collections de communs. Enfin, ces documents ne sont pas simplement versés pour être consultés : grâce au choix de licence, aux modalités de gouvernance présentes sur Wiki, ainsi que par la présence d'une communauté, ces objets font l'objet de (ré)appropriations. Ces appropriations sont bien entendu intellectuelles, mais elles peuvent aussi prendre d'autres formes plus

originales. Patrick Hernebring évoque par exemple comment certaines illustrations patrimoniales ont été utilisées par des créateur.ices pour fabriquer des jaquettes de CD ou pour illustrer des sites web. En plus de ce premier travail, l'équipe a organisé des cycles de formations, d'édiathons et des wikis permanences où la bibliothèque offre la logistique et les locaux à des membres de groupes wiki. Rosalis collabore donc avec plusieurs projets Wiki, dont Commons et Wikipédia. Au travers de cette labellisation, nous pouvons observer le positionnement de Rosalis vis-à-vis de Wiki (commons ou pedia) : la bibliothèque ne se contente pas d'être une simple vitrine de ses propres biens communs ou des actions de Wiki, elle participe activement à l'économie des communs en favorisant la circulation de ressources libres, en adoptant et en valorisant des modes d'appropriations et d'usages qui diffèrent de la privatisation.

3.1.2 Les différents niveaux d'engagement des bibliothèques : valoriser, contribuer, encapaciter

Pour Lionel Dujol, il est clair que la bibliothèque publique n'est pas un commun.

« Les bibliothèques publiques sont des services publics qui gèrent des ressources collectives, dont certaines sont des biens communs, au nom de l'intérêt général et de l'égalité d'accès à la connaissance et à l'information. Si ces bibliothèques ne peuvent donc être considérées comme des communs stricto sensu, elles participent néanmoins, de par leurs missions, à garantir le développement de ces communs du savoir. »

Il précise la raison de cet argument :

« Car il ne s'agit pas seulement de donner accès et de faciliter le partage d'une ressource commune, il s'agit également de gérer collectivement ses ressources et d'édicter les règles d'usages par une gouvernance de pair-à-pair. C'est cette action collective autour de la ressource qui constitue le commun. Or le mode de gouvernance des bibliothèques institutionnelles n'est pas encore compatible avec cette horizontalité ».

De fait, elle est une institution publique, dont la gouvernance échappe en très large partie à la communauté qu'elle dessert. Le choix de l'allocation du budget, l'écriture du règlement intérieur, l'élaboration des politiques d'acquisition ou encore la mise en place de copyrights sur des documents patrimoniaux ne sont pas négociés collectivement¹⁰⁵. En revanche, pour notre auteur, elle porte une double mission : respecter l'intégrité des communs et les valoriser. La bibliothèque publique mène des actions visant à mettre la lumière sur les communs voire à participer à son économie et, ce faisant, elle tend à se convertir en une « maison des communs » selon l'expression de Dujol. Elle doit répondre pour lui aux critères suivants : *je n'empêche pas la création et le développement des communs ; je valorise les communs ; je mets en capacité les (futurs) commoners*. Elle devient alors un maillon de la chaîne des communs. Pour autant la bibliothèque ne se situe pas dans une perspective utilitariste : la question n'est pas de savoir si on va faire venir des nouvelles personnes grâce aux communs ou de savoir comment elle va se valoriser à travers eux, mais comment elle les valorise en tant que tel. Cela étant, l'impact des collaborations avec Wikimedia, la montée en compétence des équipes, le rayonnement des collections d'un établissement, la labellisation... ne sont pas à négliger.

Valoriser

L'échelon d'action le plus immédiat est celui de la valorisation. Il consiste non pas à produire et faire circuler des biens communs ou à établir un commun autour de son institution, mais à partager ce qui existe déjà en tant que (bien) commun. Au sein des ressources propres des bibliothèques, Hans Dillaerts, maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, évoque l'utilisation de dispositifs passerelles, soit l'utilisation d'une interface entre un objet tangible et des données numériques comme mode de valorisation. Un exemple de ces dispositifs est la matérialisation de ressources comme des films libres de droits sur une plateforme numérique (on peut citer CICLIC.fr en guise d'exemple) grâce à des jaquettes, des affiches et des livrets représentant physiquement ces objets numériques. Dans le cadre d'une collaboration avec

¹⁰⁵Certaines bibliothèques expérimentent l'ouverture de leur gouvernance, mais ces actions ne sont pas systématiques et rencontrent toujours les limites posées par le statut de service public de l'institution.

Wikipédia, la démarche l'angle de la valorisation est sans doute le plus évident et le plus simple à mettre en place, car elle passe par des actions de communications et évènementielles classiques en bibliothèque publique. Cela va se traduire essentiellement par de la médiation et une programmation culturelle autour d'invitations, de résidences, ou d'ateliers de présentation que nous avons déjà évoqués précédemment. Un autre format de valorisation, évoqué par Pierre Moison, est le festival. Ce moyen de valorisation est ambitieux, mais plus coûteux qu'une animation sur un jour : il demande des investissements financiers, humains et temporels plus conséquents. Cependant, il possède aussi de nombreux avantages. Sa durée longue permet d'aborder des thématiques plus en profondeur et sous des angles variés. Il donne la possibilité de faire venir des multiples intervenants et intervenantes ainsi que de multiplier les formes de présentation et d'engagement (atelier participatif, conférence, débats...). Ces éléments combinés permettent de potentiellement toucher un public large et diversifié qui pourra trouver des activités selon leur goût, leur connaissance et leur temps disponible. Ainsi, sur la page web¹⁰⁶ dédiée à l'édition 2019 du festival créée par la bibliothèque de Lyon, on peut retrouver Wikipédia, mais aussi d'autres acteurs du numérique libre et communs comme Framasoft, Musique Libre ou l'ALDIL (Association Lyonnaise pour le Développement de l'Informatique Libre), mentionnés en tant que partenaires de l'évènement. Cette édition avait pour thématique « Mixer, remixer » et avait pour objectif de faire découvrir les différentes actions et communautés portées sur la création numérique dont la majorité sont des acteurs de l'économie. L'un des champs que les équipes de la BML souhaitent faire découvrir avec ce festival est la culture libre : « La culture libre est un mouvement qui promeut le libre accès au savoir, à la culture et aux œuvres culturelles pour tous. La culture libre trouve ses racines dans quatre principes fondateurs du logiciel libre établis par Richard Stallman : liberté d'utiliser, de modifier, d'étudier et de copier. Ces principes ont ensuite été étendus à toutes les œuvres de création et de l'esprit. Le but : permettre à tous et à toutes d'accéder facilement à des informations et à des œuvres culturelles, sans devoir payer, pour améliorer la transmission du savoir. »¹⁰⁷ On retrouve dans ce texte les trois grands éléments des communs à savoir une communauté (représentée par une « culture » et un « mouvement ») fédérée autour de ressources qui font l'objet d'une activité de création et d'usage, organisée par des règles de gouvernances partagées (la liberté d'utiliser étant par exemple garantie par des licences libres). Pour cet évènement, l'encyclopédie Wiki a

¹⁰⁶<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/printemps-du-numerique-3/article/partenaires>

¹⁰⁷<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/printemps-du-numerique-3/decouvrir/culture-libre>

été identifiée comme un de ces acteurs, dont les pratiques ont pu être présentées et valorisées lors du festival.

Contribuer

La bibliothèque peut participer à l'économie des communs en occupant d'un rôle plus actif : celui de contributrice. En effet, elle conserve et parfois produit des biens communs, qu'elle peut offrir à sa communauté locale ou à des communautés extérieures. Ces dernières pourront alors soit bénéficier de ces biens communs, soit créer de nouveaux communs autour d'eux. Lionel Dujol estime qu'il existe deux niveaux d'engagement possibles dans la contribution des bibliothèques. La première et la plus courante consiste pour la bibliothèque à se poser en tant qu'institution dont l'une des missions est d'intégrer les communs en son sein. Un autre niveau d'engagement, plus élevé, mais aussi moins répandu, est de rentrer directement dans la gouvernance d'un ou de plusieurs communs. On s'inscrit alors là une démarche politique : en libérant les savoirs et en participant à une réflexion et une démarche collective, hors de la bibliothèque. Cette démarche contributive est particulièrement bien illustrée par les versements de Rosalis, bibliothèque numérique de Toulouse. Il a fallu établir des plans de publications de ces données afin de pouvoir mettre à disposition une partie de ces collections, former en interne les personnes en charge de ces versements et réfléchir à ce qui va faire l'objet d'un versement ou non. En effet, comme nous le rappelle Dujol, pour qu'un commun soit abouti et perdure dans le temps, cela nécessite une réflexion importante sur les besoins de la communauté, les types d'usage possibles et désirables, ainsi que des règles partagées et ajustables pour les commoners. Une partie de ces règles sont déjà données par Wiki (que nous avons décrites en Partie deux), auxquelles Rosalis ajoute les siennes : par exemple, ils ne versent pas l'ensemble des documents contenus dans leur bibliothèque, seulement ceux qui ne sont pas présent sur Commons, afin d'éviter des redondances qui pourraient rendre illisible et impraticable la plateforme.

Les contributions peuvent certes être réalisées entre bibliothécaires et wikipédien.nes, mais aussi entre bibliothécaires et usager.es. Dans ce cadre, les participant.es deviennent des producteurs et productrices de biens communs, tandis

que les bibliothécaires assurent une mission de soutien et d'accompagnement dans les activités. Les professionnel.les peuvent même aller jusqu'à occuper une place analogue aux participant.es en contribuant à leurs côtés, donnant une dimension plus horizontale à l'activité. La BML a par exemple organisé des ateliers autour du parler lyonnais sur Wiktionnaire. Le dictionnaire est un projet frère de Wikipédia et entretient donc des liens forts avec lui : ils ont en partage la majeure partie de leurs règles de gouvernance et les entrées faites sur l'une peuvent être utilisées pour nourrir l'autre. Aussi, pour les animatrices en charge de l'activité autour du parler lyonnais, le Wiktionnaire peut constituer une bonne porte d'entrée vers l'encyclopédie wiki, ou vers d'autres projets de ce type. Les bibliothécaires jugent les projets de contributions sur Wiktionnaire plus succincts et plus accessibles. Les entrées sont plus courtes que des articles encyclopédiques pour Wikipédia. Elles demandent donc moins de rédaction et parfois moins de recherche préparatoire. Il est par ailleurs plus facile de terminer un projet sur le temps d'un ou de quelques ateliers et donc d'avoir pour le ou la participante la satisfaction d'avoir un projet terminé et possiblement favoriser l'envie de créer de nouvelles contributions par la suite. Enfin, ce type de contribution, comme pour Wikipédia, est adaptable quant aux choix des thématiques abordées, qui peuvent par exemple porter sur un thème local ou d'actualité, permettant d'attirer un public à partir du sujet non de la plateforme de contribution. La notice courte permet aussi d'utiliser différents médiums ou outils comme la rédaction ou encore l'enregistrement sonore et là encore attirer différents profils. Les ateliers de la BML ont bien marché : 20 notices pour de nouveaux mots ont été créées, 71 versements, 42 modifications avec 13 contributeur.ices dont la majorité n'avaient jamais eu d'expérience wikipédienne auparavant. Pour les participant.es, l'expérience a été gratifiante, ludique, et leur a permis d'être sensibilisés à des notions comme le libre.

A partir des différentes expériences contributives réalisées sur les wiki avec leurs publics, les bibliothécaires de Numelyo, Marion Jonget et Hortense Longequeue décrivent leur approche de ces activités comme expérimentales. Elles testent beaucoup de formats et de thématiques pour voir ce qui plaît et ne plaît pas, et essaient d'avoir des échos sur ce qui se passe dans d'autres bibliothèques du pays pour s'en inspirer. L'équipe est ainsi dans la prospective et souhaitent voir comment des personnes qui ne connaissent pas ou ne s'intéressent pas au libre ou au commun peuvent y être sensibilisées ou affiliées aux travers des animations proposées par la bibliothèque à l'aide de plateformes engagées dans les communs comme Wikipédia.

Encapaciter

Le dernier niveau d'action de la bibliothèque publique consiste à encapaciter ses publics, c'est-à-dire leur faire gagner en agentivité. Cet élément est particulièrement important dans le cadre des communs. Comme nous l'avons déjà montré, il n'existe pas de commun en dehors de l'activité des commoners qui doivent être capable de gouverner leurs usages, leurs ressources et leurs relations. Le commun implique de l'action et de la concertation collective ainsi qu'une responsabilité partagée, et il n'y a pas d'intérêt à la valorisation si on ne se saisit pas des biens produits. La bibliothèque publique peut donc jouer un rôle en équipant les personnes à participer à des communs, comme Wikipédia. La plateforme est particulièrement idéale pour travailler cette compétence et propriété qu'est l'agentivité, car elle permet par l'action directe de la développer. Tout d'abord, une personne agissante est bien souvent une personne se sentant légitime à agir. La description qu'Yvan Hochet fait de atelier de contribution Wikipédia dans son établissement est éclairante sur ce point. Il nous explique que par l'accompagnement et la mise en pratique, les animateur.ices parviennent à rassurer des personnes qui ne se sentiraient pas autorisées à devenir contributeur.ice de l'encyclopédie. Ce type d'atelier, en particulier lorsqu'ils prennent la forme d'un apprentissage collectif et sont menés de façon non descendante peuvent être perçus comme des environnements sécurisants pour les participant.es novices. Or, David Lankes nous rappelle qu'il existe une dimension émotionnelle à l'apprentissage¹⁰⁸. Nous nous sentons plus capables d'appréhender un nouveau domaine dans un espace où nous nous sentons en confiance. Cette confiance passe par le sentiment de ne pas être jugé, de pouvoir faire des erreurs ou encore d'être soutenu dans ses recherches. La présence de médiateur ou médiatrice participant à la contribution et l'utilisation d'une plateforme dont la gouvernance encourage l'essai et ne condamne pas l'erreur favorisent la construction d'une confiance, qui encapacite les usager.es.

¹⁰⁸ LANKES, R. David, 2023. The Lankes Corollaries. Access: An International Journal of Nepal Library Association. 5 octobre 2023. Vol. 2, n° 01, pp. 200-208. DOI 10.3126/access.v2i01.58999.

Un second levier identifié pour cet encapacement consiste en un changement de regard sur l'utilisateur ou usagère, qui doit se traduire en un rapport renouvelé à ces dernier.es. C'est une idée qu'on retrouve régulièrement dans *Communs du savoir et bibliothèques* :

« L'utilisateur ne s'appréhende plus seulement comme un individu manifestant un besoin documentaire, mais aussi comme une personne détentrice d'un savoir dont il faut faciliter la circulation. Ainsi, les usagers et usagères deviennent des acteurs d'un espace d'apprentissage collaboratif. » (p.175)

« Le développement de la médiation numérique a permis aux usagers et usagères des bibliothèques d'échanger avec les contenus et de commencer à s'approprier les savoirs. Il est maintenant temps d'aller plus loin si l'on veut que le patrimoine soit un bien à proprement parler commun : il ne suffit plus qu'il soit ouvert à tous, il est désormais possible qu'il soit enrichi, documenté, voire produit par tous. » (p.135)

ou encore plus directement au sujet de la bibliothèque et de Wikipédia :

« Cette reconnaissance de l'utilisateur comme ressource potentielle est d'autant plus nécessaire qu'il est déjà reconnu comme tel sur internet. [...] Le succès de Wikipédia montre ce qu'il est possible de faire en mutualisant les ressources d'un public large, qui n'est pas un public sélectionné au départ sur des compétences reconnues. » (p.43)

Comme tout un chacun, les usager.es fréquentant la bibliothèque sont en capacité de produire des biens autour de leurs connaissances individuelles et collectives. La présence de « simples » résident.es dans le groupe de travail brestois autour des voies de la ville en témoigne. Chacun.e dispose de capacités permettant de contribuer à différents niveaux à l'élaboration des ressources, ici numériques, ainsi qu'à l'entretien de communs. Les programmations des bibliothèques avec Wikipédia rendent visibles aux usager.es les compétences qu'ils et elles possèdent déjà, celles que d'autres possèdent et sont prêt.es à partager, ainsi que les espaces organisés et disposés à les accueillir, les intégrer et à les transformer en commoners.

3.1.3 L'évidence du commun en bibliothèque ?

Les entretiens que nous avons effectué montrent que la notion de commun n'est pas explicitement mobilisée par les spécialistes des bibliothèques : le terme même reste souvent flou. Pierre Moison explique ainsi qu'il ne « connaît pas tant que ça » le concept, qu'il l'associe spontanément au libre et qu'il se réfère aux travaux de Silvère Mercier et de Lionel Dujol. De la même manière, Lionel Dujol observe que les premières personnes à s'être emparées de cette notion étaient « très militantes, voire un peu rentre-dedans », tandis qu'aujourd'hui le concept s'est plus diffusé dans le secteur culturel. En fait, comme il le souligne « ce n'est pas la notion de commun qui est mobilisante, mais les actions relatives à celui-ci » : on parle en bibliothèque d'*open content*, de science ouverte ou de domaine public, mais moins de « communs » comme tel.

Pour autant, de nombreuses pratiques quotidiennes des bibliothèques s'inscrivent clairement dans une logique de communs de la connaissance. De fait, de nombreuses institutions travaillent à mettre leurs collections dans le domaine public numérique ou sous licences ouvertes (Creative Commons, etc.) pour garantir cette appropriation citoyenne des ressources. Malik Diallo sur Rennes et Nancy a participé au développement des projets utilisant des logiciels libres (par exemple des postes passés sous Linux à Nancy) et a formé des bibliothécaires aux bases de la contribution Wikimédia. L'objectif est de concevoir l'établissement comme une « place publique des savoirs », en travaillant à faire se rencontrer les publics et des ressources libres à leur service. Dans cette optique, les bibliothécaires encouragent aussi la co-construction des savoirs : ils reconnaissent que certains usagers et certaines usagères sont expert.es dans leur domaine et peuvent contribuer à la création de savoir, par exemple en améliorant des articles Wikipédia. Cela va dans le sens d'une éducation aux médias et à l'information (EMI) critique — filtrer les sources et croiser les points de vue — tout en affirmant les droits culturels des citoyens et citoyennes à participer à la vie culturelle.

On voit donc que, bien que le terme « commun » ne soit pas toujours utilisé, l'esprit de ce dernier est un élément sous-jacent fort dans les missions des

bibliothèques. Les professionnel.les des bibliothèques partagent avec Wikipédia et le mouvement du libre un désir commun : faciliter l'accès et la réutilisation des connaissances pour tous. Concrètement, le numérique accentue encore cette dynamique : la diffusion sur Internet (numérisation, entrepôts ouverts, partages collaboratifs) multiplie les possibilités de partage. D'après les témoignages recueillis, les bibliothécaires réorientent de plus en plus leurs actions vers des formes « ouvertes » et collaboratives, sans nécessairement les baptiser formellement « communs ».

Ces activités confirment que bibliothèques et acteur.ices de Wikipédia convergent vers un même désir de commun : celui de valoriser et de protéger les ressources du patrimoine collectif à travers des actions concrètes d'ouverture et de partage.

3.2 TENSIONS ET AJUSTEMENTS

3.2.1 Les freins

La mise en œuvre de ces projets n'est pas sans générer certaines tensions qui doivent être prises en compte et faire l'objet d'ajustements. Ces tensions sont essentiellement le résultat de conflits entre une ambition collective envers les communs et la réalité quotidienne en bibliothèque publique. Trois types de tensions ont été évoquées à plusieurs reprises au cours de nos entretiens.

Une réticence à l'ouverture ?

Un frein possible quant à l'établissement de la bibliothèque publique comme vitrine ou maison des communs est une réticence à l'ouverture. Nous entendons par là une difficulté à concevoir un travail sur le long terme avec des partenaires comme Wikipédia, en vue de leur fournir des ressources matérielles, humaines ou temporelles au travers d'actions collaboratives. Ce réflexe propriétaire sur ses collections ou sa force de travail peut s'expliquer par différentes raisons. Marion Jonget et Hortense Longequeue évoquent ainsi un sentiment de dépossession qui peut se faire ressentir lors de ces collaborations : il est possible d'avoir la sensation de travailler pour une entité extérieure et pour une communauté qui n'est pas forcément son public. Dès lors, il semble que le travail accompli dépasse non seulement le cadre de ses fonctions, mais aussi celui des missions confiées aux bibliothèques et dont le budget et les actions risquent d'être perçues comme « détournées » pour des activités annexes, aussi

intéressantes qu'elles puissent être. Patrick Hernebring retrouve cette même crispation chez certain.es de ses collègues qui ne conçoivent pas travailler pour des plateformes ou sur des outils qui ne sont pas les leurs, et qui donc ne représentent pas leur institution. Ce sentiment est d'autant plus renforcé dans des actions comme les versements vers des plateformes wiki, extérieures, car si la visibilisation de leurs collections devient plus importante, elle est aussi relativement indirecte. Il estime alors que pour infléchir cette situation, il faut que ce travail soit ancré dans la culture de l'institution et soit donc perçu comme une mission cohérente avec le projet d'établissement ou de service. Cela nécessite aussi de sensibiliser en interne ses équipes sur les missions portées par wiki, sur leurs modes de gouvernance, et d'échanger sur des projets déjà réalisés dans d'autres bibliothèques.

Une autre raison donnée pour justifier de la restriction de l'ouverture des ressources des bibliothèques, par exemple lorsque celle-ci numérise par elle-même des documents, est celle d'amortir le coût de ce travail. On retrouve ce problème notamment du côté des ressources patrimoniales, dont la mise sous droits de documents issus du domaine public fait particulièrement débat. Certaines institutions numérisent des documents et objets de leurs collections tombés dans le domaine public. Elles ont alors le choix de placer ces reproductions numériques sous la licence qu'elles souhaitent et certaines décident d'utiliser des licences propriétaires. Il est alors nécessaire de payer les institutions ou a minima leur demander leur accord pour utiliser ces documents. Du côté des défenseurs des communs du savoir, on parle de *copyfraud* pour désigner la mise en place de droits de propriété sur des objets qui devraient a priori être des biens communs : pour Lionel Morel cela s'apparente à la mise en place d'enclosures par la bibliothèque. Cela est d'autant plus grave pour Lionel Dujol que, dans le cas des bibliothèques publiques, les ressources sont aussi le résultat d'un travail et d'un financement collectif et public : elles doivent donc être offertes en retour à la communauté.

On retrouve là un argumentaire similaire à celui de l'*open science* dans le cas des recherches financées par les institutions publiques. Plusieurs interlocuteurs ont cependant relativisé sur l'importance qu'aurait ce débat dans la communauté professionnelle. Pour Malik Diallo, Lionel Morel et Patrick Hernebring, ces

questions font de moins en moins débat. Bien que toujours présentes, ces *copyfrauds* tendent à diminuer, et sont perçues plutôt défavorablement par les professionnel.les. Par ailleurs, pour Malik Diallo, cette question d'ouverture des droits est devenue centrale en bibliothèque publique aussi bien que dans d'autres types d'institutions culturelles.

La question du manque de moyens

Un frein évident au succès de ces actions est le manque de moyens, qu'ils soient humains, temporels ou matériels, attribués pour leur réalisation. C'est un point qui est revenu à plusieurs reprises lors de nos entretiens. Un de nos interlocuteurs nous explique ainsi que son service est actuellement sous doté, notamment au niveau du personnel. L'animation et la gestion quotidienne repose alors sur un nombre trop faible d'agent.es qui doivent prioriser certaines actions au détriment d'autres. Actuellement, et en accord avec les tendances des bibliothèques publiques, la priorité est essentiellement mise sur l'EMI et sur l'inclusion numérique. La question des communs peut être accrochée à ces objectifs, mais seulement à la marge. Il existe dans certains services des groupes de travail ponctuels sur ces questions, mais on retrouve les mêmes types de difficultés en leurs seins. Il faut notamment réussir à négocier du temps de travail pour ces activités. Cette sous-dotation, combinée à une organisation du travail qui est certes prolifique, mais qui manque d'axes pour structurer les différentes actions, créent dans le service d'une personne interrogée une souffrance qui de fait n'encourage pas à la poursuite de ces activités sur le long terme. Les moyens dont disposent les bibliothécaires influent fortement sur leur environnement de travail, et sur leur capacité à proposer un panel d'activité large. Cette question a bien été identifiée par les bibliothèques rennaises. Actuellement, les différentes bibliothèques du réseau de quartiers disposent de cinq médiateurs et médiatrices et deux conseillers numériques, auxquels s'ajoutent une médiatrice numérique et un conseiller de la métropole (à temps partiel) posté.es aux Champs Libres. Malik Diallo souhaite aussi renforcer ces effectifs dès que cela sera possible. La présence d'une équipe en nombre suffisante leur permet ainsi de tenir sur le long terme leurs engagements " classiques ", mais aussi des actions régulières autour du libre et du commun, qui sont intégrées à leurs missions en tant qu'institution. Ainsi, il y a une programmation faite avec des médiateurs du numérique qui produisent des ateliers dont le contenu et la forme des ateliers va dépendre des lieux, des bibliothèques et des

publics qui la fréquentent et qui permet d'avoir une programmation personnalisée, et plus susceptible de rencontrer du succès du fait d'un véritable ancrage local.

Succès des actions avec les usagers et usagères

Le succès des actions réalisées, notamment celles auprès des usager.es, restent un point de tension évident. Pour être renouvelée, une action doit justifier de son intérêt, de sa fréquentation et de ses résultats. Sans cela, elle est condamnée à ne pas recevoir de financement supplémentaire, ainsi que de créer des défections de la part des équipes qui ne souhaitent pas renouveler des expériences vouées à l'échec. La réussite des différentes actions étudiées sont mitigées : certaines, comme la création d'entrées autour du parler lyonnais dans Wiktionnaire ont rencontré un franc succès, d'autres comme la mise à disposition d'une salle, d'un espace dédié dans la bibliothèque pour créer des liens entre wikimédien.nes et usager.es le sont moins. Ainsi, Sylvie, wikimédienne, témoigne qu'elle et ses collègues reçoivent assez peu de visites lors de leur présence aux Capucins. Bien que la disposition de l'espace et la communication de la bibliothèque ont été travaillées pour signaler leur présence, peu de personnes se manifestent. Elle formule deux hypothèses au sujet de cette faible fréquentation. Il est possible que malgré les tentatives pour rendre leur espace accueillant les personnes restent intimidées et ne sentent pas autorisées à venir les rencontrer (peur de déranger leur travail ? peur en tant que novices ?). Elle envisage aussi que le public puisse tout simplement ne pas être particulièrement intéressé par Wikipédia ou par les activités proposées.

Cette question de l'intérêt que représente le libre et le wiki est sujet à réflexion chez Pierre Moison, responsable du service numérique à la BML. Tout d'abord, il estime qu'il est plus simple de créer des projets autour d'une thématique qui fédère déjà une communauté. Il sera possible d'accrocher des personnes passionnées par la thématique abordée en atelier, mais qui ne le sont pas forcément sur les outils numériques ou les communs. Par ailleurs, certaines de ces communautés peuvent faire preuve de moins d'appréhension au sujet de créer et de diffuser des ressources : elles connaissent en amont les sujets traités, et ont l'habitude de fréquenter des documents en lien avec ceux-ci. L'un des enseignements majeurs du terrain est qu'il est plus aisé d'animer des actions participatives — comme des

ateliers de contribution Wikipédia — lorsque la bibliothèque s’appuie sur une communauté culturelle préexistante. Trois initiatives françaises illustrent parfaitement cette logique. À Marseille, l’initiative *WIKITAKE* conjugue action contributive et appropriation locale. En 2017, autour du quartier des Riaux, la Maison Municipale d’Arrondissement (MMA)¹⁰⁹ et l’association Didac’ressources ont mobilisé les habitant·es pour produire des articles sur Wikipédia. Plusieurs activités se sont succédées : une première journée conviviale de collecte de souvenirs (photos, archives, témoignages), une sortie au centre de documentation du Musée d’Histoire pour approfondir les sources, suivie d’un édit-a-thon sur Wikipédia Commons, puis d’une exposition publique des résultats obtenus autour du quartier. Tout cela s’est organisé avec une forte mobilisation de la communauté locale existante, favorisant la participation et l’appropriation du projet par les habitant·es eux-même. À Strasbourg, les bibliothèques s’appuient sur des groupes locaux structurés comme *La Cab’alsacienne* pour animer des ateliers réguliers. En outre, des ateliers à la BNU sont régulièrement organisés sur de thématiques comme les personnalités alsaciennes ayant marquées l’histoire — en collaboration avec le groupe Wikistub — permettant à chacun et chacune de découvrir la contribution de façon encadrée, en s’appuyant sur les communautés linguistiques et médiatiques locales. À Nancy, lors des Journées de l’Art nouveau¹¹⁰ (7 juin 2025), un atelier de contribution Wikipédia a été organisé dans le cadre de la célébration du style Art nouveau. Cette action, coordonnée avec le Réseau Art nouveau et financée par le programme Europe Créative, a permis de rassembler autour d’un thème culturel fort — l’Art nouveau nancéien — un public mixte (habitants, passionné·es d’architecture), facilitant les échanges et la contribution collective. Ces trois initiatives montrent que l’efficacité des animations contributives dépend largement de l’ancrage culturel et communautaire : à Marseille, l’écriture collective autour des *Riaux* valorise les archives citoyennes et stimule une appropriation mémorielle ; à Strasbourg, les contributions s’appuient sur des communautés linguistiques (alsacienne, universitaire) structurées par Sheffield ou la BNU ; Nancy, la thématique patrimoniale (Art nouveau) fédère une communauté déjà sensibilisée à cette culture. Ces exemples illustrent que, pour susciter un désir de commun partagé, il est pertinent de lancer ces actions sur de thèmes incarnés dans une identité locale forte, ouvertement relayés par des acteurs culturels ou associatifs présents sur le territoire. On arrive donc par ce biais

¹⁰⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:Les_Riaux

¹¹⁰ <https://musee-des-beaux-arts.nancy.fr/agenda/details-agenda?uuid=59289cfa-0f9a-11f0-8c38-670851858849>

à mobiliser leurs intérêts pour les amener sur le terrain du libre et du commun. Nous avons enfin noté que, au fil de nos entretiens, comme beaucoup d'autres types d'animation en bibliothèque publique, il peut être difficile de toucher des publics variés. A Brest et à Lyon, ce sont surtout les seniors et retraité.es qui se déplacent sans que les bibliothécaires parviennent à en identifier les raisons (en dehors de leur plus grande disponibilité).

3.2.2 Éléments indispensables à la pérennité des actions

Les tensions que nous avons exposées peuvent fragiliser la pérennité des expériences menées autour des communs. A l'inverse, certains éléments peuvent les renforcer.

Collaborations internes et externes

Si nous avons exposé l'importance des collaborations entre Wikipédia et les bibliothèques publiques, il nous semble important de souligner que les collaborations internes sont tout aussi importantes. Les collaborations entre services d'un même établissement peuvent être bénéfiques en ce qu'elles permettent de mutualiser des actions communes, et peuvent partiellement répondre au frein qu'est le manque de personnel. Pierre Moison, responsable du service numérique à la BML, évoque ainsi son désir de collaborer plus étroitement avec Numelyo, dont les activités avec Wikipédia et la culture libre sont nombreuses. Numelyo est identifié comme étant le service qui porte ces enjeux, c'est grâce à Numelyo par exemple que l'établissement a été labellisé par Wikimedia. Ils disposent donc d'une expertise et de compétences qui, alliées à celle du service numérique, pourraient déboucher sur des projets communs. Il pointe du doigt l'importance que pourrait avoir un relai afin de faciliter les échanges entre les services. A Rennes, cette mutualisation existe au sein de l'établissement. Les Champs Libres réunient en son sein plusieurs établissements culturels qui comprennent notamment la bibliothèque et un musée. Ce dernier est fortement engagé dans la culture libre et a entrepris de nombreuses actions autour et avec

Wikipédia et d'autres projets frères (comme des versements sur Commons ou encore une résidence). Ainsi, aux Champs Libres les projets avec Wiki sont pilotés au niveau de l'institution, et pas seulement par l'une de ces entités. Cela permet à l'établissement de créer une culture partagée autour du libre et du commun : ces enjeux sont ancrés dans l'identité du lieu et de ses professionnel.les.

Une autre collaboration interne essentielle, dans la mesure où la majorité de ces biens communs sont numériques, est celle avec la DSI de l'établissement. Yvan Hochet explique que dans la constitution de son projet d'équipe concernant le numérique, qui comprend des éléments sur le libre et le commun, l'avis de la DSI joue un rôle important. Ils doivent pouvoir négocier entre ce que le service veut réaliser, et ce que la DSI peut soutenir ou non (en termes de moyen ou de sécurité). Le soutien de ce service peut être précieux, à condition d'une bonne connaissance mutuelle/d'entretenir de bonne relation avec cette dernière et de prendre en compte l'aspect de la sécurité qui est une priorité pour lui. Ainsi, Pierre Moison nous raconte comment une copy party réalisée avec l'ADIL fut une mauvaise expérience pour la bibliothèque et l'association. Une copy party consiste à réaliser des copies privées de documents à partir de sources disponibles, en utilisant leur propre matériel, dans le respect du droit d'auteur et de la législation. Mais à cause des problèmes de proxy, paramétrés par la DSI il fut très difficile d'installer quoi que ce soit. Dans ce cadre, on comprend que l'usage de certains outils numériques, notamment dans le cadre du libre et du commun, nécessite d'être négocié pour anticiper ce qu'il n'est pas possible de faire et ce qu'on veut pouvoir expérimenter.

En dehors des wikipédien.nes, des collaborations externes peuvent être intéressantes, là encore pour mutualiser du travail et échanger des compétences. Rosalis coopère régulièrement avec d'autres musées. Un certain nombre de documents numérisés sont versés directement sur Rosalis plutôt que sur leurs propres photothèques, et peuvent faire l'objet de versements sur des projets wiki, ou d'une ouverture avec des licences libres. Rosalis dispose de plans de numérisation partagés ainsi des négociations d'accords autour de l'ouverture des droits, droits que Rosalis souhaite les plus ouverts possibles.

Cette ouverture des droits est par ailleurs sujet à tension pour des équipes de bibliothèques, car pour certaine personne les milieux de l'open content et commun peuvent être perçus comme fermés, auxquels il peut être difficile de se lier avec eux. Avec le label culture libre, Rosalis pensaient obtenir l'or. Mais, Wikimedia a considéré

que les CGU de Gallica (BnF) ne sont pas totalement ouvertes, malgré le fait qu'ils avaient déposé beaucoup plus de documents que d'autres établissements en libre. Ils auraient aimé recevoir plus de soutien de la fondation afin d'être encouragés dans une ouverture progressive des droits dont ils ne peuvent pas toujours négocier une ouverture complète.

Soutien de la tutelle

Toujours en interne, le soutien de la tutelle demeure un pilier essentiel dans la solidification de ces expériences et dans leur institutionnalisation dans l'établissement. Plusieurs de nos entretiens révèlent que ce soutien peut manquer, et affecter négativement les actions menées. À Lyon, la hiérarchie est au courant de la thématique des communs. On peut évoquer ainsi une interview¹¹¹ d'Ophélie Ramonatxo, directrice de la BML, qui évoque des projets de co-constructions comme « Biblio-remix ». Nous constatons par ailleurs que le projet d'établissement de 2021-2026 évoque lui-même la notion de "commun". Pourtant, cela reste peu incarné en pratique, d'après nos retours en entretien. Les actions ne font pas l'objet de feuilles de route annuelles. Là encore, le travail est beaucoup plus axé sur l'accès au droit, l'égalité et à l'inclusion numérique. Le constat est le même pour Rosalis. Pour le label culture libre, il faut une signature de l' élu, obtenue, mais il manque un suivi ou une communication malgré la médaille d'argent reçue. Cet engagement demeure souvent au second plan. Malgré cela les thématiques continuent d'être travaillées par les institutions. Lorsque Toulouse avait pour maire M.Cohen, il a existé un élan sur les communs, l'open. Il y a eu une convention de signée sur la question avec Wikimedia, avec des événements organisés, la création d'open data dans les administrations toulousaines, dans laquelle bibliothèque était encouragée à verser des données. Les établissements étaient très accompagnés et portés à ce moment, ce qui est moins le cas aujourd'hui. Une raison possible à ce manque de soutien de la nouvelle tutelle est que cette dernière peut avoir l'impression de travailler pour autres choses que la bibliothèque et préfère se recentrer ses missions traditionnelles. Par exemple, nous savons qu'un service de bibliothèque interrogé avait un projet lié au commun avec les musées, mais il

¹¹¹<https://www.petit-bulletin.fr/article-79352-ophelie-ramonatxo-nous-voulons-penser-collaborativement-la-bibliotheque.html>

voulait que cela vienne de plus haut que lui. Il a écrit une lettre toute faite que le directeur avait simplement à envoyer, ce qui n'est pas fait. Cela n'émane pas d'une volonté de bloquer le projet, ni même d'un scepticisme : il n'est pas contre le projet, mais cela n'est pas considéré comme un dossier prioritaire.

Vers une institutionnalisation ?

Quelques pistes ont été formulées par nos interlocuteur.ices afin d'institutionnaliser la démarche. À Lyon, afin de valoriser les actions réalisées auprès de Wikipédia ou d'autres communs, certaines fiches de postes ont été mises à jour pour inclure la mention de l'ouverture des données culturelles et des compétences associées. Les bibliothécaires estiment que cette mention est importante car elle entérine les besoins nécessaires à la réalisation de ces missions, et facilite l'organisation du temps de travail pour cela, et que ce travail entre dans leurs missions. Aussi, l'équipe souhaite institutionnaliser les relations qu'elle entretient avec Wiki pour que cela ait un sens en termes de projet d'établissement. Cela passe en partie par la labellisation : celle-ci nécessite la signature de la direction de l'établissement, ce qui constitue un positionnement de l'institution. D'autres éléments sont évoqués. Par exemple, l'équipe de Numelyo suggère que la possibilité d'avoir un compte professionnel de contributeur wiki pourrait participer de cette dynamique. Évoquée précédemment, la signature d'une convention entre Wikimedia et la mairie toulousaine mais aussi avec la mairie de Brest est une forme d'institutionnalisation, faite cette fois à l'échelle de la commune. Elle permet de défendre la pertinence de ces projets et là encore de créer une culture partagée autour de ces thématiques facilitant les échanges et les contributions.

CONCLUSION

Depuis le XX^e siècle, les bibliothèques publiques s'affirment comme des institutions essentielles dans la démocratisation de l'accès au savoir, en défendant des valeurs d'ouverture et d'universalité. Gratuité de l'abonnement, lutte contre la fracture numérique ou encore mobilisation autour des droits culturels : autant d'initiatives qui témoignent de leur rôle historique de garantes de l'accès égalitaire à l'information. Dans ce mémoire, nous avons choisi d'explorer cette mission sous l'angle spécifique de leur rapport aux communs de la connaissance, en étudiant plus particulièrement leurs collaborations avec l'encyclopédie numérique Wikipédia.

L'examen de ces initiatives a mis en évidence une convergence forte entre les valeurs portées par les bibliothèques et celles incarnées par Wikipédia. Dans un contexte marqué par les enclosures — restrictions juridiques, techniques ou économiques qui limitent la circulation et le partage des savoirs —, Wikipédia apparaît comme une forme de résistance, en proposant un modèle fondé sur la mise en commun et l'ouverture. De son côté, la bibliothèque publique trouve dans ce partenariat une manière d'élargir ses missions traditionnelles en investissant pleinement le champ numérique et en rendant visibles de nouvelles pratiques de médiation. La création du projet GLAM en 2008, qui formalise le lien entre institutions culturelles et projets Wikimedia, illustre cette convergence de manière exemplaire.

Pour autant, comme le rappelle Lionel Dujol, la bibliothèque publique n'est pas en elle-même un commun : elle en partage certaines caractéristiques, telles que l'existence d'une communauté et la présence de biens communs en son sein, mais sa gouvernance demeure institutionnelle et non partagée. Cela ne l'empêche cependant pas de participer activement à l'économie des communs. Elle dispose ainsi d'un double rôle : d'une part, elle met en circulation les communs existants dont elle est dépositaire (par exemple le domaine public numérisé), d'autre part, elle encapacite des communautés à se fédérer autour d'initiatives collectives comme Wikipédia, en les accompagnant dans la production et la diffusion de savoirs.

Les collaborations entre bibliothèques et projets Wikimedia se traduisent concrètement par une diversité d'actions : ateliers de contribution, formations

internes pour les professionnel.les, partenariats éditoriaux, partages de connaissances entre bibliothécaires et wikimédien.nes. Ces initiatives permettent non seulement de renforcer Wikipédia en tant que commun — en lui apportant de nouvelles ressources et expertises —, mais aussi d'intégrer et de diffuser la culture des communs dans les bibliothèques et auprès de leurs publics.

Certaines bibliothèques françaises se distinguent déjà par leur engagement pionnier. Les exemples de Rosalis (Toulouse) et des Champs Libres (Rennes) montrent que ces collaborations ne se limitent pas à des projets ponctuels : elles participent à une véritable institutionnalisation de l'esprit des communs, que ce soit à travers la reconnaissance officielle de missions liées au libre et aux communs, l'intégration de cet esprit dans les projets d'établissement ou encore la formalisation des missions « communales » dans les fiches de poste. Ces établissements tendent ainsi à devenir de véritables « maisons des communs », où l'ouverture, le partage et la co-construction des savoirs s'inscrivent au cœur même de l'action publique.

En définitive, l'étude de la relation entre bibliothèques publiques et communs du savoir permet de mieux comprendre comment ces institutions, tout en demeurant inscrites dans une logique de service public, participent à un mouvement plus large de réappropriation collective de la connaissance.

BIBLIOGRAPHIE

ABF, 2021. Ni concurrentielles, ni privatisables, les bibliothèques sont des biens communs au service de tous. 2 mars 2021. Paris.

AMABILE, Serge, PENERANDA, Adrien et HALLER, Coralie, 2018. Management des biens communs de la connaissance : principes de conception et gouvernance de l'action collective. Systèmes d'information & management. 19 juillet 2018. Vol. Volume 23, n° 1, pp. 11-40. DOI 10.3917/sim.181.0011.

BERKES, Fikret, 2017. Sacred Ecology. Routledge. ISBN 978-1-315-11464-4.

BEY, Sébastien, BERTHELOT, Jean-Frédéric et JUHEL, Vincent, 2012. Partenariat Wikimedia France Bibliothèque nationale de France. Wikimedia France.

BIB'LIB, 2022. CHARTE du droit fondamental des citoyens à accéder à l'information et aux savoirs par les bibliothèques. 2022. Paris.

BOYLE, James, 2003. The Second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain. Law and Contemporary Problems. 2003. Vol. 68, n° 1/2, pp. 33-74.

BRIAND, Michel, 2015. Gouvernance contributive, réseaux coopératifs locaux et communs. Éthique publique. 1 septembre 2015. N° vol. 17, n° 2. DOI 10.4000/ethiquepublique.2297.

BROCA, Sébastien et CORIAT, Benjamin, 2015. Le logiciel libre et les communs. Revue internationale de droit économique. 23 novembre 2015. Vol. t. XXIX, n° 3, pp. 265-284. DOI 10.3917/ride.293.0265.

CANET, Raphaël, [sans date]. Qu'est-ce que la gouvernance. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.chaire-mcd.ca/>

l'organisation sociale. 1 Jean-Pierre Gaudin, Pourquoi la gouvernance ?, Paris, Presses de la FNSP, coll. La bibliothèque du citoyen, 2002, p.11. 2 Jean-Pierre Gaudin, op. cit., p.37.

CARBONE, Pierre, 2023. Les bibliothèques. Presses Universitaires de France. ISBN 978-2-7154-1955-1.

CARDON, Dominique, 2015. Surveiller sans punir. La gouvernance de Wikipédia. In : Wikipédia, objet scientifique non identifié. Presses universitaires de Paris Nanterre. pp. 15-39.

CARDON, Dominique et LEVREL, Julien, 2009. La vigilance participative. Une interprétation de la gouvernance de Wikipédia. Réseaux. 10 avril 2009. Vol. n° 154, n° 2, pp. 51-89. DOI 10.3917/res.154.0051.

CARLSON, J. M. et DOYLE, John, 2002. Complexity and robustness. Proceedings of the National Academy of Sciences. 19 février 2002. Vol. 99, n° suppl_1, pp. 2538-2545. DOI 10.1073/pnas.012582499.

CHARDEAUX, Marie-Alice, 2006. Les choses communes. Paris : LGDJ.

CHEVALLIER, Jacques, 2012. Le service public. Presses Universitaires de France. ISBN 978-2-13-059504-5.

CHIRIAC, Emanuela, 2015. Wikipédia, la chimère du savoir libre. Documentation et bibliothèques. 6 octobre 2015. Vol. 61, n° 4, pp. 159-166. DOI 10.7202/1033436ar.

CORIAT, Benjamin, 2013. Des communs “ fonciers ” aux communs informationnels. Traits communs et différences. In : Propriété et Communs. Les nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée.,. Paris. 2013. pp. 1-29.

CORNU, Marie, ORSI, Fabienne et ROCHFELD, Judith, 2021. Dictionnaire des biens communs. Paris : PUF.

CRETOIS, Pierre, 2015. La propriété repensée par l'accès. *Revue internationale de droit économique*. 10 février 2015. Vol. t. XXVIII, n° 3, pp. 319-334. DOI 10.3917/ride.283.0319.

CROSNIER, Hervé LE, 2018a. Communs numériques et communs de la connaissance. *Tic & société*. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 1-12. DOI 10.4000/ticetsociete.2348.

CROSNIER, Hervé LE, 2018b. Une introduction aux communs de la connaissance. *Tic & société*. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 13-41. DOI 10.4000/ticetsociete.2481.

ČUKIC, Iva, 2020. *Evolution of Libraries as Commons : Key Characteristics and Elements for the Evolution of Libraries as Democratic Infrastructures*. Goethe-Institut Kroatien.

D. STINSON, Alexander, FAUCONNIER, Sandra et WYATT, Liam, 2018. *Stepping Beyond Libraries: The Changing Orientation in Global GLAM-Wiki*. *JLIS.it*. juillet 2018. Vol. 9, n° 3, pp. 16-34.

DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian, 2014. *Commun*. Paris : La Découverte.

DAWE, Lydia et ROBINSON, Ainslie, 2017. Wikipedia editing and information literacy: a case study. *Information and Learning Science*. 9 janvier 2017. Vol. 118, n° 1/2, pp. 5-16. DOI 10.1108/ILS-09-2016-0067.

DECHAMP, Gaëlle et PELISSIER, Maud, 2019. Les communs de connaissance dans les « fablabs ». *Revue Française de Gestion*. 5 mars 2019. Vol. 45, n° 279, pp. 97-112. DOI 10.3166/rfg.2019.00333.

DESMARCHELIER, Benoît, DJELLAL, Faridah et GALLJ, Faïz, 2025. *Public Libraries as Social Innovators*. *Public Library Quarterly*. 2 janvier 2025. Vol. 44, n° 1, pp. 1-20. DOI 10.1080/01616846.2024.2357399.

DESRICHARD, Yves et BSSARD MARIE-ALIX, 2011. Les bibliothèques dans le renouveau de la propriété intellectuelle : considérations liminaires. *Bulletin des bibliothèques de France*. 2011. N° 3, pp. 11-14.

DUJOL, Lionel, 2017. *Communs du savoir et bibliothèques*. Paris : Editions du Cercle de La Librairie.

DULONG DE ROSNAY, Melanie, 2021. *Open Access Models, Pirate Libraries and Advocacy Repertoires: Policy Options for Academics to Construct and Govern Knowledge Commons*. *Westminster Papers in Communication and Culture*. 31 mars 2021. Vol. 16, n° 1. DOI 10.16997/wpcc.913.

DULONG DE ROSNAY, Mélanie et STALDER FELIX, 2020. *Digital commons*. *Internet Policy Review*. 17 décembre 2020. Vol. 9, n° 4. DOI 10.14763/2020.4.1530.

FEDERICI, Silvia, 2014. *Caliban et la sorcière*. Paris : Entremonde.

FORTE, Andrea, LARCO, Vanesa et BRUCKMAN, Amy, 2009. *Decentralization in Wikipedia Governance*. *Journal of Management Information Systems*. 8 juillet 2009. Vol. 26, n° 1, pp. 49-72. DOI 10.2753/MIS0742-1222260103.

GEERT, Lovink et TKACZ, Nathaniel (éd.), 2011. *Critical point of view: a Wikipedia reader*. Amsterdam : Institute of Network Cultures.

GRIGAS, Aislinn, [sans date]. *Statistiques de Wikimédia*. [en ligne]. Disponible à l'adresse : [https://stats.wikimedia.org/#/fr.wikipedia.org/reading/unique-devices/normal|line|2-year|\(access-site\)~mobile-site*desktop-site|monthly](https://stats.wikimedia.org/#/fr.wikipedia.org/reading/unique-devices/normal|line|2-year|(access-site)~mobile-site*desktop-site|monthly) [Consulté le 10 août 2025].

HARDIN, Garrett, 1962. The Tragedy of the Commons. Science, New Series. décembre 1962. Vol. 162, n° 3859.

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich, 1970. Encyclopédie des sciences philosophiques. In : La Science de la logique. Paris : Vrin. pp. 592.

HELLER, Michael A., 1998. The Tragedy of the Anticommons: Property in the Transition from Marx to Markets. Harvard Law Review. janvier 1998. Vol. 111, n° 3, pp. 621. DOI 10.2307/1342203.

HESS, Charlotte et OSTROM, Elinor (éd.), 2006. Understanding Knowledge as a Commons. The MIT Press. ISBN 978-0-262-25634-6.

IMMANUEL, Kant, 2020. Qu'est-ce que les Lumières ? Paris : Flammarion.

JACOB, Christian; ROBERT, SYLVIE; ROMBAUTS-CHABROL Tiphaine, 2023. Bibliothèques, objets politiques. Paris : Bulletin des bibliothèques de France.

JOBARD, Fabien, GEERAERT, Jérémy, LAUMOND, Bénédicte, MÜTZELBERG, Irina et ZEIGERMANN, Ulrike, 2020. Sociologie politique des passeurs. Revue française de science politique. 5 octobre 2020. Vol. Vol. 70, n° 5, pp. 557-573. DOI 10.3917/rfsp.705.0557.

La bibliothèque gratuite, on a tout à y gagner !, [sans date]. [en ligne]. ABF. Disponible à l'adresse : <https://www.abf.asso.fr/4/212/930/ABF/la-bibliotheque-gratuite-on-a-tout-a-y-gagner-> [Consulté le 7 août 2025].

LANKES, R. David, 2023. The Lankes Corollaries. Access: An International Journal of Nepal Library Association. 5 octobre 2023. Vol. 2, n° 01, pp. 200-208. DOI 10.3126/access.v2i01.58999.

LE DEUFF, Olivier, 2010. La bibliothèque 2.0. Les cahiers du numérique. 2010. Vol. 6, n° 1, pp. 97-118.

LETRNEAU, Alain, 2015. La théorie des ressources communes : cadre interprétatif pour les institutions publiques ? Éthique publique. 1 septembre 2015. N° vol. 17, n° 2. DOI 10.4000/ethiquepublique.2284.

LOCHER, Fabien, 2013. Les pâturages de la Guerre froide : Garrett Hardin et la « Tragédie des communs ». Revue d'histoire moderne & contemporaine. 1 avril 2013. Vol. n° 60-1, n° 1, pp. 7-36. DOI 10.3917/rhmc.601.0007.

LOCKETT, Andrew, 2021. Publishing, the Internet and the Commons: Debates and Developments. Westminster Papers in Communication and Culture. 1 juin 2021. Vol. 16, n° 1. DOI 10.16997/wpcc.1048.

Loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique, 2021. .

LOMAZZI, Lisiane et MENARD, Marc, 2018. Où en est la théorie du/des commun(s) ? Vers une économie politique culturelle. Tic & société. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 69-93. DOI 10.4000/ticetsociete.2381.

LUBBOCK, John, 2018. Wikipedia and libraries. Alexandria: The Journal of National and International Library and Information Issues. 26 avril 2018. Vol. 28, n° 1, pp. 55-68. DOI 10.1177/0955749018794968.

LUYT, Brendan, 2010. Librarian Perception of Wikipedia: Threats or Opportunities for Librarianship? Libri. janvier 2010. Vol. 60, n° 1. DOI 10.1515/libr.2010.005.

MARELLA, Maria Rosaria, 2016. La propriété reconstruite : conflits sociaux et catégories juridiques. Tracés. 1 octobre 2016. N° #16, pp. 195-210. DOI 10.4000/traces.6624.

MARTEL D., Marie, 2020. Apprendre « en commun » : L'expérience des ateliers de contribution à Wikipédia dans les bibliothèques publiques de Montréal. RESSI. 2020. Vol. 21.

MARTEL, Marie D., 2019. Modéliser la maison des communs : l'évaluation de l'impact des fab labs en bibliothèque. Documentation et bibliothèques. 23 avril 2019. Vol. 64, n° 2, pp. 23-30. DOI 10.7202/1059158ar.

MAUREL, Lionel, 2014. Commun vs enclosures : quand les bibliothèques publiques verrouillent l'accès aux biens communs informationnels. ABF- Association des Bibliothécaires de France. octobre 2014. Vol. 76, pp. 15-21.

MAUREL, Lionel, 2018. Réinvestir les Communs culturels en tant que Communs sociaux. In : Réinvestir les Communs culturels en tant que Communs sociaux. Penser la culture en commun(s). Bruxelles. 7 juin 2018.

MESGARI, Mostafa, OKOLI, Chitu et MEHDI, Mohamad, 2015. "The sum of all human knowledge": A systematic review of scholarly research on the content of Wikipedia. Journal of the Association for Information Science and Technology. 2 février 2015. Vol. 66, n° 2, pp. 219-245. DOI 10.1002/asi.23172.

MOTHE, Josiane et SAHUT, Gilles, 2018. How trust in Wikipedia evolves: a survey of students aged 11 to 25. Information Research. 1 mars 2018. Vol. 23, n° 1.

NAPOLI, Paolo, 2014. Indisponibilité, service public, usage. Trois concepts fondamentaux pour le « commun » et les « biens communs ». Tracés. 24 novembre 2014. N° 27, pp. 211-233. DOI 10.4000/traces.6139.

ORSI, Fabienne, 2013. Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune. Revue de la régulation. 2013. Vol. 14. DOI 10.4000/regulation.10471.

OSTROM, Elinor, 1990. Governing the commons: the evolution of institutions for collective action. Cambridge University Press.

OSTROM, Elinor, GARDNER, Roy et WALKER, Jimmy, 1994. Rules, Games, and Common-Pool Resources. Ann Arbor, MI : University of Michigan Press. ISBN 978-0-472-06546-2.

OSTROM, Elinor et OSTROM, Vincent, 1979. Public Goods and Public Choices. In Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance. In : Alternatives For Delivering Public Services: Toward Improved Performance. New York : 1979. pp. 43-59.

PAULA, Ana et RODRIGUES, Silva, [sans date]. Commons de conhecimento em bibliotecas de Instituições de Ensino Superior em Curitiba/PR. . DOI 10.20396/rdbci.v18i0.8661538.

PÉLISSIER, Maud, 2018. Communs culturels et environnement numérique : origines, fondements et identification. Tic & société. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 95-129. DOI 10.4000/ticetsociete.2395.

POPPER, Karl, 2007. La logique de la découverte scientifique. Paris.

PCHOL, Jérôme, 2016. Mutualiser les pratiques documentaires. Villeurbanne : Presses de l'enssib. ISBN 979-10-91281-79-9.

PRESSLEY, Lauren et MCCALLUM, Carolyn J., 2008. Putting the library in Wikipedia. Online. 2008. Vol. 32, n° 5, pp. 39-42.

PROFFITT, Merrile, 2021. Wikimedia and Libraries: From Vision to Practice. 2021. Dublin : OCLC Research.

Programme/Editathon Mois des Fiertés à la BML de Lyon, 2025. [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Les_sans_pagEs/Convention_LSP_2025/Programme/Editathon_Mois_des_Fiert%C3%A9s_%C3%A0_la_BML_de_Lyon [Consulté le 25 juillet 2025].

REMMIK, Marvi, SIIMAN, Ann et REINSALU, Riina, 2024. Using Wikipedia to Develop 21st Century Skills: Perspectives from General Education Students. *Education Sciences*. 17 janvier 2024. Vol. 14, n° 1, pp. 101. DOI 10.3390/educsci14010101.

RICHTER, Noë, 1977. Histoire de la lecture publique en France. *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*. 1977. Vol. 1, pp. 1-24.

SAHUT, Gilles, 2015. Wikipédia, une encyclopédie collaborative en quête de crédibilité : le référencement en questions. Toulouse : Université Toulouse Jean Jaurès.

SAHUT, Gilles, 2018. La gouvernance de Wikipédia : élaboration de règles et théorie d'Ostrom. *Tic & société*. 31 mai 2018. N° Vol. 12, N° 1, pp. 167-200. DOI 10.4000/ticetsociete.2426.

SAHUT, Gilles et TRICOT, André, 2017. Wikipedia: An opportunity to rethink the links between sources' credibility, trust, and authority. *First Monday*. 6 novembre 2017. Vol. 22, n° 11.

SAMUELSON, Paul A. The Pure Theory of Public Expenditure. *The Review of Economics and Statistics* [en ligne]. 1954, 36(4), 387 [consulté le 28 août 2025]. ISSN 0034-6535. Disponible sur : doi:10.2307/1925895

SANGER, Larry, [sans date]. Let's make a wiki! Nupedia [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://web.archive.org/web/20030425173249/http://www.nupedia.com/pipermail/nupedia-l/2001-January/000675.html> [Consulté le 23 juillet 2025].

SELWYN, Neil et GORARD, Stephen, 2016. Students' use of Wikipedia as an academic resource — Patterns of use and perceptions of usefulness. *The Internet and Higher Education*. janvier 2016. Vol. 28, pp. 28-34. DOI 10.1016/j.iheduc.2015.08.004.

SHEPSLE, Kenneth A., 1989. Studying Institutions. *Journal of Theoretical Politics*. 1 avril 1989. Vol. 1, n° 2, pp. 131-147. DOI 10.1177/0951692889001002002.

SHULZ, Sébastien, 2024. Des forêts suisses à Wikipédia. *Genèses*. 16 février 2024. Vol. n° 133, n° 4, pp. 71-93. DOI 10.3917/gen.133.0071.

SHULZ, Sébastien et THEVIOT, Anaïs, 2023. Gouvernance des communs numériques. Comment les internautes s'auto-gouvernent en ligne ? In : *Petit dico critique des Big Data*, 2.

STALLMAN, Richard M., 2000. Encyclopédie universelle et ressources pédagogiques libre [en ligne]. 2000. Disponible à l'adresse : <https://www.gnu.org/encyclopedia/free-encyclopedia.html> [Consulté le 23 juillet 2025].

STALLMAN, Richard M., 2009. Free Software, Free Society: Selected Essays of Richard M. Stallman. CreateSpace Independent Publishing Platform.

TURNER, Arlee, WELCH, Bernadette et REYNOLDS, Sue, 2013. Learning Spaces in Academic Libraries - A Review of the Evolving Trends. *Australian Academic and Research Libraries*. décembre 2013. Vol. 44, n° 4, pp. 226-234. DOI 10.1080/00048623.2013.857383.

UNESCO, [sans date]. Les droits culturels. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.unesco.org/fr/mondiaucult/cultural-rights> [Consulté le 10 août 2025].

UNESCO et IFLA, 2022. Manifeste IFLA-UNESCO sur la bibliothèque publique. juin 2022.

WALLACE, Danny P., 2007. Knowledge Management: Historical and Cross-Disciplinary Themes. London : Bloomsbury Publishing.

WEBER, Max, 2017. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Paris : Flammarion.

WIKIMÉDIA FRANCE, [sans date]. Un label pour le numérique collaboratif. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.wikimedia.fr/label-culture-libre/> [Consulté le 18 août 2025].

YOAKIM, William. Wikipédia, Wikimedia Commons et Wikisource, un eldorado de visibilité. Archives [en ligne]. 2019, 48(2), 41 [consulté le 28 août 2025]. ISSN 2369-9256. Disponible sur : doi:10.7202/1067524ar

ANNEXES

Table des annexes

TITRE DU DOCUMENT PRÉSENTÉ EN ANNEXE1.....	22
--	----

Titre du document présenté en annexe1

ANNEXE-TITRE 2

Annexe-Titre 3

I. Les projets Wikimedia

- **Wikipédia** : encyclopédie collaborative en ligne lancée en 2001. Projet fondateur du mouvement Wikimedia, il repose sur la contribution bénévole de millions d'utilisateurs et s'organise autour du principe du *libre accès* et du *contenu sous licence Creative Commons*.
- **Wikimedia Commons** : médiathèque libre qui héberge des images, vidéos et sons utilisables dans l'ensemble des projets Wikimedia. Les fichiers y sont publiés sous licences libres ou dans le domaine public.
- **Wikisource** : bibliothèque numérique libre contenant des textes tombés dans le domaine public ou sous licence libre. Les documents y sont retranscrits, annotés et publiés par les contributeurs.
- **Wiktionnaire** : dictionnaire collaboratif multilingue, équivalent libre des dictionnaires traditionnels.

II. Les profils de contributeurs et d'acteurs

- **Contributeur·rice** : terme générique désignant toute personne qui participe activement à un ou plusieurs projets Wikimedia, qu'il s'agisse de rédiger des articles, corriger des erreurs ou ajouter des images.
- **Wikipédien·ne** : contributeur·rice spécifiquement actif sur Wikipédia. Par extension, terme parfois utilisé pour désigner tout membre actif du mouvement Wikimedia.
- **Administrateur·rice** : contributeur·rice ayant des droits techniques spécifiques (suppression d'articles, blocage de comptes, protection de pages), élu·e par la communauté.
- **Patrouilleur·se** : volontaire qui surveille les modifications récentes afin de détecter et corriger le vandalisme ou les contributions non sourcées.
- **Wikipédien·ne en résidence** : professionnel·le travaillant au sein d'une institution culturelle (bibliothèque, musée, archive) afin de favoriser la collaboration entre cette institution et les projets Wikimedia.



III. Les communautés et organisations

- **Communauté Wikimedia** : ensemble des personnes participant aux projets, organisées de manière décentralisée, selon un mode de gouvernance collaborative et non hiérarchique.
- **Chapitres Wikimedia** : associations nationales ou régionales qui soutiennent localement les projets Wikimedia (ex. Wikimedia France, Wikimedia Deutschland). Ils organisent des événements, des formations et accompagnent les partenariats institutionnels.
- **Groupes d'utilisateurs (User Groups)** : collectifs de contributeurs regroupés autour d'un intérêt commun (thématique, régional, linguistique), mais plus souples et informels que les chapitres.
- **GLAM-Wiki** : acronyme pour *Galleries, Libraries, Archives and Museums*. Programme international qui promeut les partenariats entre institutions culturelles et projets Wikimedia, afin de favoriser l'ouverture des collections patrimoniales.
- **Mouvement Wikimedia** : ensemble structuré regroupant la Fondation Wikimedia (États-Unis), les chapitres, les groupes d'utilisateurs et les communautés de contributeurs, unis par une vision partagée : permettre à chacun d'accéder librement à la connaissance.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	101
Classification des biens d'après Ostrom par Jean-Nicolas Fauchille.....	103
Un exemple de distribution des droits chez Ostrom.....	103
Distribution des droits dans un commun.....	103
Gouvernance chez Ostrom.....	104
La communauté Wikipédia.....	104

CLASSIFICATION DES BIENS D'APRÈS OSTROM PAR JEAN-NICOLAS FAUCHILLE

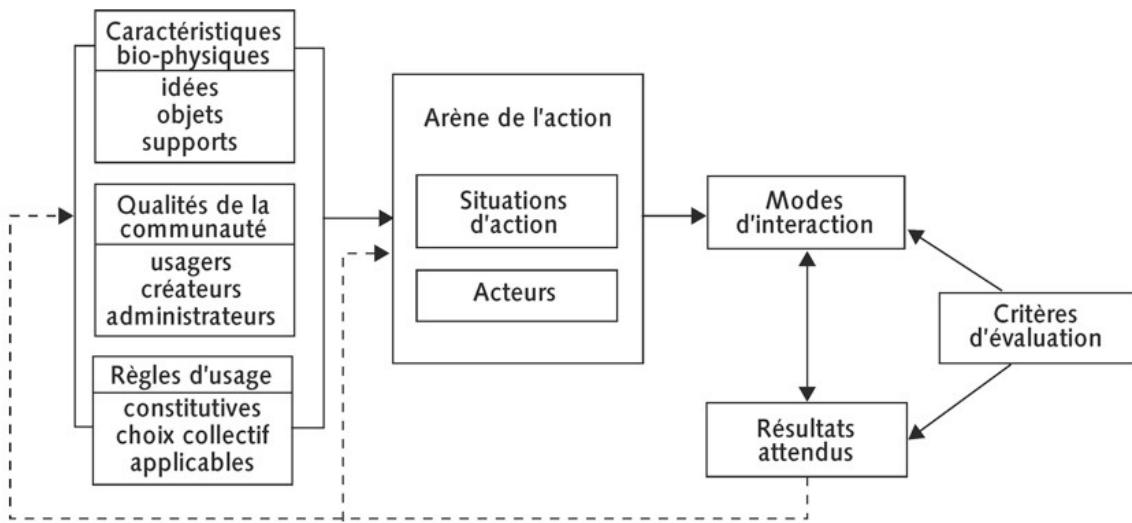
		RIVALITE (soustractabilité) Nulle ou faible Élevée 	
difficile EXCLUSION facile 	Biens publics disponibles/fabriqués	Ressources communes <i>(ou CPR : common pool resources)</i>	
	Biens à péage <i>(toll goods)</i>	Biens privés	

DISTRIBUTION DES DROITS DANS UN COMMUN

	Owner	Proprietor	Claimant	User
Access and Withdrawal	x	x	x	x
Management	x	x	x	
Exclusion	x	x		
Alienation	x			

Un exemple de distribution des droits dans un commun (Pêcherie)
Bundle of Rights Associated with Positions (source Schlager et Ostrom 1992)

GOUVERNANCE CHEZ OSTROM



LA COMMUNAUTÉ WIKIPÉDIA

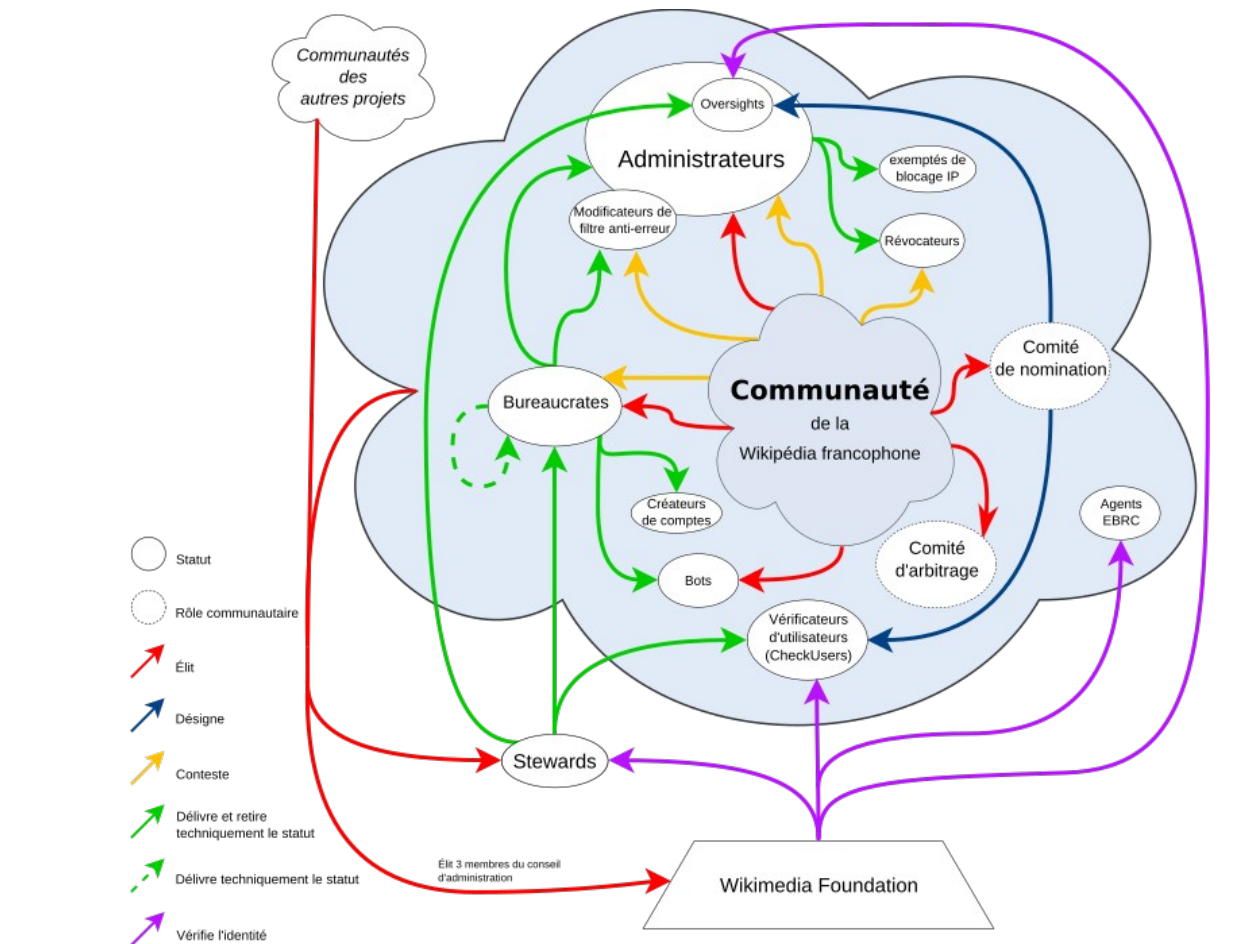


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
PARTIE 1 LE CONCEPT DE COMMUN APPLIQUÉ À WIKIPÉDIA ET AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.....	13
1.1 Histoire et théories des communs : du bien naturel aux communs numériques.....	13
1.1.1 <i>Hardin et la tragédie des communs.....</i>	<i>13</i>
1.1.2 <i>Ostrom et la célébration des communs.....</i>	<i>15</i>
1.1.3 <i>Du commun matériel au commun immatériel.....</i>	<i>20</i>
1.2 Les communs informationnels, du savoir, de la connaissance.....	25
1.2.1 <i>Une nouvelle ressource : le savoir.....</i>	<i>25</i>
1.2.2 <i>Des nouvelles enclosures.....</i>	<i>27</i>
1.2.3 <i>Un nouvel objectif : préserver et enrichir.....</i>	<i>30</i>
1.3 Bibliothèques publiques et communs : quel rapport ?.....	33
1.3.1 <i>De l'institution patrimoniale.....</i>	<i>34</i>
1.3.2 <i>... au service public.....</i>	<i>36</i>
1.3.3 <i>... au tiers-lieux.....</i>	<i>37</i>
PARTIE 2 LES MOUVEMENTS D'OUVERTURES DE WIKIPÉDIA ET DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES.....	41
2.1 Wikipédia, un commun du savoir numérique.....	41
2.1.1 <i>Histoire de l'encyclopédie.....</i>	<i>41</i>
2.1.2 <i>Éléments structurants.....</i>	<i>45</i>
2.1.2.1 <i>Ressources informationnelles.....</i>	<i>45</i>
2.1.2.2 <i>Communauté et profils (visiteurs, contributeurs, admin, Wikimedia)</i>	<i>46</i>
2.1.2.3 <i>Principes fondateurs.....</i>	<i>48</i>
2.2 La collaboration Wikipédia-bibliothèque.....	53
2.2.1 <i>De nombreux intérêts communs.....</i>	<i>54</i>
2.2.2 <i>- La création de GLAM-Wiki.....</i>	<i>58</i>
PARTIE 3 FONDER LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE COMME MAISON DES COMMUNS.....	63
3.1 La réalisation d'un désir de commun partagé.....	63
3.1.1 <i>Le partenariat bibliothèque publique-Wikipédia : pierre angulaire de la communalisation.....</i>	<i>63</i>
3.1.2 <i>Les différents niveaux d'engagement des bibliothèques : valoriser, contribuer, encapaciter.....</i>	<i>71</i>
3.1.3 <i>L'évidence du commun en bibliothèque ?.....</i>	<i>78</i>
3.2 Tensions et ajustements.....	79
3.2.1 <i>Les freins.....</i>	<i>79</i>
3.2.2 <i>Éléments indispensables à la pérennité des actions.....</i>	<i>84</i>
CONCLUSION.....	89
BIBLIOGRAPHIE.....	91
ANNEXES.....	97
GLOSSAIRE.....	99
I. Les projets Wikimedia.....	99
II. Les profils de contributeurs et d'acteurs.....	99

III. Les communautés et organisations.....	99
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	101
Classification des biens d'après Ostrom par Jean-Nicolas Fauchille.....	102
Un exemple de distribution des droits chez Ostrom.....	102
Gouvernance chez Ostrom.....	103
La communauté Wikipédia.....	103
TABLE DES MATIÈRES.....	105